



République du Burundi

Revue à mi-parcours

Rapport principale et appendices

Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)

Date du document: 12/02/2014
No. du Projet: 1100001469
No. du rapport: 3526-BI
Division Afrique orientale et australe
Département gestion des programmes

Table des matières

Table des matières	ii
Liste des tableaux	ii
Liste des annexes	iii
Sigles et acronymes	iv
I. Introduction	1
II. Contexte pays	2
III. Description succincte du projet	3
IV. Stratégie de mise-en-œuvre	5
V. Pertinence du projet	7
VI. Revue de la mise-en-œuvre du projet	8
VII. Appréciation de la durabilité des effets de projet	35
VIII. Description du projet dans sa deuxième phase	37
IX. Coûts du projet dans sa deuxième phase (2013-2016): global et par composantes	52
X. Analyse économique et financière	54
Appendice 1 - Carte de localisation des réalisations du projet	61
Appendice 2 - Réalisations du projet	63
Appendice 3 –Indicateurs SYGRI	66
Appendice 4 – Cadre logique	76

Liste des tableaux

- Tableau 1: Superposition géographique des activités du projet
- Tableau 2: Récapitulation du nombre de CEP mises en place pendant la première phase du projet
- Tableau 3: Etat du fonds de rendement engrais hérité du PRDMR
- Tableau 4: Reliquat du nouveau fonds au niveau du projet
- Tableau 5: Etat des magasins existants
- Tableau 6: Utilisation des ressources financières par bailleur de fonds
- Tableau 7: Exécution financière globale et par composante (USD)
- Tableau 8: Répartition budgétaire entre les composantes du projet PAIVA-B pour 2013-2016
- Tableau 9: Répartitions budgétaires par composante
- Tableau 10: Résultats de l'Analyse Financière et Économique du PAIVA-B (SANS Banane)
- Tableau 11: Résultats de l'analyse économique des investissements agricoles productifs (SANS Banane)
- Tableau 12: Sensibilité du projet à la perte de productivité (limite de perte de productivité)

Liste des annexes

Annexe 1: Document de Travail Volet "Aménagement des marais et bassins versants"

Annexe 2: Document de Travail Volets "Intensification agricole' et 'Sécurisation foncière"

Annexe 3: Document de Travail Volet "Chaîne de Solidarité Animale"

Annexe 4: Document de Travail Volet "Valorisation agricole"

Annexe 5: Document de Travail "Renforcement de capacités"

Annexe 6: Document de Travail "Gestion administrative et financière"

Annexe 7: Document de Travail "Analyse Economique et Financière"

Sigles et acronymes

%	Pourcentage
ACORD	Association pour la Coopération, la Recherche et le Développement
ACSA	Agent Communautaire de Santé Animale
AFE	Analyse Financière et Économique
AG	Assemblées Générales
AIV	Assistant Infirmier Vétérinaire
AGSAV	Analyse Globale de la Sécurité alimentaire et de la vulnérabilité
AP	Associations des groupements de pépiniéristes
AUM	Associations usagers marais
AUP	Associations d'usagers de pistes
BDU	Base de Donnée Unifiée
BI	Boutique d'Intrants
BV	Bassins Versants
CAP	Connaissances, Aptitudes et Pratiques Préexistantes
CAP-FIDA	Cellule d'appui au programme du FIDA
CAPAD	Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement
CCDC	Comité Communal de Développement Communautaire
CCL	Centre de Collecte de Lait
CCR	Commissions collinaires de reconnaissance
CDC	Comité de Développement Collinaire
CDF	Centre de Développement Familiale
COOPEC	Coopérative d'épargne et de crédit
CEP	Ecole Champ Paysan
CRC	Comité de Reconnaissance Collinaire
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme
CSC	Chaîne de Solidarité Communautaire
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSCC	Chaîne de Solidarité Communautaire Caprine
DPAE	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DRF	Demandes de Retrait de Fonds
DUE	Délégation de l'Union Européenne
FA	Facilité Alimentaire
FAO	Food and Agriculture Organization
FBU	Francs Burundais
FENACOBUR	Fédération Nationale des Coopératives du Burundi
FFS	Farmers Fields School (Champs écoles Paysans)
FFW	Food for Work
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
HAE	Haies Antiérosives
IFDC	International Fertilizer Development Center
IMC	Indice de Masse Corporelle

IMF	Institutions de Micro Finances
IPTE	Initiative en faveur des Pays Pauvres très Endettés
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
LAE	Lutte Antiérosive
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
N	Nombre ou Effectif
O&M	Opérations et Maintenances
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisations Paysannes
P /A	Poids pour l'âge en Z-score
PAIVA-B	Projet d'Appui à l'Intensification et à la Valorisation Agricoles du Burundi
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARSE	Programme d'Appui à la Reconstruction du Secteur d'Elevage
PRDMR	Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PRODEFI	Projet de Développement des Filières
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PTRPC	Programme Transitoire de Reconstruction Post Conflit
RAF	Responsable Administratif et Financier
RBM	Gestion Axée sur les Résultats
RMP	Revue à mi-parcours
RPE	Rapport de Pré-Evaluation
SAN	Stratégie Agricole Nationale
S&E	Suivi et Evaluation
SRI	Système d'Intensification du Riz
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et Impacts
TEVAL	Tableau de Bord d'Evaluation du Projet
TRE	Taux de Rentabilité économique
TRIF	Taux de Rentabilité Interne Financière
UE	Union Européenne
UFC	Unité de Facilitation et de Coordination
USE	Unité de Suivi et Evaluation
VAN	Valeur Actualisée Nette

I. Introduction

1. Conformément à l'Accord de Don (section 4.03) signé le 14 mai 2009 et aux dispositions du Rapport de pré-évaluation, le Gouvernement de la République du Burundi (GdB) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont engagé depuis le 4 novembre 2013 un processus de Revue à mi-parcours (RMP) du projet «Projet d'Appui à l'Intensification et à la Valorisation des Produits Agricoles» (PAIVA-B). Le processus de revue à mi-parcours prévoit trois étapes: (i) la réalisation d'études préparatoires (Rapport d'Evaluation des effets et impacts du PAIVA-B, Rapport d'Evaluation des effets et impacts des infrastructures, Rapport d'Evaluation des effets et impacts des Volets Système d'Intensification du Riz (SRI) et Champs Ecoles Paysans (CEP)), (ii) une mission conjointe GdB-FIDA de RMP aboutissant à la préparation du rapport provisoire de RMP; et (iii) la présentation et la validation du rapport de RMP au cours d'un atelier participatif regroupant les représentants des bénéficiaires et partenaires du projet.

2. Le présent rapport présente les résultats de la mission conjointe de Revue à Mi-Parcours effectuée par le GdB et le FIDA au Burundi du 4 au 22 novembre 2013. Cette mission¹, composée de représentants du GdB et de consultants internationaux et nationaux, avait pour objectifs: (i) d'évaluer la pertinence du projet, (ii) d'apprécier les stratégies mises en œuvre, (iii) d'analyser et d'évaluer les réalisations et des effets du projet; (iv) d'identifier les contraintes à la mise-en-œuvre; (v) de proposer des activités pour optimiser les effets des activités et des conditions à mettre en œuvre place pour garantir la durabilité des effets du projet et (vi) de préparer le rapport provisoire de RMP, y compris une proposition de réallocation des fonds par composantes et par catégorie de dépenses. La RMP a été conduite par la FAO à la demande du FIDA et du GdB.

3. Au cours de son séjour, la mission a rencontré Son Excellence Mme Odette Kayitesi, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, M. Mohamed Hama Garba, Représentant de la FAO, Mme Nicole Jaquet, Directeur-Adjoint pays au Programme alimentaire mondial (PAM), M. Olivier Lefay, Chargé du Développement Rural à la Délégation de l'Union Européenne (DUE), et M. Jan Vlaar, Chargé de la Sécurité Alimentaire et du Développement Rural à l'Ambassade des Pays Bas. Elle a travaillé en étroite relation avec M. Herménégilde Rufyikiri, Coordonnateur national du PAIVA-B et tous les cadres et les prestataires de service du projet. Des séances de travail ont été tenues avec les partenaires et prestataires du PAIVA-B², y compris avec les autres projets financés par le FIDA et en cours d'exécution³. La mission a aussi rencontré les représentants de départements gouvernementaux impliqués dans la mise-en-œuvre du projet comme le Directeur de la Fertilisation des Sols, de la Cellule du Génie Rural et de la Protection du Patrimoine Foncier, du Ministère du

¹ La mission était composée de M. Hamed Haidara, Représentant du FIDA; M. Gérard Ndobemeye, Directeur Général de la Planification au MINAGRIE; Mme Rym Ben Zid, Fonctionnaire, Agronome, Centre d'investissement de la FAO (TCIA) et Chef de mission pour le FIDA; M. Raymond Audette, Consultant TCIA, spécialiste en Agro-économie et filières; M. Chakib Zouaghi, Consultant TCIA, Economiste; Mme Aysatou Ndiaye, Consultante internationale, spécialiste socio-économiste; M. Daniel Lallemant, Consultant international, spécialiste en gestion financière; Prof. Gilbert Hatungumukama, Consultant national, spécialiste en production animale; M. Djibril Camara, Consultant national, spécialiste en Infrastructures rurales.

² ACORD, CAPAD, Groupe de Consultants chargé de la sécurisation foncière.

³ Programme d'appui à la reconstruction du secteur de l'élevage (PARSE) et Programme de développement des filières (PRODEFI).

Commerce, du Centre semencier de Ndebe, de la Direction Générale de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), de la FENACOBUR.

4. Des visites de terrain ont été effectuées dans les provinces de Gitega, Karusi, Cibitoke et Kayanza, respectivement, dans les communes (Giteramuka, Bugenyouzi, Bugendana, Mutaho, Mabaye, Rango). Au cours de ces visites, la mission a rencontré les représentants des bénéficiaires et les partenaires d'exécution du projet, en particulier les Comités de développement communautaire (CDC) et les Comités Communaux de Développement Communautaires (CCDC), les Directions provinciales de l'agriculture et de l'élevage (DPAE) et leurs représentants au niveau local (techniciens communaux et moniteurs), les producteurs et les facilitateurs regroupés au sein des champ-écoles paysans (CEP), les membres de la Coopérative gérant un centre de collecte (CCL) (Commune de Bugendana), les membres des coopératives rizicoles, les membres des comités de gestion des magasins et aires de stockage, les agents des services fonciers, des éleveurs ayant bénéficié de caprins et de bovins laitiers, des Agents Communautaires en Santé Animale (ACSA) et des multiplicateurs de semences privés ou regroupés en associations, les membres des Associations d'Utilisation des Marais (AUM) et d'Usagers de Pistes (AUP) et des groupements de pépiniéristes (AP). L'équipe de l'Unité de Facilitation et de Coordination (UFC) a accompagné la mission de revue à mi-parcours: des échanges et des interactions ont eu lieu lors des visites de terrain mais une réunion a été organisée à mi-parcours pour présenter les constats préliminaires des experts et conduire une réflexion sur la stratégie de mise-en-œuvre à adopter pendant la deuxième phase du projet.

5. Le projet PAIVA-B est d'une durée de 8 ans et a été lancé officiellement le 10 septembre 2009. Il a démarré effectivement avec le recrutement du personnel à la fin du mois de mars 2010. Il est exécuté sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et d'Elevage (MINAGRIE).

6. Le PAIVA-B couvrira six provinces du pays et vise à consolider les acquis du Programme de Relance et Développement du Monde Rural (PRDMR) mis en œuvre dans la même zone d'intervention. Dans le rapport de conception du projet, la mise-en-œuvre du projet doit commencer la première année dans les deux provinces de Gitega et Karusi avant de s'en dégager en année 4 (2013). L'extension des activités du projet à deux (2) autres provinces Kayanza et Cibitoke était prévue en 2012 (année 3) et le désengagement en année 7 (2015). Le projet devait s'étendre à deux (2) autres provinces (Bubanza et Muramvya) en année 4 (2013) et s'en dégager en année 8. La sélection des deux premières provinces a été effectuée sur la base d'une série de critères dont l'existence de marais, l'incidence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, l'acuité des problèmes fonciers, etc.⁴ La commune, puis la «colline» au niveau local sont considérées comme les unités spatiales, base de planification.

II. Contexte pays

7. Au Burundi, l'agriculture contribue à raison de 51% du Produit Intérieur Brut (PIB) représente 95% des exportations, occupe 90% de la population active rurale et assure plus de 90% des apports alimentaires. Considérant le rôle du secteur agricole dans l'économie, le gouvernement du Burundi a revu à la hausse la part du budget alloué à ce secteur au cours

⁴ Les 2 provinces retenues ont peu de problèmes fonciers par rapport aux autres.

des dernières années. Au niveau de la contribution du secteur agricole dans le développement, le Burundi, a progressivement, augmenté la part du budget consacré au secteur agricole: elle est passée de 2% en 2010, à 7% en 2011 et 11% en 2012, conformément aux recommandations de la déclaration de Maputo (10%).

8. L'agriculture burundaise reste peu outillée et caractérisée par une faible productivité du travail principalement déterminée par les contraintes suivantes: (i) la forte croissance démographique qui entraîne le morcellement continu des terres; (ii) l'absence de protection et de gestion des sols conduisant à une réduction de la fertilité et à l'érosion, (iii) l'existence de maladies phytosanitaires non maîtrisées et (iv) un accès limité aux intrants (engrais, semences et produits phytosanitaires) qui s'explique par une disponibilité réduite, le manque de moyens financiers au niveau des exploitations et la faible monétarisation de l'économie locale.

9. La variabilité climatique est une contrainte majeure non encore maîtrisable par les agriculteurs Burundais. L'insuffisance des infrastructures rurales (pistes, magasins, électricité, unités de transformations) et le manque d'organisation pour la valorisation et la commercialisation des produits agricoles constituent un frein pour la promotion de la production agricole et le développement d'une agriculture orientée vers le marché.

10. Face à ces contraintes, plusieurs institutions/agences (FIDA, UE, Banque Mondiale, FAO, etc.), plusieurs ONGs et agences de coopération bilatérales (CTB, GIZ, Coopération Néerlandaise, etc.) ne cessent d'appuyer le gouvernement burundais dans le but d'augmenter la production agricole afin de recouvrer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population et de contribuer à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement "OMD". Le FIDA et l'UE contribuent le plus au financement du secteur agricole au Burundi, dépassant chacun cent millions de dollars.

11. Malgré ces multiples appuis, l'insécurité alimentaire temporaire touche encore au moins 75% de la population rurale avec des périodes critiques d'au moins trois mois dans l'année. La malnutrition chronique est observée sur 58% des enfants de moins de cinq ans. La malnutrition aigüe globale était de 6% en 2010.

12. En raison de la diminution progressive des moyens et de la capacité de production, la population burundaise vivant en dessous du seuil de pauvreté est estimée à 66,9% avec la dégradation progressive des conditions de vie des ménages ruraux.

III. Description succincte du projet

Objectifs du projet

13. L'objectif général du projet est d'une agriculture familiale organisée, commerciale, rentable et durable permettant un accroissement durable des revenus des petits exploitants des provinces visées.

14. Les objectifs spécifiques du projet sont: (i) appuyer les institutions publiques et privées, la société civile et les organisations des ruraux pauvres afin qu'elles deviennent partie prenante d'un partenariat de qualité dans un processus de développement durable, sur les sites pilotes répliquables au niveau national, (ii) renforcer les capacités des petits agriculteurs pauvres en matière de capacités humaines, physiques et techniques qui leur permettent de protéger leur capital productif, d'accroître leur production et d'augmenter leur

revenu de manière durable et, (iii) les organisations de producteurs tirent le meilleur profit de leurs productions grâce à un accès amélioré aux marchés.

Principales composantes et sous composantes

15. Le PAIVA-B comporte trois composantes: (i) la Composante 1 ou Renforcement et protection du capital productif; (ii) la Composante 2 ou Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures et, (iii) la Composante 3 ou Facilitation de la mise-en-œuvre et coordination. La première composante vise à: (i) renforcer et protéger la capacité productive des zones d'intervention en mettant l'accent sur les investissements nécessaires et (ii) accroître la production agricole. La seconde composante doit permettre aux organisations et aux producteurs de saisir les meilleures opportunités existantes au niveau des marchés pour capter le plus de valeur ajoutée possible. La troisième composante a pour but de renforcer les capacités des acteurs qui participent à la décentralisation et au développement local tant au niveau des structures communautaires qu'au niveau des structures déconcentrées et des ONG pour la mise-en-œuvre et l'appropriation des actions prévues.

16. La composante 1 comprend deux (2) sous composantes. Il s'agit de (i) la sous composante 1.1. ou «Aménagement du capital productif et sécurisation foncière» et la sous composante 1.2. ou «Intensification de la production agricole». La sous-composante 1.1 regroupe trois volets: (i) l'aménagement et réhabilitation de marais, (ii) l'aménagement des bassins versants (BV) par le reboisement, l'installation, la protection intégrales des courbes de niveau végétalisées et l'embocagement⁵ et (iii) la sécurisation foncière qui vise l'amélioration de l'accès à la terre pour les ménages vulnérables en particulier les Batwa et les femmes. La sous composante 1.2 est composée de quatre (4) volets: (i) la production de semences et de plants, (ii) l'amélioration de l'accès aux intrants, (iii) le renforcement de la chaîne de solidarité communautaire (CSC) de bovins et, (iv) l'initiation des champs écoles paysans «CEP».

17. La composante 2 est subdivisée en deux sous-composantes qui sont: (i) la sous-composante 2.1 ou «valorisation de la production agricole» et, (ii) la sous-composante 2.2 ou «infrastructures rurales». La sous-composante 2.1 est composée de quatre (4) volets qui sont: (i) l'étude des marchés et des produits agricoles et diagnostics des services financiers; (ii) l'appui à l'amélioration de la qualité des produits agricoles et l'accès aux marchés; (iii) le financement de la valorisation agricole et, (iv) le renforcement des capacités et apprentissage collectif.

18. La composante 3 consiste à: (i) appuyer les Comités de Développement Collinaires (CDC), les organisations paysannes et les administrations déconcentrées dans la mise-en-œuvre des activités du projet, (ii) assurer la gestion et la coordination de la mise-en-œuvre du projet et, (iii) le suivi-évaluation du projet et la coordination avec les autres projets ainsi que toutes les autres actions du programme national de lutte contre la pauvreté à travers le Comité de Pilotage et le Comité Technique. Les activités sont mises en œuvre sous la supervision du UFC qui opère d'une manière autonome sous la tutelle du MINAGRIE.

⁵ L'embocagement est la technique qui consiste à entourer l'exploitation de haies vives d'arbres fourragers qui servent à alimenter une vache laitière.

IV. Stratégie de mise-en-œuvre

Stratégie globale

19. En vue de réaliser l'objectif global du projet, la stratégie générale retenue pour la mise-en-œuvre du PAIVA-B se base sur les principes suivant: (i) la responsabilisation des CDC et des OP dans la mise-en-œuvre des activités à travers un cadre de planification communautaires participative; (ii) le ciblage prioritaire des petits exploitants pauvres et des groupes vulnérables en appliquant une approche genre de manière systématique; (iii) la prise en compte des impératifs environnementaux dans les actions entreprises et dans les projets économiques développés par les groupes bénéficiaires; (iv) l'implication du secteur privé dans les activités; (v) le renforcement des capacités des groupements de petits producteurs; (vi) la contractualisation qui est la règle pour toutes les interventions du projet et la rémunération des contractants en fonction des résultats; et enfin (vii) la recherche de synergies et de complémentarités avec les projets du FIDA et ceux des partenaires au développement établies dans le cadre de conventions signées.

Ciblage

20. Le PAIVA-B cible de façon directe 30 000 ménages et de façon indirecte 60 000 ménages. Le processus de ciblage comporte trois étapes: le ciblage géographique, le ciblage des bénéficiaires et le ciblage des activités.

21. Le ciblage géographique permet de déterminer le choix des marais et des bassins versants à retenir à partir des plans de développement des communes. Sur la base des provinces ciblées dans le Rapport de Pré-Evaluation (RPE), le PAIVA-B procède au ciblage des communes et des BV/marais avec la participation des populations et des collectivités locales des provinces et des communes d'intervention du projet. Ce ciblage est effectué en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et les services publics et structures communautaires locales, après visites des sites à aménager/réhabiliter, et les échanges avec les encadreurs de niveau provincial et communal et les usagers des marais et bassins versants. En ce qui concerne les BV, une fois les sites à aménagés sélectionnés, des visites conjointes sont organisées entre les techniciens chargés de la mise-en-œuvre et le personnel du PAM pour identifier les besoins et établir les listes de personnes à recruter pour leur aménagement selon la modalité Food for Work (FFW) en collaboration avec les CDC.

22. Le ciblage des communes repose sur la validation des critères de choix: Marais à grandes potentialités rizicoles avec priorité donnée aux marais aménagés par le PRDMR, accessibilité de la zone, importance des activités développées par le PRDMR, existence de CDC.

23. Le ciblage des marais/BV s'effectue à travers des ateliers communaux de ciblage des complexes marais/BV pilotes du PAIVA-B. L'exercice consiste à inventorier tous les marais (déjà aménagés par le PRDMR, non aménagés, à réhabiliter) existants dans la commune et procéder à leur priorisation pour déterminer deux ou trois marais d'intervention du projet. Participent à ces ateliers les administrateurs, un représentant du conseil communal, un membre de CDC par colline, le représentant du CCDc, l'agronome communal, les moniteurs agricoles, le forestier communal, le technicien vétérinaire, le technicien du Génie rural, l'animateur Centre de Développement Familial (CDF), deux (2) usagers de marais par périmètre, le conseiller communal chargé du développement, les

partenaires etc. Les bassins versants étant ciblés, certaines collines parmi celles qui partagent le même bassin versant sont sélectionnées.

24. Les collines ciblées sont celles présentant une forte pente, les collines en amont, les collines dénudées et menacées par l'érosion, les collines ayant déjà reçu des appuis du PRDMR, les collines vastes, les collines proches d'un cours d'eau qui se déverse dans le marais, les collines où la population et le CDC sont très dynamiques.

25. Le ciblage des bénéficiaires est effectué suivant la méthodologie utilisée par l'ensemble des projets du FIDA. Ce ciblage s'appuie sur la formation préalable des élus et des techniciens des DPAE, sur le ciblage et la gestion de la chaîne de solidarité communautaire. Ainsi à l'échelle collinaire, les CDC (Comités Collinaires de Développement Communautaire) et leurs commissions agri-élevage, les Comité Communal de Développement Communautaire (CCDC) sont formés sur le ciblage et la gestion de la chaîne de solidarité.

26. Le ciblage des bénéficiaires est effectué en assemblée générale collinaire à laquelle sont invités tous les ménages. Les représentants des ménages collinaires, accompagnés par les CDC, les représentants de la DPAE et de l'Administration communale effectuent eux-mêmes le ciblage des bénéficiaires à partir d'une typologie des ménages collinaires en cinq catégories suivant l'accès au foncier et la possession d'animaux de ferme. Ainsi les cinq catégories ciblées sont les suivantes: (i) la catégorie 1 incluant les ménages sans terres ou disposant d'un accès très limité à la terre; (ii) la catégorie 2 intégrant les ménages disposant de moins de 1 ha sans bétail; ces deux catégories constituant près de 70% de la population des collines rurales comptent en leur sein des ménages dont l'insécurité alimentaire est chronique. On compte aussi dans ce groupe les ménages Batwa, les femmes veuves et chefs de famille, les paysans sans terres, les jeunes et les familles affectées/infectées par le VIH/SIDA. Sur les deux provinces d'extension la catégorie 2 a été scindée en 2 sous catégories: 2a inférieur à 0,5 et 2b entre 0,5 et 1 ha. La sous-catégorie 2b est actuellement éligible à la chaîne de solidarité bovine; (iii) la Catégorie 3 intégrant les producteurs possédant au moins un hectare mais ne possédant pas d'animaux; (iv) la Catégorie 4 incluant les producteurs possédant au moins 1 ha mais possédant des bovins de race locale alimentés sur la base des pâturages naturels (v) Catégorie 5: les ménages possédant plus d'un hectare avec un élevage en stabulation permanente. Ce sont généralement ceux qui ont déjà bénéficié de la chaîne de solidarité bovine du PRDMR.

27. Le ciblage des activités: des activités d'appui sont prévues pour chaque catégorie: (i) les investissements (aménagement des marais, protection des bassins versants etc.) rémunérés avec les «Vivres contre travail» et la participation à des activités organisées au sein des groupements économiques sont ciblées pour les catégories 1 et 2, (ii) la chaîne de solidarité bovine cible la catégorie 3 tandis que la catégorie 4 peut bénéficier de l'insémination artificielle et, (iii) la catégorie 5 quant à elle n'est pas éligible à l'appui. Elle peut cependant recourir aux services de l'inséminateur ou aux taureaux mis en place par le projet.

Coûts initiaux

28. Les coûts totaux du projet sont estimés à 31,61 millions USD sur une période de 8 ans. Les coûts de base sont de 29,02 millions USD auxquels s'ajoutent 1% d'imprévus physiques soit 311 000 USD et 8% d'imprévus financiers, soit 2,27 millions USD. Les taxes y sont incluses, pour un montant total de 2,67 millions USD soit 8,5% du coût total. Enfin, les

investissements représentent 93,9% des coûts totaux soit 29,69 millions USD et les coûts récurrents 6,1%, soit 1,92 millions USD.

V. Pertinence du projet

29. Le projet PAIVA-B est pertinent puisqu'il s'inscrit dans le cadre de la mise-en-œuvre du Programme d'Options Stratégiques pour les pays (COSOP) et contribue à celle du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Il prend en compte les objectifs et les priorités de la Stratégie Agricole Nationale (SAN), qui met l'accent sur l'augmentation de la production agricole et l'amélioration de la sécurité alimentaire d'une part, et sur la professionnalisation et l'organisation des producteurs d'autre part. Le PAIVA-B s'inscrit particulièrement dans les axes I et III de la SAN. L'axe I vise « accroissement durable de la production et de la productivité agricole » et particulièrement des volets « réhabilitation et renforcement des infrastructures communautaires de stockage, de commercialisation, de conservation et de transformation des produits agricoles et animaux ». L'axe III vise « la professionnalisation des producteurs et le développement des initiatives privées ».

30. La conception du projet est globalement satisfaisante puisqu'elle a combiné deux types d'interventions principaux dont les effets sont tangibles: (i) d'une part, le développement de l'élevage bovin laitier répondant à un besoin de restaurer la fertilité du sol et de contribuer à la sécurité alimentaire et, (ii) d'autre part, l'aménagement des bassins versants dans le but de valoriser les marais pour augmenter la production de riz. Cependant, le choix du marais comme porte d'entrée pour l'élaboration du plan d'aménagement ne permet pas d'identifier les versants critiques au sein du bassin versant élargi, dont les eaux de ruissèlement contribuent à l'inondation des marais en aval.

31. Cependant, la conception du sous volet production de semences de riz et de la composante Valorisation des produits agricoles a limité la mise-en-œuvre, aggravée par le contexte et l'absence de conditions favorables. En effet, la filière semencière est peu structurée au Burundi malgré l'existence d'une loi semencière et la production de semences de pré-base par l'ISABU en quantité suffisante. De la même manière peu de coopératives opèrent au Burundi, notamment car les productions (lait, riz, et même le maïs) sont encore fragmentées et insuffisantes. Dans la conception du projet, les CEP ne sont pas articulées à la formation en SRI alors que le CEP est un outil de diffusion de la nouvelle pratique.

32. L'articulation entre la composante 1 « Intensification » et la composante 2 « Valorisation » existe puisqu'il y a création de coopératives de transformation et de commercialisation du riz en réponse à l'augmentation de la production qui survient suite à l'aménagement/réhabilitation des marais. Cependant, aucune activité relative à la commercialisation du lait n'a été prévue. De la même manière, il était prévu de produire des semences améliorées pour les filières identifiées suite à la réalisation des études de marché dans la composante 2 sans que des appuis à la production et à la commercialisation de maïs, pomme de terre, haricot ne soient prévus.

33. La conception de la sous composante renforcement des capacités est satisfaisante puisque le dispositif prévu pour le renforcement des capacités des producteurs/femmes au travers des prestataires de services ((Association de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD), Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement (CAPAD), CDF) est articulé aux composantes

et sous composantes principales (Aménagement de BV et de marais, Développement de la riziculture, Développement de l'élevage bovin laitier). Ce dispositif a été assez flexible ; quand le besoin s'est fait sentir, d'autres prestataires ont été recrutés comme le prestataire chargé de la sécurisation foncière ou le PARSE responsable de la mise-en-œuvre et du suivi de la sous composante Volet Chaîne de solidarité, de la mise en place des Centre de Collecte de Lait (CCL) et de la structuration des coopératives de producteurs de lait.

VI. Revue de la mise-en-œuvre du projet

Stratégie globale adoptée

34. L'équipe de mise-en-œuvre du projet a adopté la stratégie de mise-en-œuvre du projet telle que préconisée dans le document de conception du projet. La mise-en-œuvre a eu lieu jusqu'à 2012 dans les deux provinces de Gitega, Karusi avant de s'étendre à Cibitoke et Kayanza dans deux communes par province ciblée en 2013. Cependant, 3 autres communes, en dehors de la zone d'intervention du projet ont bénéficié d'un nombre limité d'activités: ainsi, cela porte le nombre de communes ciblées à 11 au lieu des 8 programmées.

35. La stratégie de mise-en-œuvre du projet sur le terrain utilise une approche bassin versant dans laquelle les activités du projet sont intégrées de manière satisfaisante, ce qui permet de maximiser les effets du projet au niveau local.

36. Il existe une complémentarité entre les différentes activités réalisées autour d'un marais à savoir l'aménagement/la réhabilitation des marais, l'aménagement de bassins versants, le renforcement des AUM, la distribution des kits bovins et le développement des haies vives utilisant des essences fourragères.

37. Le niveau de concentration des activités du projet varie d'une commune à une autre: certaines communes ont bénéficié de plus de 20 activités tandis que d'autres de 7 ou 8 uniquement (cf. tableau n° 1). Il n'y a pas de continuité géographique dans la zone d'intervention du projet et les communes, de ce fait, ne sont pas contigües, limitant ainsi l'efficacité de la mise-en-œuvre de l'activité aménagement de Bassins Versants. En effet, dans certains cas, des versants critiques dénudés, situés plus en amont, à couvert végétal dégradé provoquant le ruissellement massif des eaux contribuent à l'inondation des marais plus en aval.

Tableau 1: Superposition géographique des activités du projet

Province	Commune	Niveau d'intervention sur 22	Visités par les évaluateurs	Bovins et C. four.	Format ion Bovin	Format ion Coop. Lait	Centre de Collecte	Appui aux CDC	Caprins	Aménagement Marais	AUM	Formation des AUM	Aménagement BV	Formation des CBV	Création/appui de Gr. De pépiniéristes	Coopératives	Formation de coopératives de riz	Boutiques d'intrants	Semences	Décatriceuses	Magasins de stockage	Guichet foncier	Formation foncier	Pistes	AUP	Alphabétisation
Gitega	Giheta	7	✓					✓	✓				✓	✓	✓								✓	✓		
	Bugendana	22	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Mutaho	21	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Bugenyuzi	22	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Karusi	Gitaramuka	22	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
	Buhiga	9						✓			✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓						✓			
	Gihogazi	2									✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓									
Kayanza	Muhanga	9		✓	✓			✓		✓	✓	✓	✓	✓	✓							✓	✓			
	Rango	6	✓	✓	✓			✓					✓	✓	✓											
Cibitoke	Mubeyi	6	✓	✓	✓			✓					✓	✓	✓											
	Bukurumanya	6		✓	✓			✓					✓	✓	✓											

38. Des synergies se sont créées, notamment, entre le projet PAIVA-B et le projet PARSE et, dans ce cadre, le projet PARSE a permis d'installer 2 centres de collecte de lait dans deux communes du projet PAIVA-B (Gitaramuka, Bugendana), venant compléter l'installation d'une chaîne de solidarité communautaire bovine (CSCB) dans ces

communes. Par contre les synergies avec le projet PRODEFI sont encore partielles, bien que l'équipe de consultants recrutés pour la mise-en-œuvre des CEP, le suivi des infrastructures et celles de la sécurisation foncière aient été recrutées conjointement par la PAIVA-B et le PRODEFI.

Ciblage

39. Au niveau du ciblage géographique, la mission a noté que les lenteurs observées lors du ciblage réalisé dans les deux premières provinces (Gitega et Karusi) ont été maîtrisées. Une démarche de ciblage des bassins versants et marais, qui part des plans de développement des communes, a été testée au niveau de PAIVA-B. Cette évolution dans le ciblage géographique permet de minorer les délais de choix tout en restant en conformité avec les plans de développement des communes qui participent ainsi à la décision.

40. Le ciblage des bénéficiaires est effectué de façon transparente et inclusive. Les catégories définies par les populations collinaires ne sont pas sujettes à contestation. Du fait que le même prestataire de service soit responsable du ciblage et de la sélection des bénéficiaires dans les différents projets du FIDA a permis d'affiner la stratégie au cours des années et d'établir une démarche systématique de scaling-up des bonnes pratiques de ciblage issues des actions test des différents projets. A mi-parcours 60 868 ménages ont bénéficié des différentes activités du projet sur 90 000 prévus dans le rapport de pré-évaluation (Indicateurs SYGRI). 465 groupes sur un total de 934 ont bénéficié des activités du projet à mi-parcours (Indicateurs SYGRI).

41. Dans le ciblage des activités, l'activité phare du projet en l'occurrence la chaîne de solidarité bovine est destinée à la catégorie 3. Cette catégorie s'est élargie, absorbant les ménages de la catégorie 2 possédant entre 0,5 et 1 hectares. En effet, l'activité phare du projet en l'occurrence la chaîne de solidarité bovine est destinée à la catégorie 3. Les bénéficiaires de cette activité sont bien préparés et l'impact sur la sécurité alimentaire et les revenus de ce groupe est indéniable. Pour les catégories 1 et 2, le rapport de formulation du PAIVA-B ne propose pas d'activités pertinentes: le FFW préconisé est juste une activité temporaire dont l'objectif est de résister à la soudure. En outre, compte tenu des ressources limitées du PAM, elle n'a pas permis de répondre aux attentes de ces deux catégories qui constituent plus de 70% des populations des collines et qui aspirent, comme toutes les autres catégories, à bénéficier d'activités économiques durables. Avec la «facilité alimentaire» financée par l'UE, le PAIVA-B a mis en place la chaîne de solidarité caprine pour cibler les catégories 1 et 2 bien que la mise-en-œuvre s'est avérée peu efficace et les effets de cette activité s'avèrent limités (Cf. paragraphe sur la Chaîne de Solidarité Communautaire Caprine (CSCC)).

Revue de la Mise-en-œuvre des composantes et sous composantes

Composante 1: Renforcement et protection du capital productif

Sous composante: Aménagement du capital productif et sécurisation foncière

Volet Aménagements de marais et bassins versants

42. Certains marais aménagés sont, encore, exposés aux inondations, même après aménagement, parce qu'ils sont isolés. La gestion des inondations et la protection des bassins versants auraient été plus efficaces si les marais à aménager avaient été choisis le long d'un même cours d'eau à partir de la source vers l'embouchure et dans un bassin versant élargi, et ceci, indépendamment des divisions administratives.

43. Sur les dix-sept marais (17) aménagés à Karusi, Gitega et Kayanza, 16% des surfaces ne peuvent pas être exploitées en pratiquant la technique du SRI car elles sont inondées. 1 086 hectares de marais ont été réhabilités/aménagés à mi-parcours sur un total de 3 270 hectares prévus (Indicateurs SYGRI). Mais, seulement, 13 plans de gestion de l'environnement ont été élaborés en 2012, c'est-à-dire à dire bien après l'aménagement des bassins versants et des marais, sur les 180 prévus (Indicateurs SYGRI).

44. Les superficies des bassins versants qui sont protégées contre l'érosion dans le cadre du volet aménagement des BV sont limitées par rapport à la superficie totale. L'analyse des résultats disponibles sur l'aménagement des bassins versants en amont de treize (13) marais montre une couverture totale de 11 755,9 hectares contre 62 218 hectares estimés nécessaires suivant la ligne de crête. Ces données mettent en évidence que seulement 19% des bassins versants des marais aménagés sont protégés.

45. Les bassins versants présentent une topographie différenciée, avec des pentes variables nécessitant des techniques appropriées. Le projet a vulgarisé, principalement, la technique d'aménagement de fossés selon les courbes de niveau bien que d'autres techniques préconisées comme la reforestation et l'embocagement n'aient pas été généralisées. Cette technique est pertinente pour les pentes faibles et c'est ce qui explique pourquoi seuls les piémonts situés à l'aval des bassins versants sont aménagés.

46. Les pépinières installées ont produit 12 101 105 plants sur 23 849 800 prévus (50.7% de plants produits par rapport à la prévision du projet). Elles ont permis de mettre en place 9 731 519 plants sur 23 849 800 prévus (40% de mise en place par rapport à la prévision). 367 groupements de pépiniéristes ont été constitués avant l'exécution des travaux d'aménagement des bassins versants. Le projet fournit les semences de *Calliandra* sp, d'eucalyptus, achetées à l'administration des Forêts ainsi que les sacs plastiques et le petit matériel. Les membres de certains groupements de pépiniéristes installent la pépinière et bénéficient gratuitement des plants de *Calliandra* sp. pour installer une haie vive autour de leurs parcelles ou d'Eucalyptus pour le reboisement. Les groupements de pépiniéristes ont chacun la capacité de produire 50 000 plants, environ. Les membres de certains groupements versent une cotisation annuelle à l'association. Pour l'instant, chaque membre de groupement a bénéficié de 1 000 à 1500 plants de *Calliandra* sp., ce qui est inférieur au nombre de plants préconisés (2 000 plants) pour nourrir un bovin.

47. Dès le ciblage des marais à aménager, deux ateliers MARP sont organisés pour expliquer les raisons de l'intervention et le partage des responsabilités: 50 exploitants du marais sont choisis par leurs pairs pour leur sérieux et le même nombre d'exploitants du Bassin Versant est sélectionné selon les mêmes modalités. Les usagers choisis sur le marais et les exploitants des collines du bassin versant constituent les deux comités de suivis pour identifier les Chefs de chantier à recruter, qui seront chargés de suivre les travaux après différentes formations. Le comité de suivi des marais constitue l'ossature de l'AUM tandis que le comité des pépiniéristes constitue l'ossature du groupement des producteurs de lait. Ainsi ACORD responsable de cette activité, assure, dans une claire logique d'ingénierie sociale, l'implantation d'associations fortes sur les marais et les collines des bassins versants qui seront les principaux acteurs des pôles économiques qui

émergeront (les coopératives de commercialisation du riz d'une part et d'autre part les coopératives de producteurs de lait).

48. Dix-sept (17) AUM sont en place ce qui correspond au nombre de marais aménagés. Les comités de gestion des AUM sont élus à partir d'un processus électif remontant des comités de quartiers et passant par les comités de périmètres. Ils sont motivés et reçoivent diverses formations dont la celle relative à la collecte des redevances. Le taux de la redevance, variable d'un marais à l'autre, constitue un véritable enjeu pour la durabilité des marais. D'une manière générale le montant de la redevance est faible et ne permet pas d'accumuler des fonds qui permettraient de réaliser les travaux d'entretien et de maintenance nécessaires sur les canaux. En plus des redevances liées à l'entretien par les AUM, certaines communes ajoutent une taxe, variable d'une commune à une autre sans que l'utilisation de ces fonds soient liés à des engagements de leur part d'assurer des travaux d'entretien ou de maintenance des marais.

Volet Sécurisation foncière

49. Le projet appuie la mise en application du nouveau code foncier à travers des appuis à l'installation de services fonciers dans chacune des communes et celle des CCR par des décisions communales de nomination des membres en faisant partie. La mise en place des services fonciers communaux est formalisée par une décision dans le cadre d'une délibération du conseil communal. Un appui a été apporté par un prestataire de services pour la mise en place des services fonciers sous forme d'appui méthodologique, formations des agents fonciers, sensibilisation des administrations communales pour la création et le fonctionnement des services fonciers et des CCR. Les appuis directs aux communes portent sur la construction ou la réhabilitation de bureaux, sur l'équipement du bureau (mobiliers et ordinateurs), un moyen de déplacement (moto), et une subvention annuelle (5800 USD, environ) pour le fonctionnement du bureau composé de 2 agents permanents du service foncier.

50. Deux services fonciers ont été ouverts dans les deux communes de Gitaramuka et Gihogazi tel que prévus. D'autre part, le projet a appuyé le fonctionnement des services fonciers de Bugendana, Mutaho et Bugenyuzi, mis en place dans le cadre du projet d'appui à la bonne gouvernance de l'UE. Ainsi, l'objectif de mise-en-œuvre de ce volet à mi-parcours est largement atteint. De plus, les équipes de ces services, comptant deux agents fonciers recrutés par la commune au départ, ont été renforcées par 2 agents contractuels compte tenu de la demande. Les agents fonciers ont été recrutés par la commune et font, donc, partie du personnel des communes et leurs salaires ont été établis selon la grille des salaires des communes.

51. Des frais de dossier sont versés par les propriétaires quand ils déposent une demande de certificat. Le paiement du certificat est effectué une fois celui-ci signé par l'administrateur communal. Les recettes générées ne permettent pas de couvrir totalement l'ensemble des coûts générés pour l'émission des certificats et, notamment la totalité des salaires des agents et des coûts de fonctionnement.

52. Le fonctionnement de ces services n'a pas, encore, atteint sa vitesse de croisière car les équipements topographiques commandés par le projet ne sont pas encore livrés. Les agents appliquent la procédure recommandée par la législation nationale pour délivrer les certificats fonciers (traitement de la demande, publicité pendant 15 jours, puis reconnaissance foncière dans la colline, deuxième publicité de clôture d'enquête d'une durée de 1 mois, établissement et attribution du certificat foncier). Cependant, la durée moyenne

d'obtention, de deux mois environ, d'un certificat dépasse les délais recommandés dans la procédure. Il ressort que le nombre de demandes de certificats fonciers est élevé mais que ces demandes sont présentées, dans la plupart des cas, par des producteurs localisés dans les collines proches du chef-lieu de la commune où est basé le service foncier. La plupart du temps, seules les parcelles achetées font l'objet de demandes de certificat foncier car elles ne rentrent pas dans le cadre de la sécurisation foncière communautaire.

Sous composante 1.2.: Intensification de la production agricole

Les volets CEP et SRI

53. Le cycle d'identification des marais jusqu'à leur mise en valeur est un processus lent en raison des délais nécessaires pour réaliser les études et la passation de marché. Malgré cette lenteur, les premiers marais aménagés/réhabilités sont actuellement à leur troisième saison de production de riz, ce qui est une performance acceptable étant donné que les activités du projet ont démarré effectivement en juillet 2010. Les CEP ont été mises en place de manière tardive à cause des formations en cascade nécessaires et reliées au calendrier agricole pour maîtriser la technique.

54. Quatre étapes se sont succédées pour l'introduction et la diffusion du SRI: (i) les visites d'échange au Rwanda pour visualiser les résultats de l'adoption du SRI, (ii) la formation des facilitateurs internes, relais du projet auprès des producteurs, par des ONG malgaches, (iii) la formation des Consultants nationaux par un Consultant International dans le domaine des CEP, (iv) la mise-en-œuvre de CEP après l'aménagement ou la réhabilitation des marais avec encadrement des facilitateurs internes par les consultants nationaux. Les CEP mises en place, à partir de 2013, ont comme objectif la comparaison des variétés de riz, notamment, les variétés malgaches supposées être à cycle court et des techniques (pratique locale de culture de riz/SRI). Le dispositif de mise en place des CEP n'intègre pas les techniques de gestion de l'eau à la parcelle, fondamental dans le SRI, la gestion de la fertilité des sols dans un contexte où l'accès aux engrais est limité, ni la gestion des déprédateurs. Cependant, des dommages sont occasionnés par la courtilière qui attaque les très jeunes plants.

55. Cependant des CEP consacrées aux cultures vivrières (maïs, pomme de terre, haricot) ont été également mises en place et viennent compléter les activités d'aménagement et de protection des Bassins Versants et de développement de l'élevage bovin laitier à travers les CSCB.

56. Au total, 55 riziculteurs dont 15 femmes et 60 riziculteurs dont 23 femmes ont été formés, respectivement, par deux ONG Malgaches (Tefy Seina et ODDIT) dans le domaine du SRI. Le tableau n° 2 présente le nombre de CEP mises en place depuis le démarrage de l'activité pour le riz et pour les cultures vivrières. En 2009 et 2010, des producteurs de riz ont pu aller au Rwanda lors de visites d'échange pour prendre connaissance de la technique SRI. Ils ont ramenés la technique du Kitchen Garden qui a été diffusée auprès de producteurs qui ne bénéficient pas directement du projet, pour le moment.

56. Le nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole à mi-parcours soit 2273 (dont 1164 femmes) dépasse de loin la prévision de 270 (Rapport de pré-évaluation) (Indicateurs SYGRI).

Tableau 2: Récapitulation du nombre de CEP mises en place pendant la première phase du projet

Saison	CEP	Commune								Total
		Bugendana	Mutaho	Bugenyuzi	Gitaramuka	Muhanga	Rango	Bukinanyana	Mabayi	
2013A	CEP Riz	1	1	2	1	1	0	0	0	6
	CEP Autres cultures vivrières (PDT, haricot et maïs)	2	2	2	2	0	2	0	0	10
	S/T	3	3	4	3	1	2	0	0	16
2013 B	CEP Autres cultures vivrières (PDT, haricot et maïs)	2	2	2	2	2	2	1	1	14
	S/T	2	2	2	2	2	2	1	1	14
2013C	CEP Riz	4	0	6	4	0	0	0	0	14
	S/T	4	0	6	4	0	0	0	0	14
2014A	CEP Riz	2	2	4	2	2	0	0	0	12
	CEP Autres cultures vivrières (PDT, haricot et maïs)	4	4	7	4	0	4	3	1	27
	S/T	6	6	11	6	2	4	3	1	39
TOTAL		15	11	23	15	5	8	4	2	83
Total par province		Gitega		Karusi		Kayanza		Cibitoke		
Nbre		26		38		13		6		83

Volet production de semences

57. Cinq groupes de producteurs de semences améliorées ont été installés dès 2011 dans les premiers marais réhabilités. Les intrants ont été fournis par le projet sous forme de crédits en nature. Le projet s'est approvisionné en semences de base auprès de l'ISABU (Institut des Sciences Agronomiques du Burundi). Seul un groupe a pu continuer la production de semences améliorées car il a généré des bénéfices et disposait de ressources propres qui lui ont permis de rembourser le crédit contracté auprès du projet.

58. Le projet n'a pas pu établir de convention avec les DPAE qui encadrent les Centres Semenciers du MINAGRIE car les conditions avancées ne correspondaient pas aux modalités de mise-en-œuvre que le projet voulait adopter.

59. Une loi semencière est en cours d'élaboration. L'absence de subvention sur les semences améliorées est un frein de leur adoption par les producteurs.

Volet Chaînes de solidarité animales

60. Jusqu'au 31 Octobre 2013, 1 856 bovins et kits d'accompagnement (52,4%) sur 3 600 prévus ont été octroyés à 1 856 bénéficiaires dont 221 femmes (12%). Actuellement la chaîne de solidarité communautaire bovine "CSCB" a déjà atteint 2 372 bénéficiaires dont 312 femmes (13%) soit près de 60% des ménages ciblés (Indicateurs SYGRI). Un contrat d'acquisition locale de 20 taureaux géniteurs a déjà été signé et celui d'importation de 584 génisses est en cours de signature pour une livraison prévue au mois de janvier 2014. Cela

portera à cette date le nombre de kits bovins distribués aux bénéficiaires directs à 2 460 (soit 68% du nombre prévu).

61. Le nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production animales est, également, élevé par rapport aux prévisions soit 3085 à mi-parcours pour une prévision de 4800 (64% de réalisation).

62. Les vaches et génisses importées d'Ouganda sont de race croisées et leur génotype est à trois quart constitué du génotype de la race Frisonne et à un quart du génotype de la race locale. Elles combinent ainsi les caractères de rusticité de la race locale et ceux de production et de conformation de la race importée.

63. L'octroi de 40 taureaux géniteurs en plus de ceux qui sont nés dans le cadre de la CSC n'est pas encore suffisant pour assurer de façon durable les performances de reproduction et limiter les risques d'infécondité et de consanguinité. L'équipe du projet en partenariat avec l'équipe du PARSE a contourné la contrainte relative au manque d'efficacité du système d'insémination artificielle, en instaurant un service de saillie naturelle payant (10 000 FBU/saillie). Cependant, les risques de consanguinité sont gérés de manière rationnelle, puisque les taureaux géniteurs sont déplacés après 50 saillies.

64. Les modalités de remboursement des veaux ou velles sont pertinentes dans le sens où les bénéficiaires de seconde génération de veaux ont la possibilité de les vendre et de les remplacer par des velles. De la même manière, les bénéficiaires de première génération de taureaux peuvent bénéficier d'une velle ou génisse une fois le seuil des 50 saillies dépassé dans une localité.

65. En raison d'une alimentation déficitaire en matière azotée digestible, les performances de production laitières restent faibles (1501,3 litres par lactation)⁶. Ces dernières ne seraient améliorées que si les bénéficiaires d'animaux intensifient les cultures fourragères en général et les légumineuses en particulier. Le développement des cultures fourragères, notamment en utilisant la modalité de l'embocagement, est fortement lié au développement de la production de plants d'espèces fourragères au niveau des pépinières.

66. Suite à la distribution tardive des kits vétérinaires et au problème à l'absence temporaire du vétérinaire provincial de Kayanza, la distribution de 218 bovins dans la commune de Rango a été suivie d'une mortalité de 18 génisses (8%).

67. Bien que la construction des étables cimentées soit pertinente, le taux de remboursement du ciment reste faible et n'a concerné jusqu'à maintenant que 38,7% des bénéficiaires. Le remboursement des animaux est déterminé par le remboursement du ciment ce qui ralentit le fonctionnement de la CSCB. Cette stratégie a été adoptée par le PARSE pour pousser les bénéficiaires à rembourser le ciment rapidement. Dans le cas contraire, les bénéficiaires sont obligés d'entretenir un animal supplémentaire qui ne leur appartient pas alors qu'ils ne disposent ni des moyens financiers, ni des ressources fourragères nécessaires.

68. Le problème de commercialisation du lait encore observé dans la zone du projet risque de réduire la motivation des bénéficiaires qui diminuent les moyens investis dans l'alimentation du bétail. En raison du manque de formation en technique de traite, de consommation et de transformation locale du lait, certains bénéficiaires ne procèdent pas à

⁶ l par jour pendant 250 jours de lactation.

la traite le soir croyant qu'ils vont le conserver dans la glande mammaire de leur vache quitte à augmenter la quantité de lait traitée la matinée pour être commercialisée. Il y a de ce fait risque de tarissement précoce observé sur ces vaches suite à l'absence de succion mammaire.

69. Contrairement à la CSCB, la CSCC n'a pas connu le succès escompté à cause de la mortalité élevée engendrée par de mauvaises conditions de transport et parce que le remboursement de 3 chevreaux dans la Chaîne de Solidarité reste élevé par rapport au nombre de chèvres distribuées par bénéficiaire (3): les bénéficiaires de la CSC ne disposent pas de sources de revenu monétaire comme les bénéficiaires des CSCB qui peuvent bénéficier de la vente du lait à partir de la mise bas.

70. De la même manière, le nombre de ménages ayant bénéficié des caprins (2 582) dépasse de loin le nombre de ménages prévu (1 440 ménages) au démarrage du projet (180% par rapport aux prévisions) (indicateurs SYGRI). Au total 3 557 caprins ont été distribués dans le cadre de la CSC pour appuyer les ménages les plus vulnérables (catégories 1 et 2) jusqu'en 2012. Contrairement aux prévisions, ces effectifs ont connu un taux d'accroissement très faible avec 3 709 caprins (4%) en juin 2013 et une diminution des effectifs dans la province de Gitega de 1 796 en 2012 à 1 788 en 2013. La chaîne de solidarité caprine n'est pas efficace pour des familles de la catégorie 1 et 2 trop pauvres pour résister à la tentation de vente des chèvres en cas de besoin. Sur la colline de Nyangungu, le PAIVA-B avait distribué à 65 ménages un kit de trois chèvres en 2011. Seuls 28 ménages ont bénéficié de chevreaux de, première, deuxième et troisième générations après trois campagnes de remboursement, soit 48% de récupération après trois ans (8 ménages au premier cycle de remboursement, 12 ménages au 2ème et 8 ménages au 3ème). Les mesures prises par le CDC (retrait des chèvres restantes au constat d'une gestion inappropriée et remboursement de la chèvre ou des chèvres manquantes) n'ont pas permis d'apporter des solutions satisfaisantes. Les bénéficiaires de CSCC de Nyangungu excluent fortement l'aviculture et l'élevage de lapin et marque une préférence très nette pour l'élevage porcin de race locale.

71. Des études ont été initiées pour mieux maîtriser les mécanismes d'accompagnement rapproché des batwas et des kits caprins ont été distribués à la totalité des ménages (sous colline de Murayi). Si l'amélioration du niveau de fumure des parcelles et une meilleure disponibilité en vivres des ménages sont constatées, le kit caprin n'est pas encore en mesure de favoriser l'amélioration de la situation économique de ce groupe de la catégorie 2.

Composante 2: Appui à la valorisation de la production agricole et développement des infrastructures

Sous composante 2.1.: Valorisation de la production agricole

Volet Études des marchés des produits agricoles et diagnostic des services financiers

72. Les études de marché des produits agricoles, les plans d'actions et le diagnostic des services financiers ont été réalisés. Le processus de recrutement du bureau d'étude a été long, le rapport n'ayant été déposé qu'à la fin de 2012. Il y a eu identification au préalable des filières à étudier de manière participative avec les bénéficiaires à savoir le lait, le riz, le manioc, le maïs et la pomme de terre. Il s'agit d'une description sommaire de chacune des 10 filières identifiées qui prend la forme d'une monographie situant l'importance

de la filière (offre et demande) et l'étude (en 3 tomes) présente, de manière globale les principales contraintes. Ces études demeurent générales, n'abordent pas de manière détaillée l'analyse des différentes chaînes de valeurs. Les comptes d'exploitation sont détaillés mais ne font pas référence au temps consacré à la production pour estimer la rentabilité par jour de travail investi. La compétitivité des produits, notamment pour le riz, n'est pas abordée et il n'y a pas d'analyse des demandes réelles pour les différents produits et chaînes de valeur.

Volet appui à l'amélioration de la qualité des produits agricoles et de l'accès au marché

73. Boutique d'intrants (BI). 8 boutiques ont mises en place par le projet PRMDR dans les provinces de Karuzi et Gitega dont 2 seulement sont situées dans les communes du PAIVA-B (Bugenyusi et Muhanga). Une des boutiques est opérationnelle (Bugenyusi): elle est gérée par une petite association dynamique qui travaille en collaboration avec la coopérative agricole. Elle sélectionne les intrants à fournir selon la demande saisonnière des producteurs de la coopérative. Mais elle n'arrive pas à répondre à la demande par manque de moyens financiers pour constituer un fonds de roulement substantiel et parce que des changements dans l'organisation de l'association sont survenus en réponse à la nécessité d'augmenter la rentabilité des services proposés. La seconde boutique d'intrants n'est pas encore opérationnelle en raison de problème de gestion du fonds de roulement.

74. La CAPAD a appuyé la structuration des Boutique d'Intrants (BI) en assurant des formations (i) sur les techniques de stockage et la gestion des stocks des boutiques d'intrants (100 participants dont 43% de femmes); (ii) sur la gestion administrative et l'utilisation des outils dans les boutiques d'intrants (120 participants dont 31% de femmes); (iii) sur la gestion administrative et l'utilisation des outils (60 participants dont 27% de femmes) et (iv) sur les techniques de commercialisation et la négociation des contrats (79 participants dont 38% de femmes).

75. Dans les zones où il n'y a pas de BI, les coopératives développent ce service d'approvisionnement en intrants en fonction des besoins spécifiques de chacune. Les achats réalisés ont portés sur de petites quantités et ne sont pas encore réguliers et planifiés.

76. Mise en marché et transformation du riz. Le projet a commandé des unités de décortiquage pour 4 coopératives des provinces de Karuzi et Gitega. Le choix a été effectué en concertation avec les bénéficiaires sur la base du rendement à la transformation, de la qualité du riz décortiqué (taux de brisure) et des équipements disponibles sur le marché national. Jugeant les unités surdimensionnées par rapport à la production des coopératives, une mission d'appui du FIDA, a recommandé en janvier 2013 de retourner les 4 unités au fournisseur et d'acquérir des unités d'une capacité plus faible. Les fournisseurs ont refusé de reprendre ou d'échanger les décortiqueuses.

77. 24 groupes de commercialisation ont été formés et consolidés, ce qui reste en deçà des prévisions (78 groupes de commercialisation formés et consolidés) (Indicateurs SYGRI).

Volet financement de la valorisation agricole

78. Le financement de l'accès (i) des coopératives pour développer le warrantage, (ii) aux intrants et à l'équipement, (ii) des groupes vulnérables pour développer les activités

génératrices de revenus par le biais du crédit solidaire, était prévu initialement à travers 2 lignes budgétaires: (i) le «nouveau fonds» (105,100 USD) et, (ii) le fonds intrants, transféré du PRDMR (525,400 USD). Il n'y avait pas de distinction de catégorie dans le financement. Ces deux fonds étaient complémentaires pour améliorer l'accès des coopératives au financement, le fonds engrais étant considéré insuffisant pour les besoins du PAIVA-B.

79. Les changements de politiques, à la fois au niveau du Gouvernement (concernant les engrais) et du FIDA (concernant les fonds de roulement) ont eu des effets sur la gestion et l'utilisation de ces fonds. Suivant la nouvelle politique du FIDA, les activités de financement sont maintenant prévues à travers les crédits octroyés aux bénéficiaires par les IMF dont, pour ce qui concerne le PAIVA-B, une partie sera couverte par un fonds de garantie auprès de la (Fédération Nationale des Coopératives du Burundi) FENACOBUR (qui va utiliser ses fonds propres), une autre sera donné en prêt à WISE en manque de liquidités. Le mécanisme est maintenant opérationnel depuis le 24 octobre 2013.

80. Le nombre de personnes (560 dont 167 femmes) ayant bénéficié du fonds de développement reste bien en deçà de la prévision de 1 800, notamment, à cause d'un arrêt de financement dû au changement momentané de politique de finance rurale du FIDA (indicateurs SYGRI).

81. Le PAIVA-B a hérité d'un fonds de roulement engrais rétrocédé par le PRDMR dont la gestion était confiée à la Direction de la Fertilisation des sols ainsi qu'aux différentes DPAE de la zone couverte par le PRDMR. Trois groupes d'activités étaient prévues: l'amélioration de l'accès au crédit intrants, l'équipement et le warrantage pour les coopératives et le financement des activités génératrices de revenus pour les groupes vulnérables par le crédit solidaire.

82. Le fonds de roulement engrais. Le fonds était estimé dans le RPE à 525 400 USD. Sur ce fonds, 396 380 USD ont été effectivement recouverts. Les opérations relatives au financement du fonds de roulement engrais n'ont pas été poursuivies. L'état du fonds de roulement engrais à la date du 31 octobre 2013 est présenté dans le tableau n° 3. Les changements de politiques, à la fois au niveau du Gouvernement (concernant les engrais) par la mise-en-œuvre du programme engrais et du FIDA par une restriction sur l'attribution directe par le projet de fonds de roulement ont entraîné des changements importants en termes de mise-en-œuvre. Le fonds engrais a, ainsi, été peu utilisé et a financé l'appui à la campagne de distribution des engrais pour le compte du MINAGRIE (54 800 USD).

Tableau 3: Etat du fonds de rendement engrais hérité du PRDMR

Description des activités	Montant en USD
Fonds de roulement engrais hérité du PRDMR	525 400
Pré-financement des opérations UE	359 477
Remboursement du pré-financement	271 593
Appui au Dépt de la fertilisation et de la protection des sols (MINAGRIE)	52 757
Frais de tenue de compte	39
Solde comptable au fonds de roulement (héritage PMRDR) au 31 oct. 2013	384 720

83. Le nouveau fonds. Dans le RPE, le fonds de roulement engrais a été renforcé par le un fonds dénommé «nouveau fonds» d'un montant de 105 000 USD. Sur le «nouveau fonds», 48 204 USD ont été virés à la FENACOBU pour garantir le financement d'intrants, d'équipements, d'opérations de warrantage et de crédit solidaire. Le nouveau fonds n'a été utilisé que pendant 6 mois avant la révision de procédures de financement du crédit par le FIDA. Le financement du warrantage et des groupes de caution solidaires dans les Coopératives et hors des coopératives est présenté dans le tableau n° 4.

Tableau 4: Reliquat du nouveau fonds au niveau du projet

Description	Montant en USD
Nouveau Fonds (budget de départ)	105 000
Warrantage	- 5 338
Au Groupes de caution solidaires sein des coopératives	- 51 461
Groupes alphabétisés par CDFC	- 3 876
Reliquat disponible dans le nouveau fonds au niveau du projet	44 325

84. Le reliquat global issu du fonds de roulement engrais et du nouveau fonds, disponible au niveau du projet à la date du 31 octobre 2013, s'élève à 429 045 USD, environ.

85. Les activités mises en œuvre dans le cadre du volet de financement de la valorisation agricole ont démarré il y a moins de 18 mois. Ces fonds ont permis de financer des opérations de warrantage pour 5 338 USD et 429 activités génératrices de revenus individuelles en utilisant la modalité du groupe de caution solidaire pour un montant de 55 000 USD, environ, attribués directement par le projet. Le remboursement des crédits du dernier cycle n'est pas encore terminé mais 96% des crédits ont déjà été récupérés. Le montant récupéré a déjà été transféré aux Coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) pour servir de fonds de garantie. Une nouvelle convention a été signée avec la FENACOBU en octobre et les premiers décaissements sont prévus pour ce mois de novembre. Les besoins financiers pour garantir les crédits auprès des IMF et effectuer le refinancement de certaines Institutions de Micro Finances (IMF) sont estimés à 411 000 USD (dont environ 48 200 USD provient du fonds de roulement des activités de crédit solidaire).

Sous composante 2.2.: Infrastructures rurales

86. De façon globale, les pistes de la province de Gitega présentent un meilleur aspect et les travaux d'entretien courants et nécessaires sont à la portée du comité d'entretien. Les pistes de Karusi pourraient nécessiter des travaux d'entretien périodiques plus substantiels si le drainage des pistes n'est pas consolidé. L'intervention d'une entreprise spécialisée serait alors nécessaire.

87. Le choix des pistes aménagés est pertinent puisque qu'elles relient les bassins versants et marais aménagés à des axes principaux. Par contre l'analyse visuelle des voies décèle certaines insuffisances: (i) au niveau de la conception, on constate que le rayon de courbure de certains virages est court ce qui réduit la visibilité, (ii) le drainage des voies n'est pas complet à cause de l'existence de parcelles cultivées le long de la voie, (ii) au niveau de l'exécution des travaux, les dispositions prises pour s'assurer de la qualité du matériau naturel utilisé pour la construction du corps de chaussée sont insuffisantes malgré que des analyses de laboratoire aient été réalisées dans les sites d'extraction dont la qualité des matériaux n'était pas garantie et, (iii) les essais géotechniques n'ont pas été effectués.

88. Infrastructures de stockage. 6 magasins (capacité de 50 tonnes) avec aires de stockage ont été financés par le PAIVA-B sur les 9 prévus dans le rapport de pré-évaluation dans les 5 communes des provinces de Karuzi et Gitega alors que 4 autres magasins avaient déjà été financés par le PRMDR. Les magasins sont utilisés pour le stockage des productions commercialisées par les coopératives et qui font l'objet de crédit warrantage. Les coopératives rizicoles regroupant parfois des producteurs de plusieurs marais, ont exprimé le besoin d'augmenter le nombre de magasins, les magasins étant parfois éloignés⁷ des zones de production.

89. Les magasins de stockage visités sont implantés sur des sites exposés au vent (collines) ce qui risque d'entraîner des dommages au niveau de la toiture et exposerait les produits stockés aux intempéries. La localisation des magasins de stockage semble, également, être excentrée par rapport aux sites de production bien que le choix ait été réalisé de manière participative. Cette localisation rend le transport des produits plus difficile, mais s'explique par le fait qu'il y avait nécessité de sécuriser ces magasins dans le contexte d'insécurité qui prévalait à ce moment-là.

90. Le suivi de la mise-en-œuvre et l'entretien des magasins de stockage sont assurés, respectivement, par le projet et le prestataire pendant la phase de garantie qui dure un an, séparant les réceptions provisoire et définitive. Le projet assure la supervision des travaux, et l'entreprise répare les malfaçons constatées sur l'ouvrage. Ensuite, une convention est signée entre le coordination du projet et la coopérative qui assure à elle seule l'exploitation, le suivi et l'entretien du magasin de stockage. La direction provinciale de la DPAE, la commune et le CCDC sont les témoins de cet accord. A la fin effective de ses activités, le PAIVA-B devrait attribuer ses prérogatives à la DPAE. La coopérative poursuivra l'entretien des locaux dans ce cas.

⁷ Le choix des emplacements a été fait avec les bénéficiaires, en fonction du niveau de sécurité de l'époque qui s'est amélioré depuis.

Tableau 5: Etat des magasins existants

Province	Commune	Magasin PRDMR	Magasin PAIVA-B	Besoins exprimés
Gitega	Mutaho	1	1	
	Bugendana	1	2	
Karusi	Gitaramuka	1	2	
	Bugenyuzi	1	1	
	Buhiga			1
Cibitoke	Bukinanyana	1		
	Mabayi	1		
Kayanza	Muhanga	1		1
	Rango	1		1
Total		8	6	3

Composante 3: Facilitation de la mise-en-œuvre et coordination du projet

Sous composante 3.1.: Facilitation de la mise-en-œuvre du projet

91. ACORD a résolument pris en charge les actions d'ingénierie sociale et travaille dans le cadre du renforcement de capacité à l'amélioration de l'efficacité des composantes 1 et 2. Elle a travaillé à l'émergence d'un véritable corps de relais sur les marais et les bassins versants retenus et les organisations communautaires sont outillées pour jouer pleinement leur rôle (CDC, CCDC, AUM, AUP, AP).

92. Le RPE proposait l'intervention de CAPAD pour l'animation du forum paysan et la première convention ne couvrait que cet aspect. La première mission de supervision a alors proposé de lui confier la structuration des organisations de producteur, cette option permettant de mettre en place les conditions de durabilité du segment production dans la chaîne de valeur riz. Deux conventions couvrant le forum paysan et la structuration des coopératives ont été signées.

93. La mission a constaté que la capitalisation de l'expérience de la CAPAD par l'équipe du projet est limitée. C'est un frein à la duplication des bonnes pratiques en cours dans les coopératives membres et à l'introduction de nouvelles approches.

94. CAPAD a appuyé la structuration des associations gérant les boutiques d'intrants en assurant des formations: (i) 100 producteurs dont 43% de femmes ont été formés en techniques de stockage et la gestion des stocks des boutiques d'intrants; (ii) 120 personnes dont 31% de femmes ont été formées en gestion administrative et utilisation des outils dans les boutiques d'intrants; (iii) 79 personnes dont 38% de femmes ont été formées en techniques de commercialisation et la négociation des contrats. Ces formations ont abouti à la restructuration des associations gérant les boutiques d'intrants.

95. La mission de revue à mi-parcours note que les conventions établies avec les prestataires de service ne sont pas uniformes et n'utilisent pas le système de gestion axée sur les résultats.

Sous composante 3.2.: Coordination du projet

96. D'une manière générale, les arrangements institutionnels et de pilotage du projet se sont révélés efficaces. Une meilleure programmation des activités d'acquisition des

études et des travaux aurait été plus effective par la présence d'un chargé des marchés au sein de l'UFC comme il en existe un dans tous les autres projets FIDA.

97. L'UFC est composée de 24 personnes à temps plein dont le coût annuel est estimé à quelques 350 000 USD (charges sociales diverses comprises). Tous les postes prévus (11) par le RPE pour constituer cette Unité de Facilitation et de Coordination (UFC) ont été pourvus à l'exception d'un gardien de nuit. Cependant, d'autres engagements ont été réalisés surtout en 2010 (8), en 2011 (3) et en 2012 (1) soit au total 12 postes non prévus. Ceux-ci ont concernés: un chef d'antenne Gitega-Karusi, un expert vétérinaire, une assistante comptable et un agent de bureau, deux agents de saisie pour le Suivi et Evaluation (basés à Gitega et Karusi) ainsi que six (6) chauffeurs dont 5 sont basés à Bujumbura et un en province. Il est d'ores et déjà acquis à la date de la mission que le chef d'antenne est transféré au projet PRODEFI tandis que l'expert vétérinaire fera partie des effectifs du PARSE. On notera l'absence d'un poste de chargé des marchés publics, fonction exercée transversalement par le titulaire du PARSE. Le recrutement d'une assistante comptable et d'un agent de bureau apparaissent en adéquation avec le volume de travail auquel le PAIVA-B a dû faire face lors de l'exécution de la Facilité Alimentaire financée par l'EU en 2010-2011. On peut toutefois s'interroger, comme l'a fait récemment une mission spéciale du CFS du FIDA, sur l'efficacité d'avoir assigné un chauffeur par véhicule et sur la réelle nécessité de contractualiser des agents de saisie pour le SE plutôt que de les recruter par contrat de prestations de services basé sur les performances.

Efficience de la mise-en-œuvre du projet

98. **Analyse budgétaire.** Le budget réel du projet a baissé de 29 253 000 EUR à 22 440 720 USD. Les bailleurs de fonds, (hors FIDA, Canada et UE), le Gouvernement et partenaires du projet n'ont pas délivrés les montants originalement alloués pour des raisons qui leurs sont propres et non en lien avec le projet. Les montants réalisés sont de 16 552 283 USD dont la partie en nature constitue 3 223 720 EUR et l'autre en liquidité 13 328 563 USD. Il reste donc 26,2% du budget total disponible pour le reste du projet soit 5 888 437 USD. Abstraction faite des montants en nature, ceci représente 31% du budget monétaire à disposition du projet. Ce taux s'explique parfaitement pour deux raisons principales: (i) le niveau de réalisation élevé des activités du projet qui a pris de l'avance atteignant 62% des réalisations physiques; combiné à (ii) l'inflation moyenne annuelle importante 10,7 % ayant dépassée les 7% initialement prévus provoquant une perte des disponibilités financières du projet de 10,2% sur l'ensemble de la période 2009-2013. Ces deux raisons principales évoquées expliquent la situation budgétaire limitée atteinte en octobre 2013.

99. **Utilisation des ressources financières par bailleur de fonds.** Alors qu'initialement, les sources de financement prévues s'élevaient à 31,61 millions USD, y compris des fonds de réplique pour un total de 8,52 millions, l'actuelle répartition des ressources financières s'élève à 29,809 millions USD soit un manquant de 2,8 millions USD par rapport aux prévisions (Tableau n° 6).

Tableau 6: Utilisation des ressources financières par bailleur de fonds

	Sources de Financement	Alloué (US\$'000)	Alloué en %	Réalisations au 31/10/2013 (USD'000)	Pourcentage décaissement
1	DON FIDA	13.575,00	47,1%	6.407,24	47,2%
2	DON EU	5.647,00	19,6%	5.647,00	100,0%
3	Gouvernement	3.400,00	11,8%	549,82	16,2%
4	PAM	4.650,00	16,1%	1.085,00	23,3%
5	Bénéficiaires	1.400,00	4,9%	1.430,92	102,2%
6	Don Canadien	137,00	0,5%	120,83	88,2%
	Total	28.809,00	100,0%	15.240,81	52,9%

100. Les réalisations au 31 octobre 2013 s'élèvent à 15 240 millions USD soit un pourcentage de 52,9 %, toutes sources de financement confondues. S'il s'agit là d'une bonne performance générale puisque légèrement supérieure au temps écoulé, la RMP note des disparités flagrantes entre sources: (i) la FA de l'EU qui compte pour 5,647 millions est déboursée à près de 100%, (ii) le PAM dont l'allocation prévue de 4,650 millions USD n'a décaissé que 23,3% (et rien en 2013) et (iii) l'allocation budgétaire du Gouvernement du Burundi sous forme d'exonération de taxes atteint seulement 16,2% (en ce compris le Fonds de Roulement des Engrais).

101. En ce qui concerne le Don FIDA, seule source réelle de liquidités disponibles à ce jour pour la seconde partie du projet, et en prenant en considération les Demandes de Retrait de Fonds (DRFs) en cours et en attente et compte tenu des engagements en cours au 31/10/2013, la RMP note avec satisfaction un taux réel de déboursement de 50,8%, acquis donc à mi-parcours (contre 47,2% indiqué dans le tableau 5).

102. Ce faisant, le montant réel disponible sur le Don FIDA s'élève à 5 888 437 \$ EU soit l'équivalent en DTS de 3 844 255.

103. Si toutes les catégories du Don FIDA ont des taux de déboursement en adéquation avec le rythme d'exécution des activités (voir tableau en infra), comme indiqué ci-dessus, le taux de déboursement de la catégorie IXa "Salaires et Indemnités" atteint un pourcentage de 82% et celui de la catégorie IXb "Frais d'Entretien et de Fonctionnement" (qui a déjà fait l'objet d'une réallocation spéciale en mars 2013 de 70 000 DTS) atteint un pourcentage inquiétant de 112 %. La revue effectuée par la mission de RMP ainsi que les missions de supervision n'ont cependant pas ressorti des problèmes particuliers de gestion telles qu'une gestion abusive des véhicules et des carburants, ou des dépenses inéligibles.

104. **Exécution financière globale et par composante.** La bonne performance financière globale (15,309 millions USD) a surtout concerné la composante 1 du Renforcement et de la protection du Capital Productif avec un montant de 11,013 millions USD (72%) dans laquelle, la sous-composante "Aménagements" intervient pour 6,3 millions USD (57,2%) tandis que l'intensification de la production agricole compte pour 4,710 millions USD (42,6%) (Tableau n° 7).

Tableau 7: Exécution financière globale et par composante (USD)

N°	Composante	TOTAL REALISE	2009		2010		2011		2012		2013	
			Montant réalisé	%	Montant réalisé	%	Montant réalisé	%	Montant réalisé	%	Montant réalisé	%
1	Renforcement et protection du capital productif	11.013.746	7.133	0,06%	2.337.977	21,23%	3.803.215	34,53%	2.486.827	22,58%	2.378.594	21,60%
1.1	Aménagements du capital productif et sécurisation foncière	6.303.076	7.030	0,11%	1.388.994	22,04%	2.819.654	44,73%	947.145	15,03%	1.140.253	18,09%
1.2	Intensification de la production agricole	4.710.669	103	0,00%	948.983	20,15%	983.561	20,88%	1.539.682	32,68%	1.238.340	26,29%
2	Valorisation de la Production et Développement des Infrastructures	1.087.314	-	0,00%	72.914	6,71%	718.038	66,04%	148.973	13,70%	147.389	13,56%
2.1	Valorisation de la production	324.519	-	0,00%	6.428	1,98%	38.056	11,73%	135.014	41,60%	145.021	44,69%
2.2	Infrastructures rurales	762.795	-	0,00%	66.486	8,72%	679.983	89,14%	13.959	1,83%	2.367	0,31%
3	Facilitation de la mise en œuvre et coordination du projet	3.084.438	63.634	2,06%	1.012.000	32,81%	711.800	23,08%	677.743	21,97%	619.261	20,08%
4	Appui Légal	123.962	-	0,00%	-	0,00%	85.676	69,11%	38.263	30,87%	23	0,02%
TOTAL		15.309.460	70.767	0,46%	3.422.891	22,36%	5.318.729	34,74%	3.351.806	21,89%	3.145.267	20,54%

N.B.1. La différence minime avec le total du tableau 3 est due aux variations du taux de change.

N.B.2. Les montants incluent les engagements au 31/10/2013.

105. La composante 2 (Valorisation de la production agricole) a été exécutée pour un montant de 1,087 millions USD soit à hauteur de 7,1% seulement

106. La composante 3 (facilitation et coordination du projet) a enregistré des dépenses pour plus de 3 millions USD soit près de 20% de l'ensemble des dépenses. Ces dépenses sont manifestement non proportionnelles au total des activités et résultent certainement des surcoûts dus aux salaires et aux frais d'entretien et de fonctionnement. Il apparaît en effet, que les dépenses d'appui aux CDF/OP, CDC, à CAPAD qui font partie de cette composante 3 sont largement inférieures aux prévisions budgétaires, et ont été en majorité pris en charge par la composante 3. Cependant il est à noter qu'une autre partie de ces dépenses sont réparties entre la composante 1 et la composante 2. Des dépenses additionnelles ont surchargé la composante 3: (i) le surcoût relatif à l'assistance technique nationale dont les dépenses relatives à l'assistance technique nationale atteignaient au 31 octobre 2013, 181 700 USD alors qu'il était prévu 38 400 USD (473% des prévisions) et, (ii) un appui à la Cellule d'appui au programme du FIDA (CAP-FIDA) et au MINAGRI non prévu dans la RPE qui s'élève à 130 000 USD.

107. Année par année, la RMP note un taux d'exécution remarquable en 2010 et en 2011 (durant la FA de l'EU) avec des taux de 23 et 36% mais qui tombe à 22% en 2012 et à 20,5% à la date de la RMP mais réalisés sur dix mois ce qui laisse augurer d'une bonne performance en 2013.

108. Enfin, en termes de performance budgétaire, la RMP relève des taux d'exécution des réalisations par rapport aux Programmes de Travail et Budget Annuel (PTBAs) en conformité avec les dépenses enregistrées soit 90,6% pour la composante 1, 35,2% pour la composante 2 et 104,1% pour la composante 3 soit un taux moyen annuel de 83,7%. On peut donc en conclure que le projet établit des PTBAs raisonnables qui sont exécutés plus que raisonnablement sauf au niveau de la composante relative à la valorisation agricole.

Gestion financière

109. **Compte spécial (tous).** Les états de rapprochement des comptes spéciaux (FIDA et Don EU) ont été effectués d'une manière régulière et n'ont pas comportés d'écarts à justifier. L'avance reçue sur le compte spécial du Don EU a été entièrement recouvrée. Les dépôts initiaux du Don FIDA et du Don EU ont été toujours été périodiquement réapprovisionnés. Le niveau de la trésorerie à la date de la revue est de 53% de l'allocation initiale de 1 million d'USD et est compatible pour faire face aux engagements du projet.

110. **Demande de retraits de fonds.** Au total le Projet a émis 17 DRFs sur le Don FIDA auxquelles s'ajoutent les 15 DRFs émises pour la FA de l'EU soit un total de 32 DRFs. Deux DRFs sont en attente et en préparation fin octobre 2013

111. La moyenne s'établit donc à 8,5 DRFs par an et se monte à 373 510 USD par DRF, ce qui est très acceptable et confirme la bonne gestion financière en matière de trésorerie et de liquidité. Le Projet n'a pas eu beaucoup recours à la méthode de paiement direct (2).

Dispositif de gestion du projet (Ressources humaines et matérielles)

112. Les réaménagements opérés par le projet au niveau de la composition du personnel sont considérés par la RMP comme partiellement justifiés en raison d'une part de la sous-estimation initiale des besoins du projet en ressources humaines (pas de chargé des MP et travaux administratifs, comptables et financiers supplémentaires engendrés par la FA de l'EU) et, d'autre part, de l'augmentation significative de la charge de travail générée par les activités de 2010 à 2013. Toutefois, à ce jour, l'effectif du personnel de l'UFC du projet apparaît largement surestimé et en surnombre compte tenu du volume d'activités prévus dans la seconde partie du projet si des fonds supplémentaires ne sont pas injectés. A cet égard, les catégories du don FIDA ont atteint des pourcentages de déboursement de 82% (salaires et indemnités) et de 112% (frais de fonctionnement) qui exigent une réallocation entre les catégories du Don FIDA, seule source de financement disponible, pour le moment, pour la seconde phase du projet.

113. En 2010, le projet a acquis 11 véhicules neufs dont 3 sont mis à la disposition du partenaire ACORD et a en outre hérité d'un véhicule du PRDMR qui est en très mauvais état. A l'exception de ce dernier, tous les véhicules sont en bon état et sont l'objet de contrôles réguliers grâce aux carnets de bord. Le Projet a aussi acquis 28 motos toutes mises à disposition des partenaires du projet soit 14 pour ACORD, 4 pour CAPAD, 8 pour les CDFs et, 2 pour la sécurisation foncière. Tout le matériel est en bon état de fonctionnement (sauf le véhicule ex-PRDMR), dûment enregistré et contrôlé.

114. **Dispositif de passation de marché.** Les plans de passation des marchés publics ainsi que les registres des contrats ont été régulièrement établis et mis à jour et sont conformes aux modèles recommandés par le bailleur. Les plans de passation des marchés mériteraient une meilleure présentation tandis que les registres des contrats sont conformes au modèle recommandé par le bailleur comportent plusieurs séquences de paiement, ils font l'objet d'une fiche de suivi conformément aux instructions du FIDA.

115. Il a été constaté une longueur parfois excessive des procédures de passation des marchés, en particulier pour l'enquête de référence mais surtout pour certains marchés relatifs aux études et à l'aménagement des marais. Des propositions pour une amélioration

du processus de passation des marchés sont faites dans le Document de Travail (DT 6) sur la Gestion Administrative et les coûts.

Gestion fiduciaire

116. La RMP est satisfaite d'une manière générale du traitement des aspects fiduciaires par le projet mais confirme le constat fait par le CFS du FIDA lors d'une mission précédente, à savoir la faiblesse des mesures de contrôle interne, en particulier pour le paiement de certains coûts en province.

117. Audit externe. Moyennant appréciation satisfaisante de ses prestations, l'actuel auditeur externe, la société SOGES, peut être reconduit pendant quatre exercices sans nouvel appel d'offres.

118. Les autres aspects fiduciaires (gestion des marchés publics, fonds de contrepartie du Gouvernement, plan de passation des MP, registre des contrats, le manuel harmonisé des procédures d'exécution, le respect des dispositions de l'Accord de Don) ne soulèvent aucune remarque spécifique.

Système de Suivi-Evaluation

119. **Description du système de S&E.** Le Suivi et Evaluation du projet est assuré par une Unité de Suivi et Evaluation (USE) composée d'une équipe de 4 personnes dont: (i) un responsable de l'USE (depuis le 20/09/2009), (ii) un adjoint au responsable de l'USE (depuis 15/03/2010); (iii) un agent de saisie à Gitega (depuis 19/03/2012), (iv) un agent de saisie à Karusi (depuis le 05/09/2011). L'unité dispose d'un véhicule alloué au responsable.

120. **Fonctionnement de l'USE.** Actuellement, l'USE collecte les données relatives à l'achèvement des activités du projet selon le dispositif suivant: (i) les techniciens et animateurs ACORD et de CAPAD collectent les données brutes au niveau du terrain (des 11 communes où le projet a intervenu) sur base des fiches de collecte conçue de manière participative par le projet et ses partenaires, (ii) ils transmettent à leurs Chefs d'Equipe ACORD les informations collectées et relatives au suivi de la mise-en-œuvre du projet, (iii) les Chefs d'équipe, après un contrôle de qualité, les transmettent à leur tour aux agents de saisie (financés par le projet PAIVA-B) qui les saisissent dans la base de données EPIINFO. Après la saisie, les agents de saisie avec l'appui du Chef d'Antenne/Chef d'équipe procèdent à l'épuration des données et le rapport est transmis mensuellement à l'USE, (iv) les données sont centralisées au niveau de la Responsable de l'USE qui effectue une troisième vérification avec les Responsables de Composantes, (v) les données financières/rapports financiers sont produits niveau de l'Unité Administrative et Financière sur une base hebdomadaire/mensuelle et sont partagées avec l'Unité de S&E et les responsables de composantes, (vi) sur la base de ces données, des rapports d'activités annuels, semestriels et trimestriels sont élaborés ainsi que des rapports circonstanciels pour le MINAGRIE et le FIDA.

121. **Appréciation du Système de S&E.** De manière générale, le système de SE fonctionne correctement et dispose des données avec une mise à jour périodique et satisfaisante. Il y a un décalage entre le moment où les données sont centralisées au niveau de l'Unité de S&E et le moment où elles deviennent accessibles aux responsables de composantes. Le logiciel de S&E ne permet pas de suivre directement les données financières. Une opération de rapprochement des données de réalisation physique et des données financières est réalisée périodiquement.

122. En matière d'évaluation, des ateliers d'autoévaluation sont organisés trimestriellement/semestriellement et les études thématiques et d'évaluation d'effets et impacts ont été réalisées. L'évolution des indicateurs d'évaluation (effets et impacts) documentés par les résultats des études est mentionnée dans les rapports. Cependant, à la lecture des rapports, il apparaît que le système de reporting privilégie le suivi et donne une place moins importante à l'évaluation.

123. Le comptable n'a pas d'accès en temps réel aux réalisations, ce qui limite la gestion des budgets disponibles et de la trésorerie. Le responsable de l'USE n'a pas d'accès aux informations relatives à l'état des dépenses et au budget réalisé. Une opération de rapprochement est périodiquement effectuée entre réalisations physiques et financières. Cette difficulté a des conséquences sur la réactivité de l'UFC. Le système de reporting ne concerne que le suivi. Il apparaît que l'Evaluation est le parent pauvre du système S&E du projet. L'USE n'utilise aucun indicateur d'évaluation à date et se contente du suivi des réalisations.

124. Les données sont actuellement disponibles au niveau des communes. La non disponibilité des données par zone géographique (bassin versant etc.) empêche les membres de l'UFC et les partenaires du projet de visualiser l'état d'avancement du projet au niveau géographique. Il prive l'UFC et le FIDA de pouvoir utiliser les leçons apprises du projet pour rectifier le tir si nécessaire et d'utiliser le système de S&E comme un outil de décision.

125. Les indicateurs SYGRI sont renseignés annuellement selon les exigences du FIDA. Ils sont actualisés à chaque mission de supervision et l'ont été lors de la mission de revue à mi-parcours. Le tableau des indicateurs SYGRI (1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} niveau) est présenté à l'appendice 3.

Contraintes rencontrées dans la mise-en-œuvre du projet

126. Le taux du FBU fait état d'une inflation galopante de 9,6 en 2011 et de 18,2% en 2012 et les prévisions 2013 s'établissent à ce jour à quelques 8,7%. Ces taux sont supérieurs aux 8% d'imprévus financiers prévus dans le REP et ne sont pas nécessairement représentatifs de l'inflation réelle. Ainsi l'indice des prix à la consommation renseigne des taux d'inflation supérieurs. Il est aussi acquis que des produits de consommation tel que par exemple le carburant ont évolué d'une manière plus importante que l'inflation. Avec satisfaction, on notera cependant que de meilleures conditions concurrentielles de marché ont freiné, voire même diminué les coûts unitaires de l'aménagement des marais (et leurs études). Il en est de même pour les acquisitions du cheptel.

127. Le Burundi ne dispose pas d'un système de production de semences de qualité efficace. Bien que l'ISABU produise des semences de riz de pré-base en quantité suffisante, on note l'absence d'un dispositif de production de semences de base et de semences commerciales.

128. Le Burundi ne dispose pas encore de variétés à cycle court permettant une double voire une triple culture dans l'année. Les activités de collecte du surplus commercialisable de riz par les coopératives sont en train de se mettre en place mais, les quantités de riz collectées demeurent encore modestes.

129. L'avancement de la mise-en-œuvre de la composante valorisation des produits est lent compte tenu de contraintes externes et internes et parmi elles: (i) le manque d'expérience dans le domaine de la valorisation des produits agricoles car le secteur est à

ses débuts au niveau national, (ii) le projet n'a pas assuré de formation spécifique en relation avec la valorisation au personnel du projet impliqué dans la mise-en-œuvre de cette composante, (iii) l'expérience de la CAPAD dans le domaine de la valorisation n'a pas été suffisamment utilisée dans le cadre des conventions passées établies par le projet, (iv) les études de filières, qui devaient définir et préciser les interventions de valorisation n'ont été disponibles qu'à la fin de 2012 et n'ont pas servi à établir des priorités pour lever les goulots d'étranglement des filières cibles et prioriser les activités à réaliser, bien qu'un plan d'actions de la filière riz, dont l'objectif est de constituer une plateforme de concertation, soit en cours d'élaboration.

130. Le surplus de produits agricole à valoriser lors de la mise-en-œuvre de la composante valorisation dans des unités de transformation reste somme toute réduit du fait que: (i) l'économie rurale est faiblement monétarisée, (ii) les superficies cultivées sont limitées⁸, (iii) le projet est mis en œuvre dans un contexte de déficit alimentaire important, (iv) bien que le projet ait aménagé des pistes et contribué à faciliter le transport dans les communes ciblées, les infrastructures restent insuffisantes, ce qui contribue à augmenter les coûts de transport des produits agricoles. Ainsi, le projet n'est pas arrivé à initier et à animer une dynamique de valorisation de chaînes de valeur.

131. Les activités d'appui au financement ont été grandement affectées par les changements de politique globale au niveau des projets FIDA et par le programme de subvention des engrais du MINAGRIE. Alors que le projet avait prévu des fonds de roulement pour les activités d'approvisionnement en intrants et de transformation, la nouvelle politique oblige à passer par les IMF. La négociation de cette approche a entraîné des retards dans l'accès au financement, chaque IMF étant indépendante. La politique de subvention des engrais du MINAGRIE a nécessité des négociations et des modalités de fonctionnement qui viennent de se terminer et qui seront en rodage à la prochaine saison.

132. La gestion du PAIVA-B est centralisée et difficilement compatible avec une formule qui s'appuie sur des prestataires de services dont l'expertise et la compétence sont reconnus. Les conventions des ONG / institutions, (ACORD et CAPAD) partenaires de la mise-en-œuvre, sont très détaillées et ne sont pas axées sur les résultats. Le budget lié aux activités planifiées dans les plans d'action des deux prestataires de services est libéré au compte-goutte et le projet doit donner son avis / accord sur toutes activités.

133. Les coopératives ne sont pas encore arrivées à proposer des services attractifs pour les membres. La promotion de groupes de caution solidaire en leur sein entraine dans cette logique et s'était traduit par un intérêt accru des producteurs pour les coopératives. La suspension de cette activité suite à un changement de la politique de financement du FIDA a induit un recul de la mobilisation des riziculteurs.

134. Le projet dans son ensemble ne dispose pas de manuel d'exécution technique mettant en cohérence l'ensemble des documents techniques du projet et son budget. Les incohérences entre les dossiers techniques et le budget sont nombreuses.

⁸ Plus de 70% des superficies ont moins de 5 ares dans les marais.

Partenariat avec les autres projets financés par le FIDA

135. Partenariat avec le PARSE. Le partenariat du projet PAIVA-B avec le projet PARSE a démarré en 2010 quand la première convention a été signée. Ce partenariat consiste en une collaboration entre les deux projets autour du volet Chaîne de Solidarité Bovine et Caprine qui se matérialise pour une offre de service pour le renforcement des capacités de bénéficiaires de bovins et la mise-en-œuvre et le financement d'actions de transformation et de valorisation du lait dans la zone d'intervention du PAIVA-B.

136. A ce titre, deux centres de collecte de lait ont été installés (par le PARSE) dans la zone du PAIVA-B bien qu'aucune convention n'ait été établie entre les deux projets. Ces centres sont équipés de cuve réfrigérée de 1 000 litres chacun. Un seul centre est opérationnel depuis 6 mois (Bugendana) avec un réseau de 8 collecteurs équipés de contenants en aluminium, de testeurs alcool, de densimètres et de vélos. L'écoulement de la production se fait principalement vers les laiteries industrielles de Bujumbura. Depuis le début, le centre n'est pas réussi, de manière continue, à écouler plus de 400 litre/jour alors que le seuil de rentabilité des centres est garanti quand il y a vente de 650 litres par jour. Les achats de lait par les laiteries industrielles de Bujumbura ne sont pas réguliers (4 jours par semaine) ce qui oblige le centre à ajuster son approvisionnement en conséquence. Dans ce contexte, le centre de collecte de Bugendana a commencé à chercher de nouveaux clients à Bujumbura et à Gitega avec un succès encore limité et écoule à ce titre, environ, 100 litres par jour.

137. Les laiteries de Bujumbura sont approvisionnées par 4 centres de collecte appuyés par divers partenaires. Plusieurs projets de laiteries industrielles sont à l'étude sans qu'il y ait des échéanciers de réalisation établis. Il n'existe pas d'études de marchés détaillés portant sur la demande des différents produits transformés par les laiteries modernes sur les marchés urbains (Bujumbura et les villes secondaires du pays). Cette difficulté se pose de manière d'autant plus aigue que de nombreux projets ont contribué, de manière efficace, à la reconstitution du cheptel bovin avec des races croisées qui permettent une augmentation sensible de la production des vaches.

138. Partenariat avec le PRODEFI. Le PAIVA-B devait intervenir jusqu'en 2012 dans les deux provinces de Gitega et Karusi, puis jusqu'en 2014 dans les deux provinces de Cibitoke et Kayanza et jusqu'en 2016 dans les provinces de Bubanza et Muramvya.

139. Le PRODEFI intervient pendant cinq ans dans chaque province. Ainsi, son intervention dans les provinces de Muramvya et Buzanza durera jusqu'en 2015. Il intervient dans les provinces de Kayanza et de Cibitoke depuis 2013 comme le PAIVA-B. Il devra intervenir dans cette zone jusqu'en 2018, soit un an après l'achèvement du PAIVA-B.

140. Cependant le PRODEFI a adopté une stratégie d'intervention particulière dans le sens où il ne cible pas les mêmes communes, même quand il intervient dans les mêmes provinces que le PAIVA-B.

141. La revue mi-parcours du PTRPC a contribué à préciser certains aspects de la stratégie à adopter par ACORD en matière d'appui aux institutions rurales. Une implication plus forte des CCDC et des CDC dans la maîtrise d'ouvrage déléguée a été adoptée, moyennant des activités complémentaires de renforcement des capacités. La mise en place des comités de suivi qui, en parfaite cohérence avec les CCDC et les CDC, apposent leur signature au PV de réception des ouvrages, est une illustration pertinente de cette option. La généralisation dans tous les projets des outils testés dans l'un des projets du FIDA (stratégie

de ciblage au PRDMR, formation au contrôle et à la maîtrise d'ouvrage au PTRPC), constitue une forte base de partenariat entre les projets FIDA, facilitée par l'implication de ACORD dans la mise-en-œuvre de tous les projets.

Effets et impacts directs du projet

142. La mise-en-œuvre des activités du PAIVA-B a occasionné des effets et impacts positifs sur les ménages bénéficiaires. Les interventions du projets ont permis une augmentation des revenus annuel par tête de 65%. Cette augmentation a été plus importantes chez les bénéficiaires des bovins que chez ceux des autres kits. De plus, l'accroissement des revenus d'au moins 30% a concerné 55% des bénéficiaires. Cette accroissement aurait occasionné la réduction de la pauvreté monétaire de 95% à 71,2% (pour les bénéficiaires des bovins), à 80,9% (pour les bénéficiaires du SRI) et à 85,6% (pour les bénéficiaires des caprins). Les appuis du projet ont permis aux bénéficiaires d'augmenter l'accumulation des biens. La fréquence des ménages disposant des maisons en tôle et en tuile est passée, respectivement, de 17,2% à 18,4% et de 62,6% à 68,7%. Celle des ménages en possession des cuisines est passée de 35% à 39%. La fréquence des ménage en possession de téléphones mobiles et des vélos est passée, respectivement, de 15 à 24% et de 37 à 41%.

143. L'augmentation de la production agricole a été possible grâce à l'amélioration de l'accès aux intrants, au renforcement de la CSCB qui a permis la production et l'utilisation du fumier, l'introduction de nouvelles technologies et techniques (SRI, Kitchen garden, embocagement) et l'augmentation de la superficie cultivée par l'achat ou la location de parcelles supplémentaires devenus possible grâce à l'augmentation des revenus. Les principales cultures concernées par l'augmentation de rendement sont: le riz, la banane, la pomme de terre, le manioc, le haricot, le maïs, les choux, la tomate et les aubergines qui ont vu leur rendement augmenter, respectivement, de 171, 81, 98, 72, 93, 93, 102, 172 et, 162%. Plus de 50% des bénéficiaires ont augmenté leur production agricole comme il était prévu dans le document du COSOP. En effet 80,1%, 52,8%, 61,5%, 55,4%, 63,2% et 62,2% des agriculteurs ont vu leurs productions de riz, de banane, de pomme de terre, de manioc, de haricot et de maïs augmenter de plus de 50%. Cette augmentation a également concerné 66,7%, 67,1% et 68,2% des agriculteurs de choux, d'aubergines et de tomates. Les performances de reproduction et de production laitières des animaux sont également supérieures à celles des races locales. La production laitière des bovins octroyés par le FIDA est de 6 l par jour avec une durée de lactation de 197 jours soit une lactation totale de 1042 l contre les 368,2 l produits par une vache de race locale.

144. L'augmentation de la production agricole a permis aux ménages bénéficiaires d'augmenter la quantité des produits agricoles commercialisée. La proportion de la production commercialisée est passée de 15,4% à 37% et de 45% à 54%, respectivement, pour le riz et le lait. Elle a augmenté de 56% à 69% pour la banane. En raison du rôle de certaines cultures (manioc, maïs, haricot et pomme de terre) dans la sécurité alimentaire, l'augmentation de la production agricole n'a pas automatiquement conduit à augmenter de manière substantielle les volumes commercialisés. Néanmoins, les volumes des produits mis en marché restent supérieurs à ceux réalisés dans de la situation initiale. La proportion de la production mise en marché s'élève à 143% toutes cultures confondues, ce qui est supérieur aux 30% prévus dans le document du projet.

145. Les interventions du projet ont également permis d'augmenter le prix du riz et du lait, respectivement, de 36% et de 57% grâce à l'organisation des producteurs en coopératives.

Les prix de la banane, de la pomme de terre, du haricot, du manioc, du maïs, du chou, de la tomate et des aubergines a, également, augmenté. Ces augmentations ne sont pas directement liées aux appuis du projet mais rentrent dans le cadre d'appréciation des prix causée par une plus grande demande en produits alimentaires de première nécessité. Ces augmentations ont, ainsi, conduit à l'augmentation de la valeur ajoutée annuelle générée par chaque culture. Cette augmentation est estimée à 310,27% toutes les cultures confondues.

146. L'appui du projet a réduit l'insécurité alimentaire temporaire de 80% à 70% (pour tous bénéficiaires), respectivement, de 80% à 65%, à 70,20% et à 78,2% pour les bénéficiaires des bovins, du SRI et des caprins. La fréquence des ménages qui ont accès à trois repas par jour est passée de 5% à 14%, de 5% à 14% et de 8 à 23%, respectivement, pendant la saison A, la saison B et la saison C. La proportion des ménages ayant un score alimentaire acceptable est passée de 36,3% à 51,95%. Les apports caloriques quotidiens des ménages bénéficiaires (2483,1 Kcal) sont supérieurs à ceux des ménages non bénéficiaires (2266,05 Kcal) et à ceux relevés dans la zone du projet en 2011 (2165,5Kcal). Ces apports restent légèrement inférieurs aux 2500 Kcal/jour recommandés par le PAM et la FAO. La malnutrition aiguë globale (2,8%) des ménages bénéficiaires est inférieure au seuil acceptable de 5% et montre que les ménages bénéficiaires du PAIVA-B ont une situation nutritionnelle acceptable selon la classification de l'OMS. La prévalence de la malnutrition chronique des ménages bénéficiaires (57,2%) est inférieure à celle des ménages non bénéficiaires (63,5%) et celle établie au niveau national (57,7%) par EDS (2010).

147. La proportion des enfants en insuffisance pondérale (poids par âge) a diminué de 26.5% au début du projet à 24.7% à mi-parcours. Par contre la proportion des enfants chroniquement mal nourris a augmenté de 52.7% au début du projet à 57.2% à mi-parcours. La mise-en-œuvre du projet a eu, par contre un effet positif sur la proportion des enfants en malnutrition aiguë (poids par taille) qui a diminué de 8.4% au début du projet à 2.8% à mi-parcours. La proportion de ménages ayant connu une saison de disette a également sensiblement diminué entre le démarrage du projet et la mi-parcours passant de 14.5 à 4.4% et celle de ménages ayant connu deux saisons de disettes est passée de 21.5% à 7.4%. Par contre la durée des première et deuxième saisons de disette est sensiblement la même. Grâce à la mise-en-œuvre des activités, un nombre accru de ménages a pu éviter une ou deux saisons de disette. Cela signifie qu'un certain nombre de ménages ont changé de catégorie : ils sont passés de la catégorie 1 et 2 à la catégorie 3. Par contre, dans les catégories les plus vulnérables, la durée des saisons de disettes restent les mêmes. La mise-en-œuvre du projet a permis de limiter sensiblement la proportion des enfants en malnutrition aiguë mais l'impact sur l'incidence de la malnutrition d'une manière globale est plus limité (Indicateurs SYGRI).

148. Les impacts globaux du projet sont de plusieurs types selon la zone agro-écologique. Suite à la réhabilitation et à l'aménagement des marais, il y a intensification de la production du riz qui conduit à une augmentation de rendement (de 1,5 à 3,8 tonnes, en moyenne) et de la production (de près de 3 300 tonnes). Cependant, cette augmentation de la production ne génère pas de surplus commercialisables substantiels car la superficie par exploitant reste limitée. Il en découle que les quantités de riz commercialisées ou transformées par les coopératives sont réduites.

149. L'aménagement des bassins versants a permis d'employer de la main-d'œuvre provenant de la catégorie 1 et 2 selon la modalité FFW du PAM, mais, ces emplois sont temporaires et n'ont pas d'impacts sur l'incidence de la pauvreté de manière durable.

150. L'embocagement des parcelles, par le biais de la mise en place des groupements de pépiniéristes a un effet durable sur la conservation des eaux et du sol, en plus des unités fourragères produites pour l'alimentation des animaux. Mais, les fossés ont un effet limité en termes de protection des marais en aval car les superficies aménagées (19% de la superficie des Bassins Versants) restent bien en deçà de la superficie à aménager pour protéger de manière efficace le bassin versant et car le dispositif pour l'entretien des fossés s'avère peu opérationnel.

151. La chaîne de solidarité bovine a contribué à augmenter la quantité de fumier disponible au niveau des exploitations ce qui a permis d'augmenter la production et le rendement des cultures vivrières, notamment la banane, d'acquérir d'autres parcelles et d'étendre, ainsi, la superficie cultivée. Les quantités de lait produite suite à la mise en place de la chaîne de solidarité bovine sont élevées (la production de lait a augmenté de 1 000 000 de litres) mais, à cause des difficultés relatives à la collecte et au transport du lait frais dues à l'éparpillement des producteurs, la coopérative dotée d'un centre de collecte de lait et localisée ne commercialise pas encore les quantités journalières escomptées.

152. Le degré de structuration des organisations chargées de gérer les aménagements dans les marais est avancé en comparaison des associations chargées de la gestion des aménagements des Bassins versants.

Effets et impacts indirects

153. Des effets indirects ont été également observés dans les ménages non bénéficiaires habitant dans la zone du projet. Il s'agit notamment de l'acquisition des animaux par les bénéficiaires à travers les dons et les dots, l'amélioration de l'accès aux mâles géniteurs pour les animaux des éleveurs bénéficiaires de la zone du projet, la réplication de certaines technologies telles que le SRI, l'introduction et la diffusion des Kitchen garden, l'embocagement et la mise en pratique du système agro-sylvo zootechnique "IASZ" par les habitants de la zone du projet qui ont constaté les succès enregistrés par les bénéficiaires. L'intensification rizicole et l'augmentation de la production laitière a amélioré l'accès des consommateurs de la zone du projet aux riz et lait. La croissance des effectifs des animaux a permis au MINAGRI en général et à la DGE en particulier d'accroître les effectifs et de recapitaliser l'élevage burundais.

154. L'aménagement des BV et des marais a permis d'atténuer l'insécurité alimentaire car les ménages, notamment, ceux de la catégorie 1 ont pu accéder à la nourriture octroyée par le projet dans le cadre du FFW. Une injection monétaire dans le cadre de la réhabilitation des marais et des pistes a directement touché les ménages les plus vulnérables et leur a permis de répondre de façon temporaire à leurs besoins primaires. Des emplois ont été créés au sein des communautés, notamment, grâce au développement de l'élevage bovin laitier.

Effets spécifiques

Composante 1: Renforcement et protection du capital productif

Sous composante 1.1.: Amélioration du capital productif et de la sécurisation foncière

Volet Aménagement/Réhabilitation de marais et bassins versants

155. Les activités d'aménagement de marais ont créé 475 272 journées de travail qui ont contribué à limiter l'incidence de la pauvreté, de manière temporaire. 5 658 personnes ont travaillé pendant 84 jours en moyenne.

156. Les activités d'aménagement des bassins versants ont créé 29 673 journées de travail. 3 297 personnes ont travaillé pendant 09 jours en moyenne. Les effets de l'aménagement des Bassins versants sur le taux de pauvreté ont été limités parce que la modalité de paiement de la main-d'œuvre FFW du PAM n'a pas pu être utilisée comme prévue à cause de la réduction des fonds mobilisés par le PAM.

157. Au total, un montant équivalent à 665 000 USD a été distribué, en nature et en liquide, à 8 955 personnes (main d'œuvre).

158. Grâce à l'aménagement des marais, il y a eu maîtrise de l'utilisation de l'eau dans les périmètres et les quartiers cultivés et une réduction de l'incidence des inondations.

159. Bien qu'incomplet, l'aménagement des bassins versants a permis une accumulation d'éléments fertiles et une rétention d'eau dans les parcelles aménagées.

160. Grâce la production d'un grand nombre de plants, il a été possible de planter des haies vives de *Calliandra* sp., exploitées pour alimenter les bovins distribués dans le cadre de la CSCB et, d'assurer, de ce fait une augmentation du volume de lait produit par vache.

Volet Sécurisation foncière

161. Les activités avec les communes de (Gitaramuka et Gihogazi) ont démarré en mai 2013 et les premiers certificats ont commencé à être délivrés en juillet. Les effets du volet sécurisation foncière sont encore limités car les services fonciers ont été mis en place depuis peu de temps. Lors de la revue à mi-parcours, 551 certificats avaient été délivrés au total ce qui reste limité par rapport à l'objectif quantitatif à atteindre à la fin du projet (10 000 exploitants en possession de certificats fonciers) et restent bien en deçà de la demande. Par exemple, dans les communes de Gitaramuka et Gihogazi, le nombre de certificats délivrés s'élèvent à 109 alors que le nombre de demandes atteignent, respectivement, 1 683 et 1 599.

162. Certains bénéficiaires qui ont obtenu des certificats ont eu accès à des crédits puisqu'ils ont pu présenter des garanties hypothécaires aux institutions de micro-finance et initier d'autres activités comme le commerce et acheter des intrants. Ces crédits ont été utilisés pour acheter des intrants. Il en résulte que les effets de la sécurisation foncière sont l'intensification de la production agricole et l'amélioration des conditions de vie, notamment sur les collines.

Sous composante 1.2.: Intensification de la production agricole

Volet CEP et SRI

163. Le taux d'adoption par commune ciblée est estimé à 54% des producteurs de riz. L'augmentation de la production de riz est appréciée à 5 000 tonnes, environ soit 50% de l'objectif quantitatif à atteindre à la fin du projet. Il y a eu une adoption progressive de la technique de SRI dans les marais aménagés suite aux visites d'échange au Rwanda et à la

formation en cascade apportée par les ONG malgaches, bien que cette technique ait été, modifiée, notamment en augmentant les écartements et en repiquant les plants au stade de 4 feuilles, pour gérer les attaques de la courtilière, qui endommage les très jeunes plants. Dans les exploitations où la technique du SRI a été adoptée les rendements sont passés de 1.5 tonne/hectare à 3 tonnes/hectare. Il y a eu un doublement de la production mais le surplus de production commercialisable reste limité compte tenu de la taille réduite des parcelles individuelles.

Chaînes de solidarité bovine

164. La préparation et la sensibilisation des bénéficiaires ont permis la construction des étables cimentées et l'intensification des graminées fourragères nécessaires pour l'amélioration des conditions d'élevage. L'acquisition des bovins a permis aux ménages bénéficiaires de valoriser le fumier pour l'augmentation de la production agricole principalement pour les cultures de banane, de haricot, de maïs, de pomme de terre et de maraichage. La vente du surplus agricole et du lait a permis aux bénéficiaires d'améliorer leurs conditions de vies (paiement des frais scolaires, des frais de santé et des vivres, amélioration de leur habitat) et d'investir en achetant de nouvelles parcelles agricoles qui leur permettront d'assurer un accroissement des effectifs jusqu'à au moins trois animaux par exploitation. En plus de l'augmentation des revenus par la vente du lait (54%), la production laitière a contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'autoconsommation de 46% du lait produit. Les performances de reproduction sont actuellement bonnes mais risquent de diminuer si un effort d'acquisition des taureaux géniteurs n'est pas poursuivi pour pallier à l'absence des activités d'insémination artificielle.

Composante 2: Appui à la valorisation de la production agricole et au développement des infrastructures

Composante 2.1.: Valorisation de la production agricole

165. Les effets liés aux activités de la composante sont encore limités. Ils devraient s'accroître avec l'entrée en phase de croisière de la structuration des coopératives et des groupements pré-coopératifs suite aux activités de renforcement des capacités mises en œuvre par la CAPAD.

166. Les coopératives ont commencé à collecter la production de riz des exploitants et à assurer le groupage pour la mise en marché immédiate quand les prix sont rémunérateurs ou le stockage en contrepartie d'une avance pendant quelques mois (avec ou sans warrantage). Le warrantage permet d'obtenir un meilleur prix sur le marché soit des gains de 150 à 200 FBU/kg supérieurs aux prix de marché à la récolte. Cependant, les volumes de riz warranté restent limités compte tenu des modalités d'avance sur la vente du stock imposées par les IMF: les coopératives reçoivent 60% du prix du marché à la récolte.

167. Les volumes de riz vendus de manière groupés ou warrantés encore limités s'expliqueraient surtout par: (i) les prix sur les marchés assez élevés ce qui encourage les producteurs à vendre directement de manière individuelle, (ii) le besoin de liquidités pressant des producteurs au moment de la récolte et (iii) les producteurs préfèrent vendre tout de suite leur production pour faire face à l'incertitude liée à la mise sur le marché, de manière

inopinée, de volumes importants de riz sous forme de dons et qui tirent les prix vers le bas. Par contre, il existe des coopératives de produits vivriers (comme dans les communes Bugendana et Mutaho), qui ont vendu de manière groupée lors de la dernière campagne 123 tonnes de maïs avec l'appui de la CAPAD et du projet. La mise en route des 4 unités de décorticage de riz paddy, devrait initier les activités de valorisation par la transformation.

168. Bien qu'encore à l'état embryonnaire, les activités de crédit warrantage et de crédit solidaire pour le financement des activités génératrices de revenus sont en train d'initier une coopération plus systématique des producteurs entre les Coopératives et les COOPEC pour l'accès au crédit, ce qui devrait entraîner une plus grande mobilisation des riziculteurs et des producteurs des catégories 1 et 2.

169. Le centre de collecte de lait en opération permet d'écouler quotidiennement en dehors de la zone de production une moyenne de 400 litres de lait. La stratégie de mise en marché actuellement définie par le PARSE et consistant à encourager la transformation et la consommation de proximité pourrait avoir un effet mesurable sur l'amélioration de la nutrition dans les communes où sont localisés les deux centres de collectes et assurer un débouché moins aléatoire pour les producteurs.

Sous composante 2.2.: Infrastructures rurales

170. Les activités de réhabilitation des pistes ont engendrés 90 900 journées de travail rémunéré. En effet, 909 personnes ont travaillé pendant 100 jours en moyenne. Par contre, les activités de construction de hangar de stockage ont engendré 6 783 journées de travail rémunéré. Dans ce cadre, 133 personnes ont travaillé pendant 51 jours en moyenne. Ces activités ont réduit l'incidence de la pauvreté dans les catégories 1 et 2, au niveau local mais de manière temporaire. Au total, un montant de 128 103 USD a été distribué à 1 042 personnes (main d'œuvre).

171. La construction de hangar a facilité le transport et le stockage des récoltes et les sécurise contre les intempéries et le vol. D'autre part, les formations sur le séchage des produits, leur nettoyage et le stockage dans de meilleures conditions permettent certainement de réduire les pertes post-récolte.

172. Les pistes ont permis de développer le transport rural et le trafic des véhicules est facilité. Il y a eu augmentation des volumes de produits agricoles vendus, en l'occurrence, la banane. Alors que les producteurs vendaient 2 à 3 régimes par semaine, dans la situation avant-projet, ils arrivent à vendre jusqu'à 10 régimes par semaine dans la situation avec projet. Le coût du transport des produits et des personnes a diminué.

173. Suite à la dégradation très prononcée de la route communale Kwibubu (Kibimba)-Bugendana, les usagers de la route empruntent la piste Murayi-Marais de Nyamasarwe-Gitongo-Carire-Marais Kiganga, réhabilitée par le projet, pour atteindre Gitega. Cette pratique a intensifié les échanges entre les habitants de Cariré, Gitongo et les communes de Giheta et Bugendana. Cette pratique est devenue courante depuis plus d'une année.

Innovations

174. La mission d'évaluation a constaté un taux d'adoption du SRI très élevé (65,6% des riziculteurs). Ce taux d'adoption augmente mais nécessite l'utilisation d'intrants (notamment, les engrais), l'approvisionnement des producteurs en semences de qualité et un appui technique pour l'adoption et la diffusion de méthodes de lutte contre les maladies phytosanitaires et les ravageurs.

175. Kitchen garden. L'introduction et la diffusion des kitchen garden a connu des succès très remarquables tant au niveau de la zone du projet, des non bénéficiaires et des bénéficiaires des autres projets intervenant au Burundi. Cette technologie a contribué à la réduction de la malnutrition et au changement des régimes alimentaires.

176. Champs Ecoles Paysans. Les CEP ont été évalués comme moyen le plus adéquat pour l'introduction et la diffusion participatives des nouvelles technologies. Cette approche introduite par le FIDA sur encadrement de la FAO serait reprise par le gouvernement comme outil national de vulgarisation.

177. Chaîne de solidarité bovine. En raison du faible taux de remboursement du ciment (38,7%) suite au montant élevé à rembourser en une seule fois dans un contexte de pauvreté, le taux d'adoption des étables cimentées reste faible et mérite d'être rehaussé par la révision du contrat pour remboursement échelonné et en clarifiant les sanctions pour les cas de refus. L'appui à la commercialisation du lait permettra d'augmenter la capacité de remboursement du ciment par les bénéficiaires et l'adoption des étables cimentées.

178. Embocagement. Le taux d'adoption de l'embocagement reste faible (35,8%).

VII. Appréciation de la durabilité des effets de projet

179. L'implication de CAPAD, qui est une organisation de producteurs de troisième niveau dans la structuration des coopératives est un élément fondamental qui détermine la durabilité des effets de la composante. Le niveau d'adhésion aux coopératives reste encore faible mais devrait s'accroître fortement avec l'impulsion de nouveaux services, la possibilité pour la CAPAD de déployer toute sa stratégie qui est en parfaite cohérence avec les objectifs du projet et de faciliter l'accès au crédit auprès des IMF. Les activités de commercialisation/mise en marché collective des productions à travers les coopératives s'inscrivent également dans le logique de durabilité pourvu qu'on les accompagne pendant encore au moins une année.

180. Les CDC sont devenus des structures consultatives incontournables pour l'appui et la supervision des actions de développement sur les collines. La nouvelle ordonnance qui fait d'eux une entité consultative autonome du conseil collinaire, élu, permet de mieux conforter les conditions de durabilité des actions. L'appropriation par les CCDC et les CDC des activités du projet fonde les conditions de la durabilité. Cette appropriation est conditionnée par une réelle politique de transfert par le PAIVA-B des compétences en suivi,

contrôle de la gestion des infrastructures communautaires et des chaînes de solidarité, d'audit de la gestion des organisations rurales actives sur les collines.

181. Des dispositions ont été prises pour garantir la durabilité des effets des actions du projet. Notamment au niveau des marais, des comités d'entretien ont été formés au sein des AUM. Un dispositif de collecte des redevances a été mis en place, complété par la collecte d'une taxe par l'administration communale dans certaines communes (2 000 F/ménage). Cependant, l'efficacité de ce dispositif n'est pas encore avérée. Il se heurte à deux contraintes principales: (i) le fonds collecté est insuffisant pour couvrir les frais des grandes réparations au niveau des ouvrages construits et (ii) le rôle et la responsabilité des services techniques ou de la commune dans la réparation et l'entretien des grands ouvrages ne sont pas défini. Les Comités d'entretien seront en mesure de mobiliser les bénéficiaires pour un entretien périodique nécessitant de la main d'œuvre mais, auront du mal à financer les grandes réparations, ce qui met en danger la durabilité des ouvrages.

182. Les groupements de pépiniériste ont les capacités de continuer leurs activités même après la fin du projet. Mais compte tenu des moyens financiers limités dont elles disposent, elles ne pourront pas produire le même nombre de plants. Au lieu de 50 000 plants, elles pourront en produire 20 000 (Commune de Bugendana).

183. La durabilité des activités des Comités de Gestion des CEP est menacée car ces Comités ne disposent pas de ressources financières nécessaires pour l'acquisition d'intrants et, notamment, de semences commerciales et d'engrais.

184. Tant que les textes de la décentralisation ne seront pas effectifs et que les ressources financières qui doivent les accompagner, ne seront pas disponibles, la capacité des communes à assurer l'ensemble des coûts des services fonciers sera limitée. Cependant, compte tenu que les agents fonciers font partie du personnel de la commune, leurs postes seront maintenus après la clôture du projet. Ce qui est un gage de durabilité.

185. Les activités d'appui à l'accès au financement à travers les COOPEC s'inscrit dans une logique de durabilité avec la participation des COOPEC et l'appui de la CAPAD qui est impliquée activement dans la structuration pour le financement.

186. La collecte du lait commercialisé vers les centres urbains de Bujumbura et de Gitega n'a pas encore atteint un rythme de croisière qui serait gage de durabilité puisque le seuil de rentabilité n'est pas atteint. De petits problèmes techniques peuvent arrêter le système de réfrigération et les techniciens ne sont pas disponibles sur place.

187. Depuis 2010, le taux de remboursement des bovins est estimé à 66% dans les provinces de Gitega et Karusi avec un taux moyen annuel de 22%. Avec ce taux, la RMP trouve que la CSCB sera durable et que le PARSE devra continuer à appuyer les bénéficiaires pour améliorer le remboursement des animaux. Si on maintenait le même niveau de suivi du remboursement pendant deux ans, le cycle de remboursement complet de 6 ans serait accompli à la fin de 2015 soit vers la fin du projet.

VIII. Description du projet dans sa deuxième phase

Stratégie de mise-en-œuvre

188. Le Gouvernement et le FIDA s'attèleront à mobiliser des fonds additionnels pour aider le projet à atteindre ses objectifs.

189. Compte tenu du niveau de décaissement et du budget restant à la date du 30 novembre 2013, la mission recommande d'adopter la stratégie suivante: (i) les activités du projet relatives aux composantes 1 et 2 seront consolidées à Gitega et Karusi durant deux ans soit en 2014 et 2015, (ii) les activités lancées ou à réaliser dans un futur proche seront réalisées en 2014 et 2015 à Kayenza et Cibitoke, et (iii) le projet se préparera à être clôturé fin 2016 tout en consolidant les activités réalisées en 2014 et 2015 dans les provinces de Cibitoke et Kayenza dans l'objectif de pérenniser les effets du projet.

190. La mission recommande d'intégrer davantage les activités à mettre en œuvre dans la deuxième phase du projet (2014-2015), notamment en veillant à ce que les bénéficiaires des différentes actions (aménagement de marais, SRI, production de semences améliorées, CSCB, etc.) adhèrent aux coopératives pour bénéficier des services et avoir un accès facilité aux financements et au marché.

191. La fonction essentielle de l'UFC restera centralisée, comme dans le passé, sur les activités de gestion administrative, comptable et financière du projet ainsi que sur le suivi des conventions et contrats, la planification et le suivi-évaluation.

192. Le Personnel de l'UFC fera l'objet d'un plan de démobilisation à court terme et sur les deux années à venir basé sur les exigences de réalisation des activités prévues dans les composantes techniques dans la deuxième phase du projet. Le coût global de ce personnel devra être sensiblement inférieur à celui des années précédentes compte tenu des ressources disponibles restantes sur le Don FIDA, à l'exclusion de toute autre hypothèse. En particulier, le taux de frais généraux (salaires et frais d'entretien et de fonctionnement) ne devra pas excéder le pourcentage maximum admissible de 10% du total des ressources de financement.

193. La mission recommande d'utiliser la gestion et la budgétisation axées sur les résultats y compris dans l'élaboration des conventions et contrats à établir avec les prestataires de service: ACORD, CAPAD, Consultant pour les CEP, FENACOBUR, Consultant pour l'installation de services fonciers. Un budget doit être établi sur la base des résultats à attendre et intégré dans une convention annuelle à établir. Le détail des résultats à atteindre par chaque prestataire est à trouver dans le tableau de coûts global du projet.

Partenariat

194. La mission recommande d'établir des synergies avec le PRODEFI, notamment, en l'amenant à intervenir dans les communes du PAIVA-B lors de la période 2014-2015 pour compléter et renforcer les activités entamées pour la composante Valorisation des produits agricoles. La mission recommande, également, de renforcer la collaboration avec le PARSE. Bien que la date de clôture du PARSE soit fixée en septembre 2014, le projet continue à assurer la mise-en-œuvre du volet CSC de tous les projets financés par le FIDA en tant que

prestataire de service. Ainsi, le PARSE continuera à exécuter la convention de mise-en-œuvre du volet CSC du PAIVA-B jusqu'à la date d'achèvement du projet (2016). Au cas où la clôture officielle du PARSE serait effective, il pourra se positionner en qualité de prestataire pour parachever la mise-en-œuvre et la consolidation des activités du volet CSC du PAIVA-B. Cette proposition permettra au projet de capitaliser les compétences et l'expérience du PARSE pour assurer une bonne efficacité et préparer la durabilité de ce volet.

195. L'incertitude sur la capacité du PAIVA-B à financer les actions de développement incite à la prudence. Dans ce contexte, la mission base sa stratégie d'intervention dans la deuxième phase du projet sur une forte complémentarité des interventions du PAIVA-B et du PRODEFI dans les mêmes communes et dans la consolidation des activités mises en œuvre par le projet PAIVA-B dans les zones communes aux deux projets (Karusi, Gitega, Kayanza et Cibitoke).

196. La mission suggère: (i) de maintenir pendant une année la présence de ACORD pour la consolidation des acquis, dans les 2 provinces de Gitega et de Karusi, (ii) que le PRODEFI prenne en charge les investissements qui ne peuvent être financés par les ressources disponibles du PAIVA-B (magasins de stockage, aires de séchage, pistes d'accès aux marais, centres de collecte de lait) dans les communes des deux provinces de Cibitoke et de Kayanza où les deux projets interviennent en même temps depuis 2013 et (iii) que le PRODEFI finance la consolidation en 2016 des activités réalisées par le PAIVA-B en 2014 et 2015 dans les provinces de Cibitoke et Kayanza.

197. La mission recommande de faire participer de manière systématique les services techniques provinciaux et communaux à toutes les étapes de la mise-en-œuvre, et notamment les services du Génie Rural.

Cadre logique

198. Le cadre logique a été ajusté sur la base de la stratégie de mise-en-œuvre du projet dans sa deuxième phase telle que formulée ci-dessus. Le cadre logique a été élaboré par composante, sous composante, résultats, activités et sous activités. La structure des coûts a été établie selon la structure du cadre logique, en veillant à attribuer un budget à chaque activité et sous activités, qui permettra de suivre de manière combinée les réalisations physiques et les réalisées financières de chaque composante, sous composante et activité. Le cadre logique est présenté à l'appendice 4.

Composantes

Composante 1: Renforcement du capital productif

199. Le résultat à atteindre suite à la mise-en-œuvre de la composante 1 est d'accroître le capital productif et la productivité agricole.

Création d'AUM pour prendre en charge de manière durable l'entretien des ressources en eau

200. **Objectifs.** L'objectif principal de ce volet est de créer des AUM capables de prendre en charge la gestion des ressources naturelles.

201. **Justification.** Il y a nécessité de gérer l'eau d'irrigation pendant la contre saison et d'entretenir les canaux secondaires et tertiaires.

202. **Description.** Les activités préliminaires à réaliser dans le cadre du volet aménagement/réhabilitation de marais consistent à: (i) créer des comités de quartier, de périmètres et d'AUM dans les nouveaux marais à aménager ou ceux à réhabiliter et, (ii) renforcer les capacités des membres des Comités de gestion et d'entretien des marais.

203. **Modalités de mise-en-œuvre.** Des outils de la Méthode Active de Recherche Participative (MARP) seront utilisés pour la mise en place des Comités de suivi qui se différencieront en différents organes (Comité de quartier, Comité de périmètre, AUM). Ces derniers bénéficieront d'une formation dans le domaine du cycle de projet. Les relais des Comités de gestion et d'entretien des marais bénéficieront de formations complémentaires, notamment, en ce qui concerne le planage des parcelles.

204. **Effets escomptés.** Des organes de gouvernance et d'entretien des marais seront mis en place pour assurer la durabilité des effets de l'aménagement/réhabilitation des marais.

Accroissement du capital productif des marais et de l'efficience de l'utilisation des ressources en eau

205. **Objectifs.** Les objectifs de ce volet sont d'une part, l'entretien des aménagements/ouvrages à réaliser et, d'autre part, d'accroître le capital productif des marais dans le but d'assurer une utilisation des ressources en eau durable.

206. **Justification.** Ce volet se justifie par le fait qu'il existe dans la zone d'extension du PAIVA-B en 2014-2015 (notamment, dans la province de Kayenza) des marais à aménager ou à réhabiliter qui pourraient contribuer à augmenter la production rizicole, améliorer les conditions de vie des producteurs et limiter l'incidence de l'insécurité alimentaire. Les parois des canaux primaires établis dans les marais réhabilités/aménagés dans la première phase du projet sont déjà défectueux et nécessitent d'être consolidés, notamment. Il existe un droit coutumier sur le foncier dans les marais. De plus, les modalités de paiement de redevance ne sont pas établies de manière uniforme dans l'ensemble des communes ciblées et les montants prélevés semblent insuffisants pour payer les travaux d'entretiens des canaux d'irrigation et de drainage. Les responsabilités des AUM, de la commune et des services techniques relatives à l'entretien des ouvrages dans les marais aménagés ou réhabilités ne sont pas établies.

207. **Description.** Les activités à réaliser dans le cadre du volet aménagement/réhabilitation de marais consistent à: (i) aménager de nouveaux marais, (ii) réhabiliter d'anciens marais, (iii) entretenir les anciens marais aménagés et les nouveaux marais à aménager et, (iv) réaliser une étude dont l'objectif est la mise en place un système de redevance efficace et durable.

208. **Modalités de mise-en-œuvre.** Des études ainsi que des dossiers d'appel d'offre (DAO) seront élaborés pour aménager 500 hectares de nouveaux marais. Cependant,

seulement 239,4 ha de nouveaux marais seront aménagés et 135 hectares seront réhabilités: (i) les travaux d'aménagement seront réalisés sous la supervision des techniciens d'ACORD et du responsable de composante de l'équipe du projet. Un encadrement sera fourni par ACORD pour la mise en place des diguettes et la réalisation du planage, (ii) les travaux d'aménagement seront réalisés par une entreprise privée, (iii) un bureau de contrôle sera recruté pour effectuer le contrôle et la supervision des travaux et, (iv) et un exercice de planification et de programmation annuelle sera conduit sur chacun des nouveaux marais à aménager. Dans les marais déjà réhabilités ou aménagés, des travaux de consolidation des canaux seront réalisés et parmi les tâches à réaliser: (i) s'assurer que la cote d'implantation des prises hydrauliques permet une irrigation d'au moins 90% de la surface aménagée, (ii) calibrer l'émissaire et adoucir ses courbures afin qu'il puisse évacuer une grande quantité d'eau en cas d'inondation et, (iii) identifier dans le marais une zone de reboisement pour contenir les inondations à venir, les zones tampon et les surfaces aménagées non irriguées étant les mieux indiquées. Le bois produit sera utilisé pour stabiliser les parois intérieures des canaux d'irrigation et de drainage. Les comités d'AUM bénéficieront d'une formation en gestion de l'eau, entretien et maintenance. Dans les marais aménagés ou réhabilités dans la première phase du projet, il y aura consolidation des canaux principaux (7%) et des ouvrages (5%). La mise en place d'un dispositif d'entretien des ouvrages et aménagements financé par les redevances prélevées auprès des utilisateurs de marais, souvent soulignée au cours des différentes missions de supervision, est à étudier en se basant sur une bonne estimation des coûts d'entretien, rapportée à une unité de surface.

209. **Effets escomptés.** Il y aura une meilleure maîtrise de l'eau et l'intensification de la production de riz sera possible

Amélioration de la production sur les bassins versants et dans les marais par la mise-en-œuvre de systèmes de production agro-sylvo-pastoraux

210. **Objectifs.** L'objectif de ce volet est d'améliorer la production sur les bassins versants en mettant en œuvre des systèmes sylvo-agro-pastoraux adaptés.

211. **Justification.** Les systèmes de culture mis en œuvre sur les parcelles situées en amont des marais dans les bassins versants sont complexes puisqu'ils sont constitués d'une juxtaposition d'associations et de cultures vivrières (maïs, pomme de terre, haricot). Les contraintes principales restent le niveau peu élevé de la fertilité des sols et l'érosion due à la forte pente et à la dégradation avancée du couvert végétal. Les exploitations sont peu intégrées dans l'économie monétaire puisque la plus grande partie de la production est autoconsommée et que le surplus commercialisable reste limité. De plus, l'incidence de la malnutrition reste élevée et est dû au déficit en protéines animales.

212. **Description.** Les activités à réaliser dans le cadre de la mise-en-œuvre de ce volet consistent à: (i) cibler et sensibiliser les bénéficiaires à l'installation de haies vives, de cultures fourragères et à la nécessité de construire des étables, (ii) instaurer et renforcer la chaîne de solidarité communautaire bovine, (iii) assurer un suivi de la CSCB et renforcer les

capacités techniques des membres des groupes d'élevage, (iv) appuyer le développement des cultures vivrières, (v) réaliser une étude sur les systèmes et calendriers alimentaires en relation avec la performance des ateliers d'élevage bovins et (vi) aménager les bassins versants.

213. **Modalités de mise-en-œuvre.** La technique des fossés en courbe de niveau sera utilisée en priorité pour l'aménagement des piémonts des bassins versants en amont des nouveaux marais à aménager mais en combinaison avec le volet développement de la CSCB, de nouvelles techniques seront expérimentées comme le cordon de Pennisetum. Les aménagements des bassins versants seront financés par le Gouvernement dans le cadre du programme national d'aménagements des bassins versants mais exécuté selon la modalité nourriture contre travail financé par le PAM. De manière plus spécifique, en ce qui concerne l'aménagement des Bassins versants, il s'agit: (i) d'identifier les bénéficiaires de l'aménagement de marais en aval et de relier la surface de bassin versant à aménager à la participation aux autres actions du projet (CEP, acquisition d'engrais par le biais des coopératives) et, (iii) d'initier les membres des groupements de pépiniéristes à la production de semences de Calliandra sp. sur leurs exploitations pour leur permettre d'installer des haies vives autour d'autres parcelles et de ce fait, de produire suffisamment de fourrages pour couvrir le croît du troupeau bovin. La production de plantes fourragères, de plants fruitiers, de rejets de bananes par les groupements de pépiniéristes, dans les exploitations qui disposent de superficies sont appréciables et pourrait constituer un nouveau métier rural. L'équipe du projet et d'ACORD pourraient approfondir la réflexion autour de l'ouverture des pépinières aux producteurs appartenant aux catégories 1 et 2.

214. Le ciblage des bénéficiaires sera réalisé par ACORD et validé techniquement par l'équipe du projet PARSE. Une formation de pré-réception des kits bovins sera dispensée aux bénéficiaires. Chaque bénéficiaire, membre également d'un groupement de pépiniéristes ou non, sera appuyé par l'équipe du projet pour acquérir des semences de Mucuna (1 kg), des boutures de Pennisetum (4 000), des plants de Calliandra sp (1 500) et 6 sacs de ciments. L'équipe du PARSE effectuera une mission de sélection du cheptel en Ouganda et sera responsable de le réceptionner et de le dédouaner. La poursuite de la CSB sera centrée sur les collines préalablement ciblées dans les deux nouvelles provinces (Kanyanza et Cibitoke) et pourra concerner les collines faisant partie des bassins versants des marais identifiés pour l'aménagement de 2014 et dont les kits n'étaient pas initialement prévus. Elle sera réalisée en procédant à la correction de certaines faiblesses observées au cours de la première phase du projet (amélioration du ratio taureau géniteurs - femelles, révision du contrat de remboursement du ciment et amélioration des stratégies de remboursement, appui aux kits et suivi sanitaires pour atténuer le risque de mortalité liée au stress du transport). Un taureau est prévu pour 10 vaches laitières.

215. Au total, 594 bovins seront attribués aux bénéficiaires sélectionnés selon les modalités suivantes: (i) les bénéficiaires devront commencer à rembourser la progéniture (1) aussi rapidement que possible même si les sacs de ciment ne sont pas complètement remboursés, (ii) dans le cas où la progéniture est un veau, il sera possible de le vendre et d'acheter une velle à attribuer au bénéficiaire de seconde génération, (iii) est-il possible de prévoir un remboursement des sacs de ciment en nature (lait ?) à verser aux collectivités

locales (écoles et dispensaires?), (iv) des conventions seront élaborées et signées avec les bénéficiaires, (v) 110 Ecoles Champs Paysans (CEP) seront établies autour des thèmes de l'alimentation des élevages bovins, la santé animale, la reproduction, (vi) des visites d'échange seront, également, organisées, (vii) le suivi de la CSCB, notamment, le suivi du remboursement des animaux et du ciment sera réalisé par l'équipe du projet PARSE sous la forme d'une sous-traitance et, (viii) une étude d'analyse des systèmes d'alimentation des bovins en relation avec la performance. La formation à travers les CEP touchera tous les bénéficiaires directs (3 600). Ainsi, 120 CEP (30 participants par CEP) seront organisés. Ils aborderont les formations initiales (construction des logis, techniques de conduite et d'alimentation, de suivi vétérinaires de base). Ils devront par la suite concerner les thèmes visant à la consolidation de la CSCB: étant donné qu'un faible %⁹ des ménages bénéficiaires disposent des légumineuses fourragères en quantité insuffisante, le PARSE devra encore appuyer les ménages bénéficiaires à l'intensification des légumineuses fourragères par octroi des semences de *Mucuna* sp. et des plants *Calliandra* sp. Il pourra explorer les stratégies de production des semences de *Calliandra* sp. par les bénéficiaires pour leur permettre d'être totalement autonomes. Aussi, la valorisation des résidus agricoles et les techniques de conservation du fourrages devront faire partie des formations à donner dans les CEF. Les participants dans les CEP devront être informés que l'augmentation des effectifs bovins par exploitations devra aller de pair avec l'augmentation de la production fourragère, des équipements d'élevage (pompes, abreuvoirs, haches paille etc.) et l'extension de l'étable. Parallèlement, les bénéficiaires des bovins seront sensibilisés sur les avantages d'entretien, d'achat des pompes et d'aspersion régulière de leurs animaux. Le PARSE devra poursuivre les actions visant à améliorer la commercialisation du lait au niveau des coopératives et leur approvisionnement en intrants zootechniques. Ayant constaté que certains bénéficiaires ne consomment pas le lait, la formation sur la technique de traite serait suivie de celles sur l'intérêt et la technique de consommation progressive du lait (le temps de s'habituer au goût et à l'odeur du lait ainsi que celui de produire les lactases, etc.) et sur les techniques de transformation familiale du lait (fabrication du yaourt, du beurre, du lait écrémé, etc.).

216. En ce qui concerne l'appui au développement des cultures vivrières, des CEP seront conduites sur la gestion intégrée de la fertilité des sols, sur les techniques de compostage et sur la comparaison de variétés de banane dans le but de renouveler le matériel végétal et d'adopter des variétés de banane à cuire et de banane fruit plus productives pour répondre à la demande existante dans les grandes villes. Des rejets de bananiers de variétés améliorées seront distribués aux producteurs par le biais des coopératives: ces dernières contracteront des crédits auprès des COOPEC membres de la FENACOBU où est logé le fonds de garantie et fourniront ces rejets à leurs membres. Des fossés en courbe de niveau seront creusés sur les pentes les plus faibles, sur le piémont en partenariat avec le PAM en utilisant la modalité Nourriture contre Travail. L'encadrement technique sera effectué par les techniciens d'ACORD.

⁹ Seulement 28% des bénéficiaires disposent du *Mucuna* Sp. et.

217. **Effets escomptés.** Il y aura augmentation du capital d'exploitation grâce à l'introduction des vaches laitières sur les exploitations, les bénéficiaires auront accès à un revenu monétaire grâce à la vente du lait, la disponibilité du fumier permettra de restaurer la fertilité du sol et d'augmenter la production de banane. Les nouvelles techniques d'embocagement ainsi que les fossés en courbe de niveau permettront de stabiliser les sols et de limiter les effets de l'érosion. Il y aura augmentation du cheptel au niveau du bassin versant grâce à cette modalité de remboursement de la progéniture (1 par bénéficiaire).

Augmentation durable et constante de la production de riz dans les marais

218. **Objectif.** L'objectif principal est d'augmenter la production de riz grâce à la diffusion du système de riziculture intensive.

219. **Justification.** Les marais à aménager ou à réhabiliter dans un premier temps présentent un potentiel pour la production du riz. Les variétés de riz utilisées, notamment, les variétés locales et les techniques de culture de riz utilisées ne permettent pas d'obtenir des rendements et une production élevés. Le riz est autant une culture vivrière qu'une culture de vente. Il existe un marché pour le riz car le Burundi est un pays importateur de riz.

220. **Description.** Les activités à mettre en œuvre consistent à: (i) renforcer les capacités des producteurs de riz et, (ii) d'appuyer la production de semences de qualité.

221. **Modalités de mise-en-œuvre.** Un dispositif de production de semences de base et commerciale est à mettre en place en collaboration avec l'ISABU et son Centre de Production de semences dans la Province de Gitega. Il s'agit d'une action pilote qui contribuerait à organiser la filière semencière au niveau local en attendant que le Gouvernement formule clairement sa politique semencière et que l'Office National de Certification des Semences soit opérationnel. Ce dispositif consiste en: (i) à apporter un appui technique aux groupements de producteurs semenciers pour la production de semence de base lors de la campagne 2014A, (ii) apporter un appui technique à d'autres groupements de producteurs pour la production de semences commerciales lors de la campagne 2014B, (iii) l'encadrement technique serait apporté par le technicien du centre de production de semences de l'ISABU en collaboration avec le Responsable de la sous composante Production végétale, (iv) le projet financerait les intrants, dont les semences de pré-base achetée à l'ISABU et rachèterait les semences de base et commerciales produites par les producteurs de semences et, (v) la même opération serait répétée en 2015 lors des saisons A et B. Une augmentation accrue des rendements de riz en utilisant les principes de la technique SRI ne sera possible que dans le cas où des techniques de gestion de l'eau, de gestion des déprédateurs (courtilières) et de gestion de la fertilité du sol sont introduites et diffusées au travers des CEP. 83 CEP seront consolidées dans les marais aménagés/réhabilités dans la première phase du projet et 27 CEP seront installées dans les zones de marais à aménager le plus rapidement possible, en utilisant le dispositif d'encadrement déjà en place. Les capacités des Comités de gestion des CEP dans leur rôle de pôle de vulgarisation des nouvelles techniques et variétés nécessitent d'être renforcées. Il est préconisé d'apporter un appui à coûts partagés pour l'achat des intrants, sachant que le personnel du projet continuera à assurer un suivi de ces Comités dans la deuxième phase du projet (à inclure dans le tableau de coûts).

222. **Effets escomptés.** Grâce aux aménagements de marais et à la diffusion du SRI, le rendement de riz va passer de 1 à 4 tonnes par hectare. Les capacités des comités de gestion des CEP seront renforcées, les producteurs seront capables d'utiliser les techniques de production de riz intensives en maîtrisant la gestion de l'eau à la parcelle et, les techniques de fertilisation.

Composante 2: Valorisation agricole et accès au marché

223. Le résultat à atteindre en mettant en œuvre cette composante 2 est d'améliorer l'accès des OP au marché avec des produits à plus grande valeur ajoutée.

Mise en place de coopératives facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivité des produits agricoles

224. **Objectifs.** L'objectif est de faciliter l'accès des OP au marché avec des produits à plus grande valeur ajoutée. Il s'agit de développer, en priorité, les activités de valorisation des produits de 2-3 filières le riz, certaines cultures vivrières (comme le maïs) et le lait en partenariat avec le PARSE. Les conditions optimales et réalistes de valorisation de ces produits devront être établies et des dispositifs mis en place pour en assurer la durabilité.

225. **Justification.** L'économie agricole est plus tournée vers l'autoconsommation dans les provinces ciblées et le niveau de revenu des ménages est bas. Suite à la mise-en-œuvre de la composante 1, et notamment à l'aménagement et la réhabilitation des marais et l'adoption du SRI, il y aura augmentation de la production de riz et du surplus à commercialiser. Il y a, donc, nécessité d'organiser la filière riz et de faciliter la mise en marché du surplus, dans un contexte où la production est très fragmentée, les infrastructures encore insuffisantes.

226. **Description.** Il s'agit de mettre en place des coopératives qui seront gérées de façon démocratique et transparente en facilitant l'accès des agriculteurs au marché et en améliorant la compétitivité des produits. Une étude sera réalisée pour analyser les conditions d'adhésion des producteurs aux coopératives sur la base des services qui leur sont proposés.

227. **Modalités de mise-en-œuvre.** La réalité du terrain montre qu'une coopérative par commune pourrait largement permettre d'assurer la mise en marché de tous les surplus de production des cultures de riz et de maïs. Le développement des activités des coopératives devrait contribuer à augmenter leur rentabilité. Ainsi aux 5 coopératives déjà fonctionnelles, s'ajouteraient au maximum quatre autres coopératives vivrières dans les deux nouvelles provinces ciblées (Cibitoke et Kayenza). Il y aura renforcement des capacités des coopératives dans le but de coordonner le développement des filières ciblées et dans l'objectif d'en améliorer la rentabilité et d'augmenter les retombées pour les membres.

228. L'assistance technique sera apportée aux coopératives par la CAPAD qui veillera à intégrer dans les fora provinciaux et nationaux un thème sur l'intégration de la concertation dans la valorisation. Les capacités des organes de gouvernance des coopératives seront renforcées dans le domaine de l'animation, de la gestion administrative et financière et, du renouvellement des organes. La CAPAD accompagnera la mise en place des organes de

gestion des coopératives et celle des textes statutaires, la création et l'enregistrement des nouvelles coopératives (combien ?) et les former à la gestion financière et administrative.

229. Les termes de la convention établie avec la CAPAD doivent être modifiés dans l'objectif d'établir des priorités à mettre en œuvre pour le renforcement des coopératives et un plan d'actions priorisées à partir du premier janvier 2014 devra être élaboré. Les termes de la convention avec la CAPAD sont d'autant plus importants que les coopératives créées sont devenues membres de la CAPAD et constituent des points de redistribution des engrais et que, de ce fait, la Confédération, continuera, à assurer le suivi des activités des coopérative même après la fin du projet. La mission propose: (i) de faire évoluer la convention d'activités à réaliser vers la précision de résultats à atteindre sur lesquels la CAPAD sera jugée, (ii) de mettre à profit l'expérience de CAPAD pour explorer des solutions permettant de favoriser la mise en marché du riz dans les conditions les plus favorables aux producteurs et, (iii) de responsabiliser la CAPAD dans la réalisation des études prévues et de profiter de important réseau d'appui pour mobiliser les meilleures expertises possibles.

230. Les conditions d'adhésion des producteurs de riz aux coopératives créées doivent être analysées dans le but d'améliorer les services proposés aux producteurs. D'autre part, il s'agit de développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (vente groupées, accès aux intrants, formations des membres). Des séances de sensibilisation seront organisées autour des activités réalisées et à réaliser permettant entre autre l'accès aux engrais subventionnés et des services potentiels à proposer par les coopératives.

231. De plus, les membres des organes exécutifs des 4 coopératives déjà constituées et des 5 nouvelles bénéficieront de formations ou de recyclage en planification, élaboration de plan d'actions, gestion de stock, rentabilité, suivi et évaluation. Les membres des coopératives seront formés à la négociation et dans ce cadre, des fora et visites d'échange seront organisés.

232. 3 autres magasins seront construits, le projet émettra une non objection pour l'utilisation des décortiqueuses déjà en place dans les 4 coopératives constituées et le projet facilitera l'accès de deux autres coopératives à des décortiqueuses (Kayenza).

233. Le modèle des décortiqueuses commandées a été choisi par les membres des coopératives en analysant le fonctionnement et l'efficacité des différents modèles présents sur le marché¹⁰ et la différence de coûts avec les autres modèles (capacité moindre) disponibles sur le marché national. Les études de rentabilité ont mis en évidence qu'il est possible de rentabiliser l'équipement à la 5ème année.

234. Le problème de surdimensionnement des unités de décortique devrait être levé en, également, utilisant l'équipement pour l'égrenage du maïs, moyennant l'achat d'accessoires complémentaires: il semblerait que le surplus de maïs disponible et l'état de la demande faciliterait les ventes groupées.

¹⁰ Le taux de brisures plus faible et rendement au décortique plus élevé avec le modèle acheté.

235. En ce qui concerne les pistes, il s'agit de renforcer davantage les capacités du comité d'entretien des ouvrages afin que certains de ses membres arrivent à établir des devis estimatifs de réparation et, de s'assurer, lors de l'approbation des plans d'exécution des hangars de stockage que le contreventement horizontal au niveau de la toiture est prévu et veiller à son application.

236. 246. Les membres des Comités exécutifs des nouvelles coopératives à créer bénéficieront de formations spécifiques en gestion et entretien des magasins et des unités de transformation et ceux des coopératives déjà créées de sessions de recyclage, notamment en warrantage. Des contrats de gestion des unités de transformation seront établis entre les coopératives et des opérateurs privés et un suivi de ces contrats de gestion.

237. **Effets escomptés.** Grâce au renforcement des capacités et aux mécanismes facilitant l'accès au crédit, il y aura augmentation des opérations de warrantage, des quantités d'engrais utilisées, notamment, par les membres des coopératives. C'est un effet important du projet qui pourrait s'amplifier. La mise en service des quatre décortiqueuses permettrait d'utiliser les sous-produits du décortilage pour l'alimentation du bétail et d'identifier les conditions d'une exploitation rentable à mettre en place au préalable pour les unités de transformation dans les provinces de Cibitoke et de Kayanza.

Facilitation de l'accès au financement

252. **Objectifs.** L'objectif est de faciliter l'accès des producteurs au financement par le biais des coopératives.

253. **Justification.** L'accès au crédit est encore limité, notamment les crédits pour l'approvisionnement en intrants et pour le stockage.

254. **Description.** Il s'agit d'assurer le financement des coopératives et des groupes de caution solidaires à travers des mécanismes de garanties placés auprès des IMF. Il sera nécessaire de poursuivre le développement de nouveaux produits financiers répondants aux besoins des producteurs pour financer le paiement complémentaire des commandes groupées d'intrants et d'accompagner les coopératives et les IMF pour arriver à des procédures simplifiées et rapides d'accès au financement.

255. **Modalités de mise-en-œuvre.** Les activités de valorisation devraient se concentrer en priorité sur l'augmentation des mobilisations de financement à travers les COOPEC pour financer les activités d'approvisionnement en intrants et de commercialisation. Il s'agit d'augmenter les volumes des crédits, développer un produit financier bien adapté au financement partiel de l'acquisition des engrais subventionné du MINAGRIE et de prévoir des formations complémentaires pour en assurer l'efficacité et la durabilité. Le projet veillera à faciliter l'accès des coopératives aux financements grâce à la mise en place du fonds de garantie à la FENACOBU. Par le biais de la convention signée, la FENACOBU mettra à la disposition du projet des agents de micro-finance chargés de sensibiliser les coopératives aux produits financiers existants, de les appuyer pour instruire les demandes de crédit et de suivre le recouvrement des crédits. Le projet apportera un appui aux coopératives pour qu'elles puissent accéder aux engrais subventionnés par le

Gouvernement selon les modalités suivantes: (i) les coopératives centraliseraient les besoins de leurs membres, (ii) les producteurs verseraient la première avance de 5000 FBU/sac à la Poste, (iii) les coopératives paieraient le solde grâce à un crédit intrants obtenus auprès des COOPECs, membres de la FENACOBUR.

256. **Effets escomptés.** Le développement de nouveaux produits, notamment pour le financement, par l'intermédiaire de l'accès des coopératives au crédit pour financer une partie des besoins en engrais de ses membres, pourrait amener un volume de crédit plus important et un regain d'intérêt des producteurs pour les coopératives.

Composante 3: Facilitation et coordination du projet

257. **Le résultat à atteindre suite à la mise-en-œuvre de la composante 3 est de renforcer les capacités des structures locales et de mettre en place une Unité de Facilitation et de Coordination performante.** La fonction de l'UFC restera centralisée, comme dans le passé, sur les activités de gestion administrative, comptable et financière du projet ainsi que sur le suivi des conventions et contrats, la planification et le suivi-évaluation. Il y a lieu cependant que cette fonction soit maintenue en termes de coûts dans la marge admissible imposée par le bailleur et dans le cadre des disponibilités budgétaires existantes à la date de la RMP.

Renforcement des capacités des structures locales

258. **Objectifs.** L'objectif est de renforcer les capacités des structures locales garantes dans le futur de la durabilité des effets du projet.

259. **Justification.** Les administrations communales par le biais des CDC et CCDC sont les structures locales qui supervisent la mise en place de la CSCB, l'aménagement et la réhabilitation des marais. Ces structures locales seront les garantes de la durabilité des effets du projet après son achèvement.

260. **Description.** Les actions à mettre en œuvre consistent à: (i) renforcer les capacités des institutions locales dans la planification et la coordination modalités de mise-en-œuvre dans le but de participer au développement et, (ii) garantir les droits sur le foncier en renforçant les capacités des services fonciers communaux dans le but de réduire les conflits fonciers.

261. **Modalités de mise-en-œuvre.** Les 61 CDC et CCDC bénéficieront de formations dans: (i) la planification, le suivi de la mise-en-œuvre et la gestion des infrastructures et (ii) la conduite des Assemblées Générales (AG), du ciblage participatif, et le suivi-évaluation de la CSCB. Les techniciens de ACORD seront formés avant de dispenser des formations aux CDC et CCDC. Des visites d'échange seront aussi réalisées au Burundi et au Rwanda sur les mêmes thèmes de formation. La promotion de partage des responsabilités au sein des CDC bien que constituant un réel progrès, devra être affinée et mise en perspective du développement communal. Il serait opportun d'amorcer dès à présent l'évolution des textes sur la décentralisation vers un renforcement accru des capacités des communes et un renforcement des compétences et des ressources

transférées. Les communes soutenues par les projets du FIDA devraient mieux s'inscrire dans la dynamique générale de performances sanctionnées chaque année par l'Etat du Burundi. Les représentants des CDC appuyés par les projets du FIDA, avec un renforcement de leurs capacités de leadership devraient jouer un rôle visible dans ce sens au sein des CCDC.

262. Les services techniques et l'administration communaux bénéficieront, également, de formations dans le domaine du ciblage, de suivi de la mise-en-œuvre, et de la pérennisation des actions de développement communautaire. De manière plus spécifique, les services techniques communaux bénéficieront de formations dans le domaine de l'évaluation de la CSCB et les ACSA et moniteurs collinaires en techniques de vulgarisation. En plus de son implication dans la formation, ACORD sera responsable de l'animation et de la mise en cohérence des interventions en organisant des ateliers d'échange d'expérience entre les différents projets du FIDA (PARSE, PAIVA-B, PRODEFI), en essayant de capitaliser et de mettre en synergie les expériences des différents projets en termes de sensibilisation, animation et développement communautaire et en documentant les innovations et les meilleures pratiques. Les termes de la convention établie avec ACORD devront être modifiés et une personne responsable de la mise-en-œuvre de la sous composante "Renforcement des Capacités" dans le PAIVA-B sera désignée. L'actuel responsable de la sous composante "Renforcement des Capacités", pourra se consacrer pleinement à la coordination des activités relatives au développement communautaire dans tous les projets FIDA, mettre en cohérence les approches et les méthodologies de ciblage, animer la capitalisation des expériences acquises, documenter et diffuser les innovations et les meilleures pratiques et, élaborer des supports de communication en direction du public (multimedia, brochures sur les acquis du projet, fiches techniques). Son salaire serait pris en charge à proportion égale par le PAIVA-B et le PRODEFI.

263. En plus du renforcement des capacités de CDC et CCDC, 3440 personnes parmi la population collinaire seront alphabétisées par le CDF qui sera, également, chargé d'animer les groupes de caution solidaire. Les CDFC améliorent au fil des temps leurs performances et gagneraient à initier l'harmonisation des différentes approches initiées dans les différents projets du FIDA, cela permettra de mieux lisser les disparités observées dans les performances. Il n'est pas utopique de travailler, si les ressources le permettent, vers la réalisation de deux sessions d'alphabétisation par an.

264. La chaîne de solidarité caprine a montré qu'elle ne pouvait pas avoir d'impact significatif sur l'amélioration des conditions de vie des catégories 1 et 2. Les groupes de caution solidaire en relation avec les IMF permettront aux plus dynamiques de ces deux groupes de développer des ateliers d'élevage caprin. Les résultats obtenus par le PTRPC et le PRODEFI dans cette option, devrait permettre d'amorcer cette réorientation sans risques majeurs.

265. Les services rendus par le service foncier devraient être complétés par une activité de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'endroit des CDC et des CCR de toute la commune et en particulier de ceux des collines les plus éloignées dans le but de présenter les services fournis et de les informer de la procédure à suivre pour l'obtention des certificats fonciers. Des services fonciers seront ouverts dans 4 nouvelles communes et un appui au

fonctionnement sera apporté par le projet à 9 services fonciers au total (4 services fonciers nouveaux pendant deux années successives, et 5 anciens services fonciers pendant 1 à 2 ans). Les personnels des services fonciers bénéficieront de sessions de formation dans les domaines techniques (utilisation du matériel topographique), à l'utilisation de l'outil informatique et du GPS, ou plus général. Les autorités communales seront, également, initiées à la gestion foncière décentralisée et y compris, l'auto-évaluation.

Effets escomptés. La capacité des structures locales seront renforcées et elles seront en mesure de garantir la durabilité des effets du projet. Des certificats fonciers seront délivrés dans les communes ciblées.

Coordination du projet

266. L'objectif est d'assurer la gestion et la coordination du projet de manière performante au niveau technique, administratif et financier et de procéder à la clôture du projet en conformité avec les dispositions de l'accord de don. D'une manière générale, les arrangements institutionnels et de pilotage du projet se sont révélés efficaces. Les aspects fiduciaires et de gestion administrative, financière et comptable du projet ont été très bien maîtrisés par l'UFC et sont conformes aux directives du bailleur et du Gouvernement. Ce qui justifie de reconduire le même dispositif de gestion administrative, financière et comptable dans la deuxième phase du projet.

267. **Personnel du projet.** Il y a lieu de procéder à un aménagement des services de l'UFC tenant compte de la stratégie convenue et des financements disponibles pour la seconde phase du projet. Le Personnel de l'UFC fera l'objet d'un plan de démobilisation à court terme et sur les deux années à venir basé sur les exigences de réalisation des activités prévues dans les composantes techniques sur la deuxième partie du projet. Les coûts de ce personnel devront être sensiblement revus à la baisse par rapport aux années précédentes tenant compte des ressources disponibles restantes sur le Don FIDA, à l'exclusion de toute autre hypothèse. En particulier, le taux de frais généraux (salaires et frais d'entretien et de fonctionnement) ne devra pas excéder le pourcentage maximum admissible de 10% du total des ressources de financement (revues à la hausse en intégrant les contributions réelles du Gouvernement du Burundi). Il s'agit de procéder à une réorganisation des services relatifs aux composantes techniques en fonction du volume et du redéploiement des activités c'est-à-dire: (i) entériner le transfert du chef d'antenne de Gitega et de Karusi vers le PRODEFI, (ii) entériner le transfert du vétérinaire de Gitega vers le PARSE et dont le coût sera pris en charge au travers de la convention PAIVA-B/PARSE et, (iii) redéploier trois des huit chauffeurs selon le nombre de véhicules à inclure dans le pool à constituer qui sera géré par le coordinateur du projet. La RMP suggère que les chauffeurs déployés conservent un emploi et soient affectés au pool à constituer pour les prestataires de services (ACORD et CAPAD) qui les prendraient désormais à charge. Un budget est prévu dans le tableau de coûts correspondant à 3 postes permanents pour les responsables de composantes (3) aménagement, intensification et valorisation pour les années 2014 et 2015. **L'aménagement des services de l'UFC sera complété lors de la mission de préparation de l'extension du projet suite à l'augmentation du financement du projet.**

268. La coordination du projet a la latitude de reconduire le contrat de l'actuelle responsable de la composante Appui à la Valorisation agricole ou d'interrompre son contrat et de recruter un autre expert. La nécessité de maintenir ce poste est dictée par le fait que la production de riz va augmenter dans la deuxième phase du projet et que la transformation/valorisation du riz devra être développée. Cependant, compte tenu du manque d'expérience et d'expertise dans le domaine de la transformation/valorisation, la mission recommande de recruter un consultant international pour une durée de 2 mois spécialisé en valorisation des produits agricoles/chaînes de valeur. Le poste de Responsable Administratif et Financier sera maintenu jusqu'à la fin 2015. Le RAF préparera les dernières conventions à établir avec les prestataires de service (ACORD, CAPAD, FENACOBUR, Consultants CEP et services fonciers) à la fin de 2014. Compte tenu du ralentissement des activités, l'UFC se contentera d'effectuer les opérations comptables de routine en 2015 et lors du premier semestre 2016.

269. **Formation du Personnel, ateliers d'échange d'expérience.** La formation des membres de l'UFC durant la seconde phase du projet se limitera à la formation du personnel comptable et financier dans la nouvelle version du logiciel TOMPRO en Janvier 2014. Cependant, la coordination bénéficiera d'une formation en cycle de projet et en valorisation des filières agricoles et le personnel du l'USE d'une formation en SIG. La participation de deux personnes par année et en alternance à l'atelier régional du FIDA est, également, prévue.

270. **Equipements et Véhicules.** Les acquisitions en matériel et équipements de bureau ne sont plus admises dans la seconde partie du projet, sauf en cas de force majeure. De plus, le véhicule du chef d'antenne de Gitega et de Karusi, transféré au PRODEFI, doit remis au Ministère des Finances en tant qu'ancien patrimoine du PRDMR. Les 3 véhicules d'ACORD et un autre véhicule seront mis en pool au profit des prestataires de service pour ne conserver qu'un seul véhicule à l'UFC. Sera conservé un pool de 4 véhicules pour tous les services auquel s'ajoute celui du Coordinateur soit au total 5 véhicules. L'utilisation des véhicules sera programmée chaque mois selon l'avancement des activités sur le terrain. La priorité sera donnée aux Chefs de composantes techniques, chargés du suivi de la mise-en-œuvre des activités sur le terrain. Comme la mise-en-œuvre des activités sur le terrain continuera à être assurée par les partenaires et prestataires de services, le projet continuera, au travers des conventions et des contrats, à prendre en charge les coûts d'entretien et de réparation des véhicules et des motos utilisés mais les coûts devront être imputés sur la catégorie des prestataires de services. Il est, cependant, recommandé d'éviter tout double emploi dans ce domaine et qu'une attention spéciale soit apportée aux coûts salariaux de certains membres du personnel des prestataires de services qui jouissent d'indemnités de déplacement.

271. **L'Assistance Technique Internationale et Nationale.** Les coûts relatifs à l'assistance technique nationale, s'ils s'avèrent nécessaires, ne seront plus imputés à la composante 3 mais à la composante technique à laquelle ils se rapportent, à l'exception des prestations des agents de saisie du SE et de celle à l'appui à la valorisation agricole. Quels qu'ils soient, ces coûts seront l'objet d'une attention particulière et soumis désormais à la non objection du FIDA quel que soit leur montant. Il en est de même de l'assistance technique

internationale dont les dépenses seront dûment programmées dans le PTBA et soumis à la NO du FIDA quel que leur montant. Cependant, il est prévu, dans la deuxième phase du projet, une mission d'assistance technique nationale ou internationale dans le domaine de la valorisation des produits agricoles.

272. **Coûts non prévus dans le COSTAB.** Les coûts et frais inhérents à la CAP-FIDA et à toute autre activité non prévue dans le RPE et dans la seconde partie du projet ne seront plus pris en charge par le PAIVA-B et imputés sur la composante relative à l'UFC.

273. **Gestion fiduciaire.** La RMP est satisfaite d'une manière générale du traitement des aspects fiduciaires par le projet à l'exception toutefois d'une entorse qui a été commise sur le plan du contrôle et audit interne pour le paiement de certains coûts en province. Dans l'avenir, pour autant que faire se peut, tous les paiements de fournisseurs et autres partenaires de projet doivent se faire au moyen de virements ou de chèques en évitant le cash ou le paiement via des chèques personnels à des membres du personnel du projet. A cette fin, des comptes bancaires d'opération seront ouverts sur lequel des pouvoirs de signature sont attribués conjointement au coordonnateur, au Responsable Administratif et Financier (RAF), et à des personnes basées en province, membres de l'UFC. Une autre solution consisterait à remettre la responsabilité de ces paiements aux partenaires tels qu'ACORD ou la CAPAD.

274. **Audit interne.** Le PAIVA-B devra bénéficier d'un audit interne en dehors de l'audit régulier par un auditeur externe comme tous les projets FIDA, conformément à la recommandation d'une mission d'appui des services financiers du FIDA du bureau de Nairobi en septembre 2013.

275. **Audit externe.** Moyennant une appréciation satisfaisante de ses prestations, l'actuel auditeur externe, le mandat de la société SOGES peut être reconduit pendant quatre exercices sans nouvel appel d'offres. Une plus grande partie, cependant, de ses prestations doit viser le contrôle et la régularité des opérations menées par les partenaires (spécialement mais non limitativement, la CAPAD et ACORD).

276. **Opérations de fin de projet.** Ces opérations devront être planifiées avec précision afin qu'elles s'insèrent harmonieusement dans la période située entre la fin d'achèvement du projet et la clôture du projet. Après cette date, en effet, aucune dépense de quelle que nature que ce soit ne pourrait être considérée comme éligible au titre du Don FIDA. Ces opérations feront l'objet d'un plan de clôture détaillé et valorisé sur base du tableau des coûts pour la période 2013-2016 élaboré par la RMP et inséré dans ce rapport. Les activités de terrain devront être transférées progressivement.

277. **Effets escomptés.** Les capacités des CDC et CCDC seront renforcées et ils seront, de ce fait, les garants de la durabilité des effets du projet, notamment en continuant à suivre la CSCB, même après la clôture du projet. Les CDC et les CCDC constitueront, également, l'interface avec les autorités communales en ce qui concerne le mécanisme à mettre en place pour l'entretien des aménagements. Un plan de démobilisation sera élaboré et mis en œuvre au fur et à mesure que le projet se rapprochera de sa clôture. L'expérience acquise par le projet sera capitalisée et des supports de communication seront élaborés. Le

nombre de personnes alphabétisées va augmenter dans les communes ciblées et faciliter le suivi des CSCB et des Activités Génératrices de Revenu à développer.

Système de Suivi-Evaluation

278. **Objectifs.** L'objectif est d'améliorer la performance du système de suivi-évaluation en place pour qu'il joue son rôle d'outil d'aide à la décision.

279. **Justification.** Le système de SE mis en place se limite à un suivi des réalisations physiques. Il n'y a pas à proprement parler de système d'évaluation bien que l'USE informe de manière régulière les indicateurs SYGRI parmi lesquels figurent des indicateurs d'effets et d'impact. Les indicateurs de suivi des réalisations sont nombreux et nécessitent un effort d'agrégation par commune (au moins). La visibilité des réalisations en serait grandement améliorée au niveau des communes et de l'ensemble du projet.

280. **Description.** Il s'agit: (i) d'adopter une Base de Donnée Unifiée (BDU) qui centraliserait les Données et, (ii) de faciliter l'accès de la BDU, y compris sur internet, à tout le personnel de l'UFC, notamment, au coordinateur et responsables des Composantes, ainsi que les partenaires sur le terrain.

281. **Modalités de mise-en-œuvre.** De manière plus spécifique, il s'agit de: (i) concevoir un Tableau de Bord d'Evaluation du Projet (TEVAL) qui reprendrait un certain nombre d'indicateurs du Cadre logique et permettrait de mesurer les effets du projet en temps réel. Le TEVAL devra être généré automatiquement par la BDU. L'accès au TEVAL devra être possible à tout moment par exemple par une connexion sur internet ou par bulletin d'indicateur qui pourrait être mensuel, (ii) d'intégrer les objectifs en termes de prévisions et de résultats de réalisation dans la BDU et dans le TEVAL. La confrontation entre réalisations et objectifs permettra de renforcer la dimension Evaluation de l'USE qui reste faible, (iii) d'établir des cartes pour localiser les réalisations. Cet outil pourrait s'avérer très utile dans la prise de décision à côté du TEVAL, (iv) de présenter les résultats du système de suivi et Evaluation de manière plus systématique au personnel de l'UFC du projet et aux autres acteurs impliqués dans la réalisation des activités du projet, (v) de relier les Réalisations Physiques (incluant le pourcentage de réalisations) et Financières RPF (pourcentage du budget dépensé par rapport à ce qui est prévu pour l'activité) en mettant en place un dispositif codifié liant la facturation aux activités (Code spécifique ligne budgétaire, Code pour l'activité et cadre logique). Ce tableau RPF est alimenté de manière automatique des rapports TEVAL et Comptables.

282. **Effets escomptés.** Le tableau de bord permettra d'identifier et d'anticiper tout problème technique ou budgétaire de manière rapide et en temps réel.

IX. Coûts du projet dans sa deuxième phase (2013-2016): global et par composantes

283. Les coûts du projet ont été définis selon une approche participative impliquant l'équipe de la RMP, l'UFC du projet ainsi que les principaux prestataires de services dont ACORD et CAPAD. L'approche adoptée étant de partir des besoins de consolidation des acquis tout en gardant en perspective les réalisations des objectifs spécifiques initiaux du

projet. La première étape a consisté à une révision du Cadre Logique qui a été mis à niveau conformément aux directives du FIDA qui préconise l'adoption de la Gestion Axée sur les Résultats (RBM). Cette démarche a permis d'estimer le montant des investissements et d'identifier les coûts récurrents par activité et par résultat attendu.

284. Le tableau 8 présente la répartition budgétaire entre les composantes du PAIVA-B pour la période 2013-2016.

Tableau 8: Répartition budgétaire entre les composantes du projet PAIVA-B pour 2013-2016

Composantes du projet	Résultats de niveau 2	Montant (EUR)	Pourcentage
C1. Amélioration du capital productif des marais et des bassins versants	Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues	3 426 418	58%
C2. Amélioration de la Valorisation de la production agricole et de l'accès au marché	L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée	532 250	9%
C3. La Coordination du projet (incluant le renforcement de capacité des institutions des bénéficiaires)	Les capacités des Structures Locales sont renforcées et la Coordination du projet est performante	1 898 438	33%
TOTAL		6 488 437	100%

285. Les fonds FIDA disponibles au 31 octobre 2013 s'élèvent à 5 888 437 EUR (91% du budget restant), s'ajoute à cela la contribution du Gouvernement du Burundi 600 000 EUR (9% du budget restant). La répartition budgétaire par Résultat de niveau 2 montre que l'essentiel du budget est consacré à la Composante 1 visant à augmenter le capital productif des zones d'intervention (57% du budget restant), suivi de la Composante 3 assurant la bonne coordination du projet et le renforcement des capacités des institutions paysannes (34% du budget), et enfin, la valorisations vient en dernière position avec 9% du budget.

286. Une analyse plus poussée des coûts montre que trois des Résultats de niveau 2 prédominent (69% du budget). En effet, (i) 30% des investissements sont consacrés à l'accroissement durable de la productivité des marais et des BV par la mise en place de systèmes agro-sylvo-pastoraux; (ii) l'amélioration de la gestion de l'eau dans les marais rizicoles accapare 20% des investissements; et enfin, (iii) la coordination et facilitation du projet représente 19% des coûts. Il faut cependant préciser que les coûts d'Assistance techniques et de formation sont également compris dans ce dernier.

287. Les détails des répartitions budgétaires par composante sont explicités dans le tableau 9.

Tableau 9: Répartitions budgétaires par composante

PAIVA-B													
Répartition des Coûts 2013-2016 à Mi-Parcours													
USD 1 = FBU 1670													
Répartition des Coûts 2013-2016 à Mi-Parcours													
Impact	Niveau 2	Composante 1 « Renforcement du capital productif »	Total Coûts (USD) actualisés avec contingences: inflation et physique					%	Total Coûts actualisés contingences: inflation et physique (LOCAL) FBU				
			2013	2014	2015	2016	Total		2013	2014	2015	2016	Total
Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention	Résultat Niveau 2	Composante 1 « Renforcement du capital productif »	47 474	2 594 216	1 215 808	92 730	3 950 228	58%	79 282 000	4 332 340 068	2 030 399 406	154 859 806	6 596 881 280
	Résultats de Niveau 1	Résultat R2.1 (Produit/Output)	-	8 732	1 056	1 183	10 971	0,2%	-	14 582 400	1 764 000	1 975 680	18 322 080
		Résultat R2.2 (Produit/Output)	9 947	932 341	283 630	27 955	1 253 873	18,5%	16 612 000	1 557 009 440	473 661 594	46 684 270	2 093 967 304
		Résultat R2.3 (Produit/Output)	23 544	1 414 863	738 439	39 697	2 216 542	32,7%	39 318 000	2 362 821 188	1 233 192 492	66 293 942	3 701 625 622
		Résultat R2.4 (Produit/Output)	13 983	238 280	192 683	23 896	468 842	6,9%	23 352 000	397 927 040	321 781 320	39 905 914	782 966 274
Résultat Niveau 2	Composante 2 « Valorisation agricole et accès aux marchés »	45 317	282 390	265 994	31 045	624 746	9%	75 680 200	471 591 744	444 209 904	51 844 415	1 043 326 263	
Résultats de Niveau 1	Résultat R2.1 (Produit/Output)	4 329	194 567	210 764	20 334	429 994	6,3%	7 230 000	324 926 400	351 976 392	33 957 032	718 089 824	
	Résultat R2.2 (Produit/Output)	40 988	87 824	55 230	10 711	194 752	2,9%	68 450 200	146 665 344	92 233 512	17 887 383	325 236 439	
Résultat Niveau 2	Composante 3 « Unité de facilitation et de coordination »	254 807	726 857	608 526	490 218	2 213 462	33%	425 528 000	1 213 851 200	1 016 238 265	818 664 557	3 474 282 023	
Résultats de Niveau 1	Résultat R3.1 (Produit/Output)	4 132	91 374	50 770	40 561	186 837	2,8%	6 900 000	152 594 400	84 785 400	67 737 600	312 017 400	
	Résultat R3.2 (Produit/Output)	-	234 477	160 254	-	374 731	5,5%	-	358 176 000	267 624 000	-	625 800 000	
	Résultat R3.3 (Produit/Output)	260 058	497 764	497 694	254 160	1 509 675	22,2%	434 296 400	831 266 592	831 148 343	424 446 497	2 521 157 831	
	Résultat R3.4 (Produit/Output)	30	3 561	42 895	95 733	142 219	2,1%	50 000	5 947 200	71 634 654	159 874 566	237 506 420	
Total du Budget disponible 2013-2016			347 599	3 603 463	2 090 328	613 993	6 788 437	100%	580 490 200	6 017 783 012	3 490 847 575	1 025 368 779	11 114 489 566
Source Financement FIDA			5 888 437					87%	9 833 689 798				
Contre partie Gouvernementale			600 000					9%	1 002 000 000				

288. Un financement additionnel est prévu pour couvrir la période 2016-2018 pour permettre au PAIVA-B de compléter la mise-en-œuvre des activités prévues dans le rapport de pré-évaluation. Ce financement s'élèvera à 17,5 millions de dollars des Etats Unis et sont des ressources du FIDA. Ce financement sera complété par 8.2 millions de dollars des Etats Unis pour intégrer au PAIVA-B une composante d'adaptation aux changements climatiques dans les provinces de Cibitoke et Bubanza. **L'utilisation de ces financements additionnels sera l'objet des missions de préparation en avril et mai 2014.**

X. Analyse économique et financière

289. L'Analyse Financière et Économique (AFE) des investissements a été réalisée sur la base des données de coûts et de bénéfices des activités financées par le projet. Les résultats sont issus de la combinaison des résultats atteints à Mi-Parcours en plus de ceux à venir dans la période restante du projet. La RMP s'est donc donné comme objectif de mettre à jour l'AFE en se référant aux résultats déjà réalisés et en calculant les bénéfices futurs de la période à venir.

290. Analyse des effets d'impact. Une double analyse a été menée: (i) une analyse de la rentabilité économique et financière (AFE) SANS prendre en compte les bénéfices générés par la banane; (ii) une AFE AVEC prise en compte des bénéfices générés par cette culture.

291. Le taux de référence¹¹. Il est basé sur les attentes et les politiques des bailleurs de fonds dont le FIDA. D'ordinaire, il est de 12% pour ce type de projet. Le niveau élevé de

¹¹ Inflation, imprévus et taxes. Lors de la formulation du projet (DT 7), les bases de calculs des coûts ont retenu les données ou hypothèses d'une inflation de 7% en monnaie locale. À titre de comparaison avec la période

l'inflation oscillant entre 8 et 18% annuellement (10,7% en moyenne annuelle pour les cinq dernières années) a conduit à des hypothèses conservatrices. Par ailleurs, la rémunération du capital par les banques commerciales varie de 8 à 24 % (une moyenne 16%). C'est ce qui explique que le taux de référence utilisé dans cette étude a été porté à 15%.

Coûts estimés du PAIVA-B

292. Coûts directs¹². Les coûts directs liés à la riziculture (aménagement et réhabilitation des marais, consolidation et aménagement des bassins versants) s'élèvent à 11,8 Millions de EUR ce qui représente 40% de l'investissement global du PAIVA-B. L'élevage et assimilé représentent 10 Millions de dollars soit 35% du budget du projet. Les contributions en nature des bénéficiaires et des partenaires techniques et financiers sont incluses dans ces montants.

Bénéfices de l'ensemble du projet

293. 294. Sécurité alimentaire et malnutrition. Le projet permet de hisser la production de riz, de lait, de viande et de banane de 8 000 Tonnes à 114 000 Tonnes par an, soit une augmentation d'environ 106 000 Tonnes par année (Viande: 460 T, Riz 7 956 T, Banane 77 717 T, Lait 20 249 T). Considérant qu'en 2012, le Burundi a produit 69 000 T de riz blanchi, le projet augmenterait la production annuelle nationale plus de 8,1%. Il permettrait également de réduire les importations annuelles officielles de riz qui était de 10 000 T en 2012 de plus de 56% (les quantités de riz importées de manière informelle n'étant pas considérées dans ce calcul).

Analyse Financière (AVEC et sans banane)

294. Hypothèse sans banane. L'analyse financière consiste en une analyse Coût-Bénéfice sur la base des investissements productifs des Composantes 1. Dans le calcul suivant, les bénéfices indirects générés par la banane n'ont pas été comptabilisés dans le taux de rentabilité. Une analyse similaire est faite dans le paragraphe V incluant les bénéfices indirects générés par la Banane.

écoulée, le taux moyen d'inflation des 5 dernières années (2009-2013) est de 10,7% annuellement ce qui représente une inflation cumulée de 50% depuis le démarrage du projet. Par ailleurs. Des provisions pour imprévus physiques étaient estimés à 1%, ce qui est insuffisant. Le taux d'imprévu utilisé a été augmenté à 1,8% du coût de base. Lors des calculs initiaux la TVA était de 17% alors que dans les faits elle est de 18% pour la plupart des biens achetés localement.

¹² La dévaluation de la monnaie nationale. Initialement, en 2009 on prévoyait un taux de change entre le FBU et le dollar américain de 1 200 FBU/EUR. Au niveau du taux de change, la formulation du projet n'a pas tenu compte de la dégradation du taux de change du Franc Burundais qui atteint 1553 FBU pour 1 EUR à la date du 30 novembre 2013. Cette dégradation représente une dévaluation cumulée de 29% sur la période écoulée, ce qui est relativement considérable, mais qui ne couvre que très partiellement l'inflation. Une donnée qui n'a pas été prise en compte dans la formulation du projet. C'est pour cette raison que le taux de change officiel adopté à la date de la RMP est 1 670 FBU/EUR, soit en prévision d'une dégradation moyenne de 2,2% annuelle pour les quatre prochaines années, ce qui représente une dégradation cumulée de 7,5%. Cette décision est prise conformément à la volonté de la Banque Centrale Du Burundi de freiner la dévaluation de la monétaire nationale, décision prise depuis avril 2013.

295. Les résultats de l'analyse financière sur une période de 20 ans à 15% de taux de référence du coût moyen du capital (discount rate ou taux d'actualisation) sont résumés dans le tableau suivant:

Tableau 10: Résultats de l'Analyse Financière et Économique du PAIVA-B (SANS Banane)

Rentabilité Financière SANS Banane		
	TRFI- IRR (%)	VAN-NPV (USD)
Le projet	28,5%	8 390 502
Attractivité Financière des Investissements Productifs		
RIZ (SRI)	31,2%	5 436 797
ÉLEVAGE	25,2%	2 953 705

(Actualisation en Novembre 2013)

296. Les résultats de l'analyse révèlent que les investissements du PAIVA-B au niveau de l'élevage et du développement (incluant la réhabilitation) des marais et des bassins versants sont financièrement rentables. Sur une période de 20 ans à 15% de taux de référence, les investissements productifs du projet atteignent une Valeur Actualisée Nette (VAN) estimée à 8,4 Millions de EUR et un Taux de Rentabilité Interne Financière (TRIF) globale de 28,5%.

297. Au niveau sectoriel, l'élevage est financièrement rentable avec un TRIF de 25,2% comparativement à 31,2% pour les activités de production de riz.

298. Les résultats de l'analyse révèlent que les investissements du PAIVA-B au niveau de l'élevage et l'aménagement (incluant la réhabilitation) des marais et des bassins versants sont financièrement rentables.

299. Sur une période de 20 ans à 15% de taux de référence, les investissements productifs du projet atteignent une VAN qui passe de 8,4 Millions de EUR à 21,2 Millions de EUR et un TRIF globale qui passe de 28,5% à 47,3%. Au niveau sectoriel, l'élevage est financièrement très rentable avec un TRIF qui passe de 25,2 % (situation avec projet sans Banane) à 71,6% (situation avec projet avec banane) comparativement à l'activité de production de riz qui reste inchangée à 31,2%. L'augmentation fulgurante du TRI s'explique par le fait que le projet n'a investi aucun montant spécifiquement pour le secteur de la banane, et pourtant c'est la spéculation qui présente le plus de bénéfices, faisant presque tripler les bénéfices financiers.

Analyse Économique (AVEC et sans banane)

300. La viabilité du projet est basée sur le Taux de Rentabilité économique (TRE) et sur la VAN des bénéfices additionnels relatifs aux coûts du projet dans les situations «SANS PROJET» et «AVEC PROJET». L'analyse économique est basée sur la période de 8 ans de mise-en-œuvre et sur les hypothèses additionnelles suivantes:

- a. La période d'évaluation des bénéfices nets est de 20 ans;
- b. Le taux de référence (coût du capital) utilisée est de 15%;
- c. Les prix sont calculés sur la base des principaux biens échangés sur le marché local (et non le prix à l'importation).

301. Activités hydro-agricoles. Les bénéfices des interventions hydro-agricoles sont estimés sur la base de l'hypothèse que le Gouvernement (incluant ses PTF) et les bénéficiaires (incluant les AUM etc.) vont financièrement et concrètement contribuer à maintenir les infrastructures hydro-agricoles au fil des années. Cela suppose que les bénéficiaires (producteurs) contribuent via un système efficace et adapté de redevances. Toutes les opérations de maintenance régulières et périodiques des réseaux (drainage et canalisations) devront être couvertes par ces acteurs.

Tableau 11: Résultats de l'analyse économique des investissements agricoles productifs (SANS Banane)

La Viabilité Économique Globale du projet		
	Taux de Rendement Économique TREI (ERR)	VAN-NPV (USD)
Le Projet AVEC Banane	55,6%	88 791 437
Le Projet SANS Banane	43,1%	48 546 820

302. Sur une période 20 ans à un taux de référence de 15%, l'analyse révèle que le projet est économiquement viable avec une VAN d'environ 48,5 Millions de \$ EU et un Taux de Rentabilité Économique (TRE) estimé à 43,1%.

303. Sur une période 20 ans à un taux de référence de 15%, l'analyse révèle que le projet est économiquement viable avec une VAN qui passe de 48,5 Millions de EUR (sans banane) à 88,8 Millions de EUR (avec banane) et un Taux de Rentabilité Économique (TRE) qui grimpe de 43,1% (sans Banane) à 55,6% (avec banane).

Effets économique quantitatifs additionnels

304. *Riziculture*. Les revenus annuels sont calculés sur la base de l'hypothèse de 2,4 productions faite sur 3 années de production. Il existe également du maïs et autres spéculations qui n'ont pas été pris en compte dans le revenu. Dans sa situation «sans

projet», on considère que les superficies de 1240 ha sont exploitées à 50% (soit 620 ha réellement exploitées) avec un rendement du riz de 1 T par ha. La situation «avec projet» prend en compte la réhabilitation des 1240 ha en plus de l'aménagement de nouvelles superficies (461 ha) portant le total des surfaces exploitées à 2 127 ha.

305. *Décortiqueuses.* Il existe 4 décortiqueuses achetées par le projet d'une capacité de 2T/heure (niveau théorique rarement atteint pour des raisons techniques et managériales) et qui ont été volontairement réduits à un niveau plus réaliste de 8 00 T par heure. Elles ne sont cependant pas encore utilisées pour plusieurs raisons techniques et managériales. Il est cependant attendu qu'elles puissent décortiquer 43% de la production totale «avec projet» soit environ 3 700 T par an.

306. *Élevage Bovin.* Le projet aura acheté et attribué 2 460 bovins d'ici la fin du projet. Cette activité génère 460 T de viande et 20 000 T de lait pour une valeur économique globale de 9,8 millions de EUR annuellement (prix du marché du lait local incluant les quantités autoconsommées). L'activité de l'élevage bovin génère en moyenne 875 EUR par tête. Il faut également ajouter des bienfaits économiques car l'activité constitue une source non négligeable de l'alimentation en l'autoconsommation de lait. Il génère environ 14 000 emplois (directs et indirects dont les ¾ sont non rémunérés).

Analyse de risque et de Sensibilité

307. La sensibilité du TRE du projet face aux deux variables suivantes ont été testées: (i) la perte de productivité des investissements productifs (mauvaise application du SRI, des techniques de production laitières, d'utilisation d'engrais etc.) et; (ii) l'augmentation des coûts des Opérations et Maintenance (O&M) causée par des bénéfices insuffisants pour couvrir les coûts de maintenance et un manque d'entretien des infrastructures par les bénéficiaires et le gouvernement.

Sensibilité à la productivité (avec et sans Banane)

308. Sensibilité face à la perte de productivité SANS Banane. Les résultats de l'analyse de sensibilité des bénéfices économiques montre que si une baisse de productivité de 71,5% due à certains facteurs internes ou externes au projet (pertes de récoltes, des mortalités élevées dans l'élevage, des problèmes phytosanitaires, mauvaises pratiques zootechniques, infrastructures mal entretenues), la viabilité économique globale du projet va chuter et avec un TRE qui chute de 43,1% à 14,9% et une VAN qui passe d'un bénéfice de 48 547 00 millions EUR à une perte de (106 154 EUR). Pour que le projet reste rentable toutes choses égales par ailleurs, le maximum de baisse de productivité des investissements productifs (Élevage, Riziculture) est de 71,5%; à cette réduction de taux de production, le TRE du projet passe de 43,1% à 15% et la VAN passe de 48 547 00 millions EUR à 9 227 EUR. Le projet reste économiquement viable.

Tableau 12 : Sensibilité du projet à la perte de productivité (limite de perte de productivité)			
Hypothèse de calcul du taux de la viabilité économique	Niveau de perte de productivité des activités productives	Taux de Rendement Économique Interne TREI (ERR)	Valeur Nette Actualisée VAN-NPV (USD)
Le Projet SANS Banane	-71,7 %	14,9%	(106 154)
Le Projet SANS Banane	-71,5 %	15,0%	9 227
Le Projet AVEC Banane	-79,5%	14,9%	(76 608)
Le Projet AVEC Banane	-79,4%	15,0%	20 209

309. *Sensibilité face à la perte de productivité AVEC Banane.* Les résultats de l'analyse de sensibilité des bénéfices économiques montre que si une baisse de productivité de 79,5 % due à certains facteurs internes ou externes au projet (pertes de récoltes, des mortalités élevées dans l'élevage, des problèmes phytosanitaires, mauvaises pratiques zootechniques, infrastructures mal entretenues), la viabilité économique globale du projet va chuter et avec un TRE qui chute de 43,1 % à 14.9% et une VAN qui passe d'un bénéfice de 48 547 00 millions EUR à une perte de (76 608 EUR). Pour que le projet reste rentable toutes choses égales par ailleurs, le maximum de baisse de productivité des investissements productifs (Élevage, Riziculture) est de 79,4% ; à cette réduction de taux de production, le TRE du projet passe de 43,1 % à 15% et la VAN passe de 48 547 00 millions EUR à 20 209 EUR.

310. En conclusion, la limite de la rentabilité est à une augmentation des coûts d'opération et de Maintenance de +77,3% produisant une VAN de 30 792 EUR. Au-delà de cette limite, le projet devient économiquement non rentable. Au final, le projet présente un TRE à FAIBLE¹³ Sensibilité face aux deux variables principales (O&M et chute de productivité des activités).

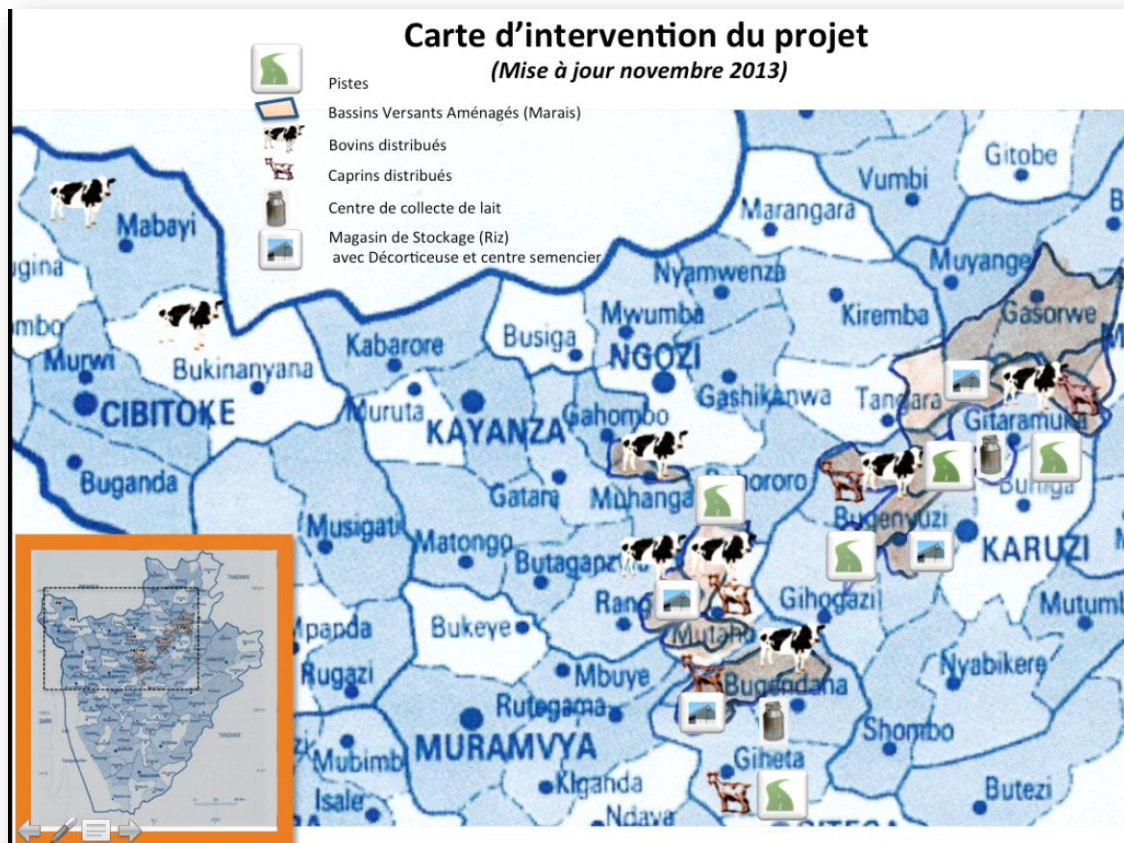
¹³ Sur une échelle de 5 niveaux: 1 – Faible sensibilité , 2 – Sensibilité faible à modérée, 3 - Sensibilité modérée, 4 - Sensibilité modérée à élevée, 5 - Sensibilité élevée.

REVUE A MI-PARCOURS DU PROJET D'APPUI A L'INTENSIFICATION ET A LA VALORISATION AGRICOLES DU BURUNDI

Appendice 1

Carte de localisation des réalisations du projet

Appendice 1 - Carte de localisation des réalisations du projet



REVUE A MI-PARCOURS DU PROJET D'APPUI A L'INTENSIFICATION ET A LA VALORISATION AGRICOLES DU BURUNDI

Appendice 2

Réalisations du projet

Appendice 2 - Réalisations du projet

Libellé	unité	Quantités Prévues	réalisations	taux de réalisation
Composante I: Renforcement et Protection du capital productif				
Sous composante 1.1: Aménagement du capital productif et sécurisation foncière				
Volet Aménagement/Réhabilitation marais				
Etude sur l'aménagement et réhabilitation marais	Ha	3,270	1,943	59
Aménagement	Ha	1,620	354	22
Réhabilitation		1,650	996	60
Volet Aménagement BV	Ha	30,000	16,854	56
Protection Bv avec l'appui du PAM	Ha		15,126	
Protection BV sans appui du PAM	Ha		1,728	
Fossés de ceinture	Km		952	
Production de plants	nbre	23,849,800	12,101,105	51
Mise en place de plants	nbre	23,849,800	9,731,519	41
Boisement communautaire	Ha	1,646	748	45
Volet Sécurisation foncière				
Livraison certificats fonciers	nbre	10,000	551	6
Sous composante 1.2: Intensification agricole				
Volet Production semences et plant				
Production semence	Kg	400,000	111,710	28
Semence des culture vivrière(haricot, maïs arachide)	Kg		1,210	
Semence de riz	Kg		110,500	
Distribution plants de manioc résistants à la mosaïque	unité		2,000	
Volet SRI et mise en valeur des marais aménagés				
Rendement	T/ha	3	4	123
Production additionnel du riz	Tonne	10,000	5,005	50
Taux d'adoption du SRI(moyenne)	%		58	
Volet Champs Ecole Paysan				
Nbre de CEP	nbre	160	44	28
Volet Chaîne de solidarité communautaire				
Distribution Bovins		3,600		46
Bénéficiaires directs	nbre		1,646	
Femmes	nbre		207	
Bénéficiaires de la chaîne	nbre		595	
Femmes	nbre		162	
Taux de croissance du cheptel	%		72	
Effectif actualisé des bovins	nbre		2,818	
Production du lait	litre	5,000	1,776,228	35,525
Quantité du lait commercialisé	%	40	58	
Distribution caprins				
Bénéficiaire direct	nbre		3,535	
Bénéficiaire de la chaîne	nbre		1,024	
Composante 2: Valorisation agricole et infrastructure rurale				
Sous composante Infrastructure				
Magasins de stockage	nbre	11	6	55
Aires de séchage	nbre		10	
Pistes	Km	100	51	51
Boutiques d'intrants	nbre	30	1	3
Sou Composante Valorisation				
Développement des filières				
Filières sélectionnées	nbre	6	10	167
Filières développées	nbre	6	2	33
Coopératives agricoles	nbre	60	5	8
Accès au crédit(fond pour octroi de crédits agricoles)	BIF	142,000,000	80,000,000	56
Warrantage				
Montant de crédit	BIF		8,167,302	
Nbre de bénéficiaire	nbre		228	
Femmes	nbre		62	
Taux de remboursement	%		100	
Caution solidaire dont les groupe de femmes				
Montant de crédit	BIF		84,665,800	
Nbre de bénéficiaire	nbre		429	
Femmes	nbre		105	
Taux de remboursement	%		76	
Appui à la valorisation agricole	BIF	1,695,300,000		2
Achat décortiqueuse	BIF		40,000,000	

Renforcement des capacités des structures communautaires et des bénéficiaires		6,000	11,744	196
AUM				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		747	
Femmes	<i>nbre</i>		279	
CDC				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		1,644	
Femmes	<i>nbre</i>		511	
Coopératives(formation et fora)				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		1,465	
Femmes	<i>nbre</i>		601	
Boutique d'intrants				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		350	
Femmes	<i>nbre</i>		72	
pépiniéristes				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		414	
Femmes	<i>nbre</i>		119	
sécurisation foncière				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		903	
Femmes	<i>nbre</i>		217	
SRI				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		1,426	
Femmes	<i>nbre</i>		693	
Multiplieurs semences				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		5	
Femmes	<i>nbre</i>		3	
CEP				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		124	
Femmes	<i>nbre</i>		40	
Elevage				
Nbre total de personnes formées	<i>nbre</i>		1,825	
Femmes	<i>nbre</i>		215	
Composante 3 facilitation et mise en œuvre du projet				
Sous composante facilitation				
Alphabétisation des adultes				
Nbre de personnes alphabétisées	<i>nbre</i>		2,841	
femmes	<i>nbre</i>		1,757	
Appui aux batwa				
Nbre de personnes appuyées	<i>nbre</i>		30	
Femmes	<i>nbre</i>		8	

REVUE A MI-PARCOURS DU PROJET D'APPUI A L'INTENSIFICATION ET A LA VALORISATION AGRICOLES DU BURUNDI

Appendice 3

Indicateurs SYGRI

Appendice 3 –Indicateurs SYGRI

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU

	Résultats	Unité	Fin de la période	31-déc		Cumulatif			Réalistaion des année précédente				Commentaires
			PTBA 2013	Réalisé	% de PTB A	Pré évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation	Réalisat ion 2010	Réalis ation2 011	Réalis ation 2012	Total	
Nombre de bénéficiaires	Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	10 000	8 107	81%	90 000	68 975	77%	5 000	22 997	32 871	60 868	Il s'agit de bénéficiaires des travaux de marais et de protection de BV car ces derniers participent en général dans toutes les activités du projet
		Homme	5 000	5 422	108%	nd	40 169		2 500	13 738	18 509	34 747	
		femme	5 000	2 685	54%	nd	28 804		2 500	9 257	14 362	26 119	
	Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	367	367	100%	934	832	89%	38	112	315	465	Il s'agit des Comités de développement communautaire CDC et CCDC, des AUM, AUP, Coopératives, comité de gestion des magasins ,groupe de caution solidaire

RAPPORT SYGRI AU 31 OCTOBRE 2013

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU																	
Composantes			Sous-composante	Volet	Résultats	Unité	Fin de la période	31-déc		Cumulatif			Réalisaion des année précédente				Commentaires
Copmposante			Sous-composante				PTBA 2013	Réalisé	% de PTBA	Pré évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation	Réalisation 2010	Réalisation 2011	Réalisation 2012	Total	
Renforcement et Protection du capital productif	Aménagement du capital productif et sécurisation foncière	Aménagement/ réhabilitation Marais	Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Nombre	70 833	21 500	30%	5 400	33 943	629%	0	1 910	10 533	12 443	la formation a été faite à travers les campagnes de sensibilisation. Les réunion ont suivi la méthodologie MARP . Les thèmes développés étaient, les travaux d'entretien et la collecte de redevance, la mise en place des comités dans les nouveaux marais à aménagés		
				Homme	37 616	13 532	36%	3 240	20 888	645%	0	1 232	6 124	7 356			
				femme	17 071	7 968	47%	2 160	13 055	604%	0	678	4 409	5 087			
			Groupes de gestion de l'infrastructure	Nombre	13	13	100%	180	52	29%	5	13	21	39			
			Membres des groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés	Nombre	13 000	10 050	77%	nd	43 093		4 000	18 510	10 533	33 043			
				Homme	9 100	7 035	77%	nd	29 217		2 400	13 658	6 124	22 182			
				femme	3 900	3 015	77%	nd	13 876		1 600	4 852	4 409	10 861			
			Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	13	13	100%	180	52	29%	5	13	21	39			
			Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	264	264	100%	3 270	1 350	41%	0	1 086	0	1 086			
		Aménagement/ réhabilitation Bassins Versants	Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Nombre	30 300	27 141	90%	60 000	74 997	125%	640	4 969	42 247	47 856	il s'agit des formation pour les groupement pépiniéristes et des séances de sensibilisation et mobilisation pour la protection des bassins, versants, les campagnes de reforestation communautaire et l'embocagement		
				Homme	21 210	18 999	90%	36 000	44 650	124%	480	3 612	21 559	25 651			
				femme	9 090	8 142	90%	24 000	29 118	121%	160	160	20 656	20 976			
			Groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés	Nombre	173	173	100%	nd	361		10	13	165	188			
			Membres des groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés	Nombre	4 122	6 103	148%	nd	17 275		100	4 969	6 103	11 172			
				Homme	2 674	4 506	169%	nd	12 674		50	3 612	4 506	8 168			
				femme	1 448	1 597	110%	nd	4 901		50	1 657	1 597	3 304			
			Groupes de gestion de l'infrastructure comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	173	173	100%	nd	361		10	13	165	188	Ce sont les groupements de pépiniériste qui sont directement impliqué dans les activités de protection des Bassins Versants, au tour des marais aménagés et réhabilités		
			Plans de gestion de l'environnement élaborés	Nombre	0	0		180	12	7%	0	0	12	12	Plans developpés en 2012		
			Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	Ha	2 000	7 762	388%	32 700	23 482	72%	3 074	4 884	7 762	15 720			

RAPPORT SYGRI AU 31 OCTOBRE 2013																		
RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU																		
Composantes	Sous-composante	Volet	Résultats	Unité	Fin de la période	31-déc		Cumulatif			Réalisaion des année précédente				Commentaires			
Copmposante	Sous-composante				PTBA 2013	Réalisé	% de PTBA	Pré évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation	Réalisation 2010	Réalisation 2011	Réalisation 2012	Total				
Renforcement et Protection du capital productif		Sécurisa. foncière						0					0					
	Intensification de la production agricole	Production de semences	Personnel des prestataires de services formé	Nombre	0	0		nd	44		0	22	22	44	les personnes formées sont les cadres de la DPAE(4) les animateurs marais(4) et les agronomes communaux ainsi les chefs d'équipes et techniciens de l'ONG ACORD (14)			
				Homme	0	0		nd	40			20	20	40				
				femme	0	0		nd	4			2	2	4				
			Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombre	73 834	30 561	41%	270	32 834	12161%	620	591	1 062	2 273		Il s'agit des usagers de marais favorable au SRI pour la production des semence et qui sont considérés comme leader et des membres des CEP agricoles . La formation a couvert les aspects suivants: le choix du site et la préparation du terrain, la fertilisation , les maladies, les ravageurs et traitement phytosanitaire, la récolte , la conservation et conditionnement des semences, les normes en matière de contrôle de semence, l'éclaircie de la bananeraie, la riziculture, fertilisation de la PDT, le kitchen garden etc.		
				Homme	53 938	19 555	36%	162	20 719	12790%	372	299	493	1 164				
				femme	19 896	11 006	55%	108	12 119	11221%	248	296	569	1 113				
			Accès aux intrants						0					0				
			Renforcement de la chaines de solidarité	Personnel des prestataires de services formé	Nombre	0	0			75		32	32	11			75	Le PARSE assure l'encdarement direct des ACSA
					Homme	0	0			31		22	2	7			31	
		femme			0	0			24		10	10	4	24				
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale		Nombre	600	591	99%	3 600	2 783	77%	600	600	992	2 192	Tous les bénéficiaires de vaches ont été formés(dont 376 de 2ème génération). Les thèmes de formation qui ont été développés sont l'alimentation des animaux, l'hygiène et construction des bâtiments pour bétail, détection des symptôme des principales maladies, reproduction et génétique des animaux, marquage des animaux, aménagement des compostières et installation des dispositifs anti -érosif garnis d'herbes /arbustes fourragers, le suivi de la chaîne de solidarité communautaire.			
				Homme	360	381	106%	2 160	2 211	102%	630	360	840	1 830				
				femme	240	45	19%	1 440	677	47%	240	240	152	632				
		Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place		Nombre	600	591	99%	3 600	2 783	77%	600	600	992	2 192	Il s'agit de tous les bénéficiaires de génisses de race améliorée importée ainsi que ceux de 2ème génération. Des visites dans les ménages sont effectués par les techniciens ,les ACSA, les cadres de la DPAE et experts vétérinaires			
				Homme	360	381	106%	2 160	1 941	90%	360	360	840	1 560				
				femme	240	45	19%	1 440	349	24%	53	99	152	304				
		Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	Nombre	600	591	99%	3 600	2 783	77%	600	600	992	2 192					
		Ménages ayant accès aux services zoo sanitaires mis en place	Nombre	600	591	99%	3 600	2 783	77%	600	600	992	2 192					

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU																	
Composantes	Sous-composante	Volet	Résultats	Unité	Fin de la période	31-déc		Cumulatif			Réalisaion des année précédente				Commentaires		
Copmposante	Sous-composante				PTBA 2013	Réalisé	% de PTBA	Pré évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation	Réalisation 2010	Réalisation 2011	Réalisation 2012	Total			
Renforcement et Protection du capital productif	Intensification de la production agricole	Appui au petit élevage	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Nombre	20	20	100%	2 400	2 602	108%	400	825	1 357	2 582	20 ménages Batwa de la commune Bugenyuzi ont bénéficié de caprins issus de la chaîne		
				Homme	15	20	133%	690	1 443	209%	160	330	933	1 423			
				femme	5	20	400%	1 440	1 179	82%	240	495	424	1 159			
			Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	Nombre	20	1 357	6785%	2 400	3 939	164%	400	825	1 357	2 582			
				Homme	15	933	6220%	690	2 356	341%	160	330	933	1 423			
				femme	5	424	8480%	1 440	1 583	110%	240	495	424	1 159			
		Ménages ayant bénéficié de bétail dans le cadre d'un programme de distribution ou de reconstitution du cheptel	Nombre	20	20	100%	1 440	2 602	181%	400	825	1 357	2 582				
			Ménages ayant accès aux services zoo sanitaires mis en place	Nombre	20	20	100%	1 440	2 602	181%	400	825	1 357	2 582			
				Champs écoles fermier	Personnel des prestataires de services formé	Nombre	0	0		nd	64		32	32	0	64	Le ACSA sont directement formés par le PARSE
					Homme	0	0		nd	44		22	22	0	44		
			femme		0	0		nd	20		10	10	0	20			
			Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Nombre	0	0		4 800	3 085	64%	991	1 047	1 047	3 085	Le PARSE est encours de préparation pour démarrer les FFS élevage dans la zone du PAIVA-B		
Homme	0	0			480	1 185	247%	395	395	395	1 185						
femme	0	0			4 320	1 929	45%	652	625	652	1 929						
Valorisation de la production et développemen t des infrastructures	Valorisation de la production agricole	Appui à l'amélioration de la qualité des produits											0				
			Renforcement de capacités et apprentissage collectif	Personnes formées dans les domaines de la postproduction, de la transformation et de la	Nombre	200	282	141%	180	760	422%	0	180	298	478	Il s'agit des membres de coopératives et des Boutiques d'intrants	
		Homme		100	178	178%	90	425	472%	0	107	140	247				
		femme		100	104	104%	90	335	372%	0	73	158	231				
		Groupes de commercialisation	Nombre	5	5	100%	78	29	37%	0	12	12	24				
			Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	4 118	4 118	100%	nd	14 047		0	4 479	5 450	9 929			
				Homme	2 461	2 461	100%	nd	7 221		0	2 580	2 180	4 760			
		femme		1 627	1 627	100%	nd	6 796		0	1 899	3 270	5 169				
		Groupes de commercialisation comptant des femmes	Nombre	5	5	100%	69	29	37%	0	12	12	24				

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU															
Composantes	Sous-composante	Volet	Résultats	Unité	Fin de la période	31-déc		Cumulatif			Réalisaion des année précédente				Commentaires
Copmosante	Sous-composante				PTBA 2013	Réalisé	% de PTBA	Pré évaluation	Réalisé	% Pré-évaluation	Réalisation 2010	Réalisation 2011	Réalisation 2012	Total	
Valorisation de la production et développemen t des infrastructures	Infrastructure		Routes construites/remises en état	KM	0	0		50	51	102%	0	51	0	51	4 décoriqueuses
			Installations de transformation aménagées/remises en	Nombre	4	4	0%	nd	14		0	10	0	10	
			Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	0	0%	9	6	67%	0	6	0	6	
Facilitation de la mise en œuvre et coordination du projet	Appui de la mise en œuvre des activités par les CDC, les OP et administration déconcentrée		Représentants et fonctionnaires formés	Nombre	9	9	100%	nd	25		0	8	8	16	Membres des CCDC
				Homme	5	5	111%	nd	13		0	4	4	8	
				femme	4	4	100%	nd	12		0	4	4	8	
			Personnes formées en gestion communautaire	Nombre	2 000	8 103	405%	6 000	11 688	195%	0	1 910	1 675	3 585	il s'agit des ateliers de planification, d(autoévaluation, des visites d'échange etc.; pour les CDC, les AUM, les AUP , les pépiniéristes etc. Et les séance de sensibilistation pour la mise en œuvre des activités
				Homme	1 000	3 241	324%	3 600	5 143	143%	0	1 232	670	1 902	
				femme	1 000	4 862	486%	2 400	6 545	273%	0	678	1 005	1 683	
			Travailleurs et volontaires communautaires formés	Nombre	75	75	100%	nd	191		0	56	60	116	Au cours de 2013, les séances d'alphabétisation ont été conduites par 75 alphabétiseurs pour 1646 personnes dont 936 femmes.L'alphabétisation a été conduite dans les provinces de Giega, karusi et Cibitoke
				Homme	37	37	100%	nd	77		0	20	20	40	
				femme	38	38	100%	nd	114		0	36	40	76	
			Groupes communautaires formés/consolidés	Nombre	13	13	100%	159	226	142%	0	0	213	213	
			Membres des groupes communautaires formés/consolidés	Nombre	74	74	100%	1 908	5 399	283%	0	0	5 325	5 325	
				Homme	49	49	100%	1 336	1 114	83%	0	0	1 065	1 065	
				femme	25	25	100%	572	4 285	749%	0	0	4 260	4 260	
			Groupes communautaires comptant des femmes	Nombre	13	13	100%	159	226	142%	0	0	213	213	
			Personnes ayant accès au fonds de développement	Nombre	600	0	0%	1 800	560	31%	0	0	560	560	Aucun crédit n'a été octroyé en 2013 suite au chnegemnt de la poilitique du finance rurale du FIDA. Une convention avec l'IMF vient d'être signéé pour relancer l'activité
				Homme	60	0	0%	180	393	218%	0	0	393	393	
				femme	540	0	0%	1 620	167	10%	0	0	167	167	
			Organisations faitières formées/renforcées	Nombre	26	4	15%	366	12	3%	0	4	4	8	4 coopératives rizicoles sont fonctionnel; 10 filières à developperont été celectionné

RÉSULTATS DU DEUXIÈME NIVEAU					
Composantes	Sous-composante	Volet	Résultat	Barème	Commentaire /indicateurs de soutien
Renforcement et protection du capital capital productif	Aménagement du capital productif et sécurisation foncière	Aménagement /réhabilitation de marais	Durabilité probable des groupes de gestion de l'infrastructure formés/consolidés	4	les réunions se tiennent régulièrement :les réunions en assemblée générale sont organisées régulièrement c'est-à-dire une fois par mois s'il n'y a pas d'urgence. Pour les comités de gestion, ils se rencontrent seuls à une fréquence d'une fois par semaine. Pour les quartiers, ces réunions sont organisées deux fois par semaine et pour les secteurs, ces réunions sont organisées une fois par mois. Pour chaque réunion, des comptes rendus sont élaborés et transmis à qui de droit.
			Efficacité de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation	4	58% d'exploitants des marais aménagés ont adopté le nouveau système de culture SRA/SRI(Système de riziculture amélioré/système de riziculture intensive) sur un résultat attendu d'au moins 90% d'adoptants. Le rendement de riz et de 3,7T/Ha
			Durabilité probable de l'infrastructure de production - Périmètres	3	La collecte de redevance est encore faible(28%). Cependant les exploitant ont l'habitude de payer parès la recote du riz
		Aménagement /réhabilitation de Bassins Versants	Durabilité probable des groupes de gestion des ressources naturelles formés/consolidés	4	les groupement de pépiniéristes ont très biens organisés. Leur nombre est passé de 23 en 2011, 165 en 2012 et 173 en 2013. le taux de réalisation pour l'activité de production et de mise en place de plants est 81% , ce faible taux est dû au fait que les semence de greviléa n'ont pas été disponible tant sur le marché local qu'international
			Efficacité des programmes de gestion et de conservation des ressources naturelles	4	4374532 plants ont été produits sur les 4000000 soit un taux de réalisation de 109%, 748ha(soit 66%) sont protégé contre l'érosion grâce à l'installation des boisements communautaires
		Sécurisation Foncière			
	Intensification de la production agricole	Production de semences	Efficacité: amélioration de la performance des prestataires de services	2	l'approche du FIDA pour la production de semence est à redéfinir afin de permettre aux bénéficiaires de devenir des professionnels producteurs de semences
		Accès au intrants			

Composantes	Sous-composante	Volet	Résultat	Barème	Commentaire /indicateurs de soutien
Renforcement et protection du capital productif	Intensification de la production agricole	Renforcement de la chaîne de solidarité	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	4	la production agricole en général est augmenté. Les principales cultures concernées par l'augmentation et leur % d'augmentation de rendement sont : le riz (171%), la banane (81%), la pomme de terre (98%), le manioc (72%), le haricot(93%), le maïs(93%), les choux(102%), la tomate (172%) et les aubergines (162%). L'augmentation de la production agricole d'au moins 50% a concerné plus de 50% des bénéficiaires visés par le document du COSOP. En effet 80,1%, 52,8%, 61,5%, 55,4%, 63,2% et 62,2% des agriculteurs ont enregistré une augmentation de plus de 50% pour les cultures respectives de riz, de banane, de pomme de terre, de manioc, de haricot et de maïs. Cette augmentation a également concerné 66,7%, 67,1% et 68,2% des agriculteurs de choux, d'aubergines et de tomates. Les performances de reproduction et de production laitières des animaux sont également supérieures à celles des races locales. La production laitière des bovins octroyés par le FIDA est de 6 l avec une durée de lactation de 197 jours et une lactation totale de 1042 l contre 368,2 l produites par une vache de race locale. Cependant, l'alimentation des bovins devrait être améliorée pour augmenter les performances. de 35% grâce à un meilleur rendement du riz, le haricot, la banane suite à l'utilisation du fumier de bétail, le revenu des bénéficiaires de bovins a augmenté de 70%
Valorisation de la production et développement des infrastructures	Valorisation de la production agricole	Appui à l'amélioration de la qualité des produits agricoles et l'accès aux marchés			
			Durabilité probable des groupes d'épargne et de crédit formés/consolidés	3	Quelques membres des coopératives et des groupements de néo analphabètes se sont constitués en groupe de caution solidaires. Sur un total de 129groupes, 98 seulement ont déjà bénéficié d'un crédit solidaire. le taux de remboursement moyen est de 90% . Une nouvelle poilitique du FIDA pour le financement rural est à matre en oeuvre et des efforts doivent être fournis pour l'atteinte des objectifs
		Financement de la valorisation agricole		3	Grace à une collaboration entre le projet et l'IMF"FENACOBU: Fédération Nationale des Coopéc du Burundi", 228bénéficiaires(dont 62 femmes) ont pu avoir accès à un crédit warrantage de 8167302 BIF. Le crédit a été remboursé en totalité avec les intérêts dus à la FENACOBU. 13 Groupe solidaires des néoanalphabètes composé de 74 membre s dont 25 femmes ont pu bénéficier d'un crédit caution solidaire de 5930000 BIF déjà remboursé à 92%. 116 groupement de cautions solidairs dans les coopératives composé de 354 membre dont 80 femmes ont bénéficié d'un crédit de 78735800 Bif déjà remboursé à 83%. La nouvelle stratégie de financement frurale du FIDA permettra bien relancer l'activité.
			Durabilité: amélioration de la performance des institutions financières	4	L'IMF FENACOBU couvre toute l'étendue du pays et possède un grand portefeuille par rapport aux autres IMF du Burundi
			Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché	1	72 Les coopératives des riziculteurs ont pu commercialiser 35 Tonnes les autres filières viennent juste d'être identifiés et seuls les drafts de leurs plans de développement ont été produits

Composantes	Sous-composante	Volet	Résultat	Barème	Commentaire /indicateurs de soutien
Valorisation de la production et développement des infrastructures	Valorisation de la production agricole	Renforcement des capacités et apprentissage collectif	Durabilité probable des groupes de commercialisation formés/consolidés	4	les 4 coopératives rizicoles mis en place ont une reconnaissance juridique, les membres se réunissent régulièrement et ont un compte à la FENACOBUR
	Infrastructure		Durabilité probable des routes construites/remises en état	3	les pistes rurales aménagées sont en bon état et les associations des usagers de pistes (AUP) s'occupent de leur entretien. Il faut toujours un suivi rapproché de la part de l'administration locale pour améliorer la maintenance
			Durabilité probable des installations de transformation	3	les aires de séchage sont fonctionnelles mais nécessitent quelques réparations. Toutefois les décortiqueuses ont été mises à la disposition des coopératives. Leur exploitation n'a pas encore commencé
			Durabilité probable des installations de commercialisation	2	Une boutique d'intrant (BI) est fonctionnelle sur les 8 qui devraient être encadrés par le projet. La définition de l'approche d'intervention pour les BI est en cours
			Durabilité probable des installations de stockage	4	tous les magasins de stockage (6) sont fonctionnels
Facilitation de la mise en œuvre et coordination du projet	Appui à la mise en œuvre des activités par les CDC; Les OP et administration déconcentrées		Efficacité: développement communautaire	4	Les Comités de développement communautaire (CDC) et les organisations paysannes (OP) se rencontrent régulièrement et sont régis par un cadre légal.
			Durabilité probable des groupes communautaires formés/consolidés	4	Les Comités de développement communautaire (CDC) et les organisations paysannes (OP) ont des capacités renforcées en planification, mise en œuvre et suivi des activités
			Durabilité probable des organisations faîtières formées/consolidées	3	les 4 coopératives rizicoles mis en place ont une reconnaissance juridique, les membres se réunissent régulièrement et ont un compte à la FENACOBUR. Ces coopératives ont encore besoin de renforcement de capacités pour être autonomes

Indicateurs de TROISIÈME NIVEAU

Indicateur	Unité	Référence PAIVA-B(%)	Évaluation Effets /impacts FA	Mi-parcours (%)	Achèvement	Objectif
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté	%		16.95*	20.15		
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	%	26.5	20.9*	24.7		
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	%	52.7	55.11*	57.2		
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	%	8.4	3.8*	2.8		
Ménages ayant connu une saison de disette	%	14,5	7.4*	4.4		
Durée de la première saison de disette	Nombre	2mois	2 mois*	2 mois		
Ménages ayant connu deux saisons de disette	%	21.5	11.4*	7.4		
Durée de la deuxième saison de disette	Nombre	2 mois	2 mois*	2mois		

REVUE A MI-PARCOURS DU PROJET D'APPUI A L'INTENSIFICATION ET A LA VALORISATION AGRICOLES DU BURUNDI

Appendice 4

Cadre logique

Appendice 4 – Cadre logique

0	Impact/Résultats/Produits/Activités/Sous-activités	Indicateurs S.M.A.R.T (Spécifiques, Mesurables, Atteignable, Pertinents (Relevant), délimités dans le Temps)
<u>Impact</u>	Réduction de la pauvreté et amélioration des revenus et des conditions de vie dans les zones d'intervention	Indicateur
Composante 1	« Renforcement du capital productif »	0
Résultat R1 de la Composante I de Niveau 2 (Outcomes)	R1: Accroître le capital productif et la productivité agricole des petits agriculteurs dans les zones retenues	0
Résultat R1.1 (Produit/Output)	R1.1: Des AUM sont créés et capables de prendre en charge l'entretien et la maintenance durablement les ressources en eau et des terres (associations de type territorial)	Les AUM des anciens et nouveaux marais sont en place et opérationnelles
<u>Activité 1.1.1:</u>	A1.1.1. Création des Comités de quartiers, de Périmètres et des Associations d'Utilisateurs de Marais	6 AUM mise en place
<u>Activité 1.1.2.:</u>	A1.1.2. Renforcement des capacités des membres des Comité de Gestion et d'entretien des marais	X membres des comités de gestion et d'entretien formés,
Résultat R1.2 (Produit/Output)	R1.2. Le capital productif des marais est accru et l'efficience de l'utilisation des ressources en eau est assurée durablement par les AUMs	90% des parcelles des marais aménagés/réhabilités alimentée en eau, le réseau d'irrigation fonctionnel, 100% d'ouvrage en bon état

<u>Activité 1.2.1:</u>	A1.2.1. Aménager de nouveaux marais	239,4 Ha aménagés
<u>Activité 1.2.2:</u>	A1.2.2. Réhabiliter des anciens marais	135 Ha réhabilités
<u>Activité 1.2.3:</u>	A1.2.3. Entretenir les anciens et nouveaux marais	Le réseau d'irrigation et les ouvrages remis en état dans les anciens et nouveaux marais
Résultat R1.3 (Produit/Output)	R.1.3. La production sur les BV et dans les Marais est durablement améliorée par des systèmes de production Agro-Sylvo-Pastoraux adaptés	La production agricole sur les BV et dans les marais est augmentée d'au moins 30% chez les bénéficiaires du projet
<u>Activité 1.3.1:</u>	A.1.3.1. Cibler et préparer les bénéficiaires (embocagement, installation des cultures fourragères, construction des étables cimentées)	836 futurs bénéficiaires sont ciblés et préparés à la réception des bovins
<u>Activité 1.3.2:</u>	A.1.3.2. Instauration et renforcement de la chaîne de solidarité	836 bovins sont importés et distribués dans la ZP et 685 conventions avec les bénéficiaires sont élaborées et signées

<u>Activité 1.3.3:</u>	A.1.3.3. Suivi de la chaîne de solidarité et Renforcement des capacités Techniques des membres des groupes d'élevage (Formation CEF, Visites d'échange)	Les membres des groupes d'élevage sont formés sur les techniques de gestion de la chaîne
<u>Activité 1.3.4:</u>	A.1.3.4. Appui au développement des cultures vivrières (CEP, multiplication, distribution de rejets améliorés, visites de suivi)	Les cultures vivrières ciblées sont développées
Résultat R1.4 (Produit/Output)	R.1.4 La Production de Riz (SRI) dans les marais est augmentée de façon constante et durable	Le rendement du riz est augmenté de 2 à 3 fois grâce au SRI par rapport à la situation de référence
<u>Activité 1.4.1:</u>	A.1.4.1. Renforcement des Capacités Techniques des producteurs de riz (CEP; encadrement et formation)	Au moins 80% des membres des AUM sont formés sur le SRI
<u>Activité 1.4.2:</u>	A.1.5.2.Appui à la production de semences (contrat ISABU, multiplication et suivi)	16 tonnes de semences de base et 24 tonnes de semences commerciales de riz sont produites
Composante 2	«Valorisation agricole et accès aux marchés»	0
Résultat R2 de la Composante II de Niveau 2 (Outcomes)	R.2:L'accès des OP aux marchés est amélioré avec des produits à plus grande valeur ajoutée	0

Résultat R2.1 (Produit/Output)	R.2.1. Des Coopératives mises en places sont gérées de façon démocratique et transparente facilitant l'accès des agriculteurs au marché et améliorant la compétitivités des produits	100% des coopératives gérées par les membres élus et utilisant correctement les outils de gestion, le niveau de commercialisation des produits de qualité est accru de 30%
<u>Activité 2.1.1:</u>	A.2.1.1. Les coopératives coordonnent le développement des filières ciblées pour en améliorer la rentabilité et les retombées pour les membres	9 coopératives fonctionnent comme des entreprises économiques et sont rentables
<u>Activité 2.1.2.:</u>	A.2.1.2. Développer les Capacités des organes de gouvernance des coopératives (animation, gestion administrative et financière, renouvellement des organes)	Les organes des 9 coopératives ont des capacités requises pour la bonne gouvernance
<u>Activité 2.1.3:</u>	A.2.1.3. Développer les capacités des coopératives à rendre des services de qualité aux membres (vente groupées, accès aux intrants, formations des membres, montage de dossiers)	Au moins 80% des membres des 9 coopératives ont accès aux services de qualité
<u>Activité 2.1.4:</u>	A.2.1.4. Développer les capacités de représentation et de négociation des agriculteurs membres des coopératives	Un espace d'échange entre les coopératives et les autres OP est opérationnel et les recommandations sont prises en compte dans l'élaboration des politiques et programmes agricoles
<u>Activité 2.1.5:</u>	A.2.1.5. Augmenter la capacité de stockage et de transformation des coopératives et en assurer la gestion durable (et rentable)	Les infrastructures de stockage(magasin et aire de séchage) et de transformation des produits (3 décortiqueuses et 2 moulins) sont en place et bien gérées

Résultat R2.2 (Produit/Output)	R.2.2. les besoins de financement des coopératives et de groupes de caution solidaires sont assurés à travers des mécanismes de garanties auprès des IMF	Au moins 80% des membres de coopératives et des groupes de caution solidaire ont bénéficié d'au moins deux séries de crédit suivant leurs besoins spécifiques
<u>Activité 2.2.1.:</u>	A.2.2.1. Faciliter l'accès des producteurs au financement	Les producteurs membres des coopératives ont accès au financement pour les intrants agricoles, le warrantage et pour la transformation du riz paddy
Composante 3	«Unité de facilitation et de coordination»	0
Résultat R3 de la Composante III de Niveau 2 (Outcomes)	R3: Les capacités des Structures Locales sont renforcées et la Coordination du projet est performante	0
Résultat R3.1 (Produit/Output)	R.3.1. Des institutions locales sont capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet et de participer au développement (administrations communales, CDC, CCDC et autres associations collinaires)	Des institutions locales (administration provinciales, communales et collinaires, CDC, CCDC et autres associations collinaires) sont opérationnelles
<u>Activité 3.1.1.:</u>	A.3.1.1. Renforcer les capacités des CDC et des CCDC à planifier, suivre et à superviser la gestion des infrastructures communautaires (formation dans l'audit, la supervision, IEC) - ACORD	CDC et CCDC renforcés et capables de planifier, coordonner et suivre les objectifs du projet

<u>Activité 3.1.2.:</u>	A.3.1.2. Former les CDC dans la conduite des AG des ciblage participatifs l'organisation et le suivi-évaluation de la chaîne de solidarité-ACORD	CDC et CCDC renforcés et capables de conduire les AG de ciblage, d'organiser, suivre et évaluer la chaîne de solidarité communautaire
<u>Activité 3.1.3:</u>	A.3.1.3. Renforcer les capacités des relais techniques et des autorités locales impliqués dans la supervision, le suivi et la pérennisation des actions de développement communautaires	Les capacités des relais techniques, autorités locales et CDC sont renforcées sur le ciblage des bénéficiaires et le suivi conseil
<u>Activité 3.1.4:</u>	A.3.1.4. Animation et mise en cohérence des interventions (Animation ACORD)	Une synergie est créée entre les différents acteurs du projet et avec les autres projets FIDA, les innovations et les meilleures pratiques sont documentées et capitalisées
<u>Activité 3.1.5:</u>	A.3.1.5. Alphabétisation des populations collinaires par les CDFC	0
Résultat R3.2 (Produit/Output)	R.3.2. Sécurisation foncière des exploitations est renforcée pour réduire les conflits fonciers et améliorer l'accès aux services financiers	réduction d'au moins 30% des conflit liés à la terre, au moins 50% des ménages en possession des certificats foncier accèdent au crédit
<u>Activité 3.2.1:</u>	A.3.2.1. Renforcer des capacités du personnel des services fonciers communaux par des équipements adaptés et moyens de transport (bureaux fonciers et commissions de reconnaissance collinaires)	l'équipement adéquat et moyen de transport sont disponibles
<u>Activité 3.2.2</u>	A.3.2.3. Apporter un service conseil aux personnels du bureau foncier pour améliorer la performance (informatique, administratif, participation, juridique, technique, technologique)	Les services des guichets fonciers sont de qualité

Résultat R3.3 (Produit/Output)	R.3.3. La gestion et la Coordination du projet est assurée de manière performante au niveau technique administratif et financier	La gestion de projet est bien menée
<u>Activité 3.3.1:</u>	A.3.3.1. Payer les Salaires et les indemnités dans les délais imparties et conformément aux règlements nationaux et internationaux	Les salaires et indemnités sont payé dans le respect des délais et règlement
<u>Activité 3.3.2:</u>	A.3.3.2. Former le personnel du projet (Comptable, Technique, SE, Administration, Archives)	Le personnel est formé
<u>Activité 3.3.3</u>	A.3.3.3. Organiser et participer à des ateliers d'échange d'expériences	des ateliers d'échange sont organisés
<u>Activité 3.3.4:</u>	A.3.3.4. Gérer efficacement l'approvisionnement du projet (AO, PPM, Registre des contrats, fiches de suivi des contrats, Acheter, inventorier et maintenir des équipements) pour l'UCP et autres	Le plan d'approvisionnement est en place et respecté
<u>Activité 3.3.5:</u>	A.3.3.5. Elaborer des Rapports Administratifs et Financiers (incl. Audits)	Les rapports sont produits à temps
<u>Activité 3.3.6:</u>	A.3.3.6. Recruter des services spécialisés nationaux et internationaux (consultants, bureaux de conseils, prestataires de services)	Des services spécialisées sont recrutés dans les délais
<u>Activité 3.3.7:</u>	A.3.3.7. Collecter les données et transmettre les informations de manière pertinente, performant et dans les délais	Les données de qualité sont disponibles dans les délais
<u>Activité 3.3.8:</u>	A.3.3.8. Le Suivi et Evaluation du projet est assuré de manière pertinente et dans les délais (Elaborer des Rapports Techniques et budgétaire, états d'avancement)	Les rapports techniques et budgétaire, l'état d'avancement sont disponible dans les délais
<u>Activité 3.3.9:</u>	A.3.3.9. Elaborer un plan d'exécution des activités du projet pour la période restante et assurer son suivi par l'USE (diagramme de Gantt)	Plan d'exécution est disponible et mise-en-œuvre

<u>Activité 3.3.10:</u>	A.3.3.10. Le coordonnateur assure la liaison interne (UCP) et externe, ainsi qu'une bonne coordination avec les autorités nationales concernés (CP), les IFI et autres partenaires	bonne collaboration avec les différents intervenants
Résultat R3.4 (Produit/Output)	R.3.4 La Clôture du projet est assurée en conformité avec les dispositions de l'accord de don	L'accord de don est respecté
<u>Activité 3.4.1:</u>	A.3.4.1. Etablir un plan de clôture pour la coordination et les services administratif et financiers	0
<u>Activité 3.4.2.:</u>	A.3.4.2. Préparer et organiser le Transfert des activités de terrain aux bénéficiaires, Coopératives, Associations, IMF, services publics et administrations locales (implication immédiate de ces structures et renforcer leurs), assurer la durabilité des réalisations du projet	Un plan de transfert est en place et est mise-en-œuvre
<u>Activité 3.4.3:</u>	A.3.4.3. Elaborer le rapport final d'achèvement du projet	Un rapport d'achèvement est produit
<u>Activité 3.4.4:</u>	A.3.4.4. Etude d'évaluation finale et d'impact du projet	Un rapport d'étude est disponible
<u>Activité 3.4.5:</u>	A.3.4.5. Mettre en œuvre le plan de démobilisation du personnel	Un plan de démobilisation du personnel est en place et bien exécuté
<u>Activité 3.4.6:</u>	A.3.4.6. Assurer l'audit des 6 derniers mois	Rapport d'audit disponible
<u>Activité 3.4.7:</u>	A.3.4.7. transférer des actifs du projet aux institutions et/ou projets concerné(e)s	Le rapport de transfert est produit
<u>Activité 3.4.8:</u>	A.3.4.8. capitaliser de l'expérience acquise par le projet et élaborer des supports de communication	Le support de communication est produit